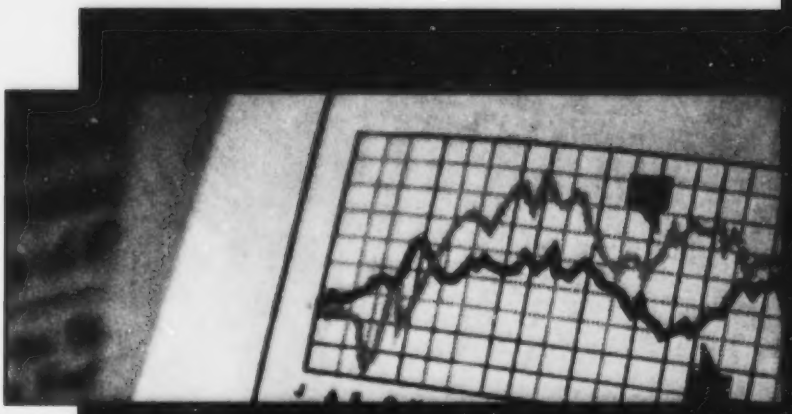
Statistiques correctionnelles du Québec



1997 • 1998

Québec

Ministère de la Sécurité publique

100-05496/

Statistiques correctionnelles du Québec 1997-1998

Ministère de la sécurité publique

Direction générale des services correctionnels

Coordination : Robert Langlois, Direction de l'administration et des programmes

Analyse, réalisation et montage : Bianca Demers, Direction de l'administration et des programmes

Collaboration aux données :

Jean-Guy Bédard	Direction régionale de l'Estrie
Diane Belisle	Secteur Ouest du Québec
Pierre Bérubé	Direction de l'informatique et des systèmes
Pierre Brodeur	Direction de l'administration et des programmes
René Cléroux	Secteur Ouest du Québec
Pierre Couture	Secteur de Montréal
Michel Falardeau	Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec
Jacynthe Fortin	Direction de l'administration et des programmes
Gilles Harvey	Direction de l'informatique et des systèmes
Jean-François Longtin	Secteur Ouest du Québec
Liliane Larabie	Secteur de Montréal
André Marois	Secteur Est du Québec
Gilles Morissette	Direction de l'administration et des programmes
Georges Pichette	Direction de l'administration et des programmes
Jean-Claude Roy	Direction de l'administration et des programmes
Linda Roy	Direction régionale de l'Estrie
Nicole Soucy	Direction de l'administration et des programmes
Chantale Tremblay	Secteur Est du Québec
André Trottier	Direction de l'administration et des programmes
Hélène Voyer	Direction de l'administration et des programmes

Sous la direction de
Michel Roberge, directeur
Direction de l'administration et des programmes
Direction générale des services correctionnels
Ministère de la Sécurité publique

Pour obtenir une copie du présent rapport s'adresser à :
Direction de l'administration et des programmes
2525, boul. Laurier, tour du Saint-Laurent, 10e étage
Sainte-Foy (Québec) G1V 2L2

Dépôt légal - 1999
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 2-550-35358-7
ISSN 0714-4555

Préambule

Vous découvrirez dans les pages suivantes les statistiques officielles de la Direction générale des services correctionnels (DGSC) pour 1997-1998. Ce rapport présente les données du 1er avril 1997 au 31 mars 1998.

Le rapport « Statistiques correctionnelles du Québec 1997-1998 » comprend les mêmes renseignements que l'édition précédente, avec, dans les premières pages de chacune des sections, une analyse des tableaux et graphiques correspondants. La structure des chapitres est restée la même. Les statistiques régionales sont basées sur la nouvelle structure administrative, c'est-à-dire les trois secteurs et les douze directions régionales.

Table des matières

PRÉAMBULE 3

CHAPITRE 1 5

LE CADRE GÉNÉRAL 5

1.1 - Le contexte démographique 6
1.2 - Le contexte économique 10
1.3 - Le contexte criminel 14

CHAPITRE 2 19

LES PERSONNES CONTREVENANTES 19

2.1 – Les caractéristiques sociales des personnes contrevenantes 20
2.2 – Les caractéristiques criminelles des personnes contrevenantes 23

CHAPITRE 3 27

LA DÉTENTION 27

3.1 – La capacité des établissements de détention 28
3.2 – Les admissions 33
3.3 – Les libérations 47
3.4 – Les personnes inscrites et les personnes présentes 51
3.5 – Les personnes condamnées 59
3.6 – Les séjours 63
3.7 – Les comparutions et les transferts 68
3.8 – Les absences temporaires 75

CHAPITRE 4 81

LA PROBATION 81

4.1 – Les activités d'évaluation 82
4.2 – Les activités d'intervention 84

CHAPITRE 5 95

LES RESSOURCES COMMUNAUTAIRES 95

5.1 – Les ressources spécialisées 96
5.2 – Les ressources d'hébergement communautaires 96

CHAPITRE 6 101

LES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES 101

6.1 – Les ressources humaines 102
6.2 – Les ressources financières 106

LEXIQUE 109

Chapitre 1

Le cadre général

Toute organisation a avantage à connaître et à comprendre l'environnement dans lequel elle évolue. Ce chapitre a pour but de fournir des statistiques générales sur cet environnement selon trois aspects qui influent sur la société et sur la Direction générale des services correctionnels (DGSC) en particulier, soit : la démographie, l'économie et la criminalité. Chacun de ces domaines, à sa façon et dans une proportion qui lui est propre, a un effet sur la demande de services adressée à la DGSC.

1.1 - Le contexte démographique

Le Canada
Selon les estimations présentées au tableau 1.1.1, la population canadienne augmente. Elle est passée de 28,95 millions en 1993 à 30,29 millions en 1997, soit une augmentation de 4,6 %. De toutes les provinces, c'est en Colombie-Britannique que la hausse a été la plus importante, la population totale passant de 3,57 millions à 3,93 millions, soit une augmentation de 10,0 %. Pour la même période, seule Terre-Neuve a connu une baisse de sa population (-3,5 %).

Le Québec
Pour sa part, le Québec connaît une faible augmentation, mais relativement constante. En 1993, selon les estimations de *Statistique Canada*, la population totale du Québec était de 7,24 millions de personnes ; en 1997, elle atteignait 7,42 millions, soit une augmentation de 2.5 % en cinq ans. Cette hausse place le Québec en dessous de l'augmentation canadienne qui se situe à 4.6 %. En fait, le Québec se classe au 5^{e} rang des provinces dont la population a le plus augmenté en cinq ans, derrière la Colombie-Britannique (10,0 %), l'Ontario (5,5 %), l'Alberta (6,0 %) et l'Île-du-Prince-Édouard (3,0 %). Mentionnons que le Yukon et les territoires du Nord-Ouest ont connu des augmentations de 4,0 % et 6,0 % respectivement.

Vieillissement de la population
Les données du Bureau de la statistique du Québec font ressortir certains phénomènes. Une tendance observable dans le monde industrialisé, et que connaît aussi le Québec, est que la population adulte (18 ans ou plus) augmente, alors que la population de moins de 18 ans diminue à partir de 1995 (tableau 1.1.2). Cette situation entraîne un vieillissement de la population et, par conséquent, donnera lieu à moyen terme à une diminution de l'importance relative du groupe des jeunes adultes. Cette observation est capitale, puisque le groupe des 18 à 35 ans constitue la majorité de la clientèle correctionnelle. Par conséquent, le mouvement qui est amorcé fera, à plus ou moins long terme, diminuer la clientèle traditionnelle de la DGSC.

Plus de femmes
Le tableau 1.1.2 révèle aussi, une autre tendance qui semble s'accentuer. Actuellement, au Québec, la proportion de femmes est supérieure à celle des hommes. Cette différence qui était d'environ 86 000 en 1987 s'établit à plus de 100 000 en 1997. Cette tendance peut aussi avoir comme conséquence de faire diminuer la clientèle de la DGSC à plus long terme, puisque les hommes sont en majorité dans la clientèle correctionnelle.

Les régions du réseau correctionnel
À l'intérieur du Québec, l'évolution de la population varie d'une région à une autre et d'un secteur à un autre. Pour la période de 1993 à 1997 (tableau 1.1.3), c'est le secteur de l'Ouest qui a connu la plus forte augmentation de sa population, soit 6,8 %. Le secteur de l'Est, pour sa part, se situe au deuxième rang, avec une augmentation de 1,8 %. Finalement, la population du secteur de Montréal est restée stable autour de 1,78 million.

Tableau 1.1.1

Estimation de l'évolution de la population totale du Canada selon la province (en milliers)

	1993	1994	1995	1996	1997
Terre-Neuve	584,2	581,3	576,7	570,7	563,6
Île-du-Prince-Édouard	133,2	134,6	135,6	137,3	137,2
Nouvelle-Écosse	930,4	933,8	937,8	942,8	947,9
Nouveau-Brunswick	755,5	757,7	760,2	762,5	762,0
Québec	7 238,5	7 288,8	7 343,3	7 389,2	7 419,9
Ontario	10 815,5	10 937,1	11 097,4	11 252,4	11 407,7
Manitoba	1 124,1	1 129,4	1 136,8	1 143,5	1 145,2
Saskatchewan	1 010,9	1 012,2	1 016,6	1 022,5	1 023,5
Alberta	2 685,9	2 715,6	2 752,1	2 789,6	2 847,0
Colombie-Britannique	3 574,6	3 670,8	3 762,9	3 855,1	3 933,3
Yukon	30,4	29,6	30,3	31,4	31,6
Territoires du Nord-Ouest	63,7	64,8	65,9	66,5	67,5
Canada	28 946,9	29 255,7	29 615,6	29 963,5	30 286,4

Source : Statistique Canada, Direction de la statistique démographique et du recensement, Division de la démographie (estimations intercensitaires de 1993, estimations postcensitaires mises à jour de 1994, estimations finales postcensitaires de 1995, et estimations postcensitaires mise à jour pour 1996 et 1997).

Évolution de la population au Canada entre 1971 et 1997 (millions)

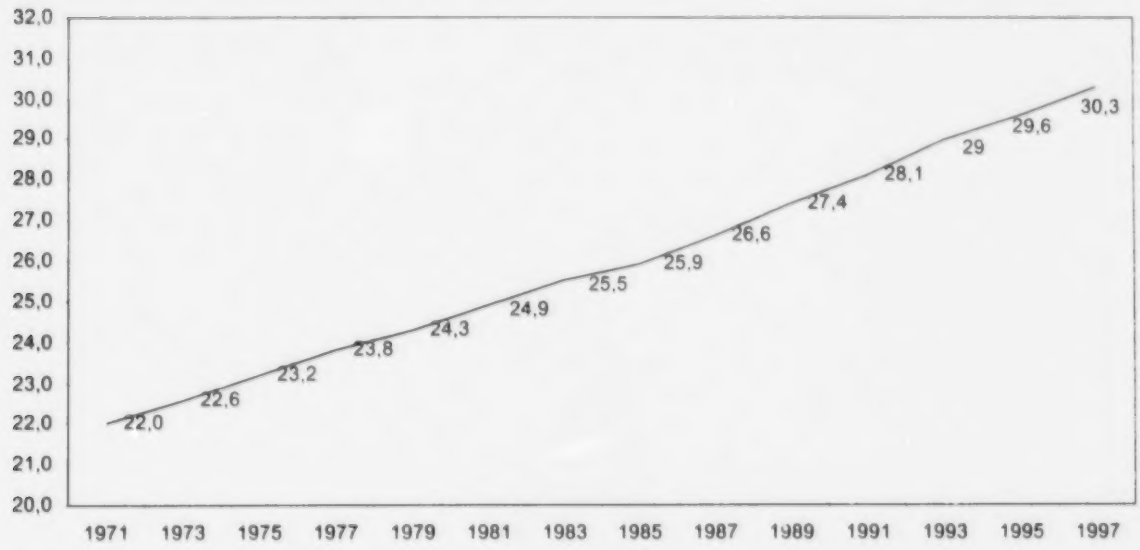


Tableau 1.1.2

Estimation de la population du Québec par année, selon l'âge et selon le sexe

	0 à 17 ans	18 ans et plus	Femmes	Hommes	Total
1987	1 650 737	5 150 651	3 443 681	3 357 707	6 801 388
1988	1 642 960	5 204 220	3 468 040	3 379 140	6 847 180
1989	1 639 482	5 257 211	3 494 106	3 402 587	6 896 693
1990	1 636 675	5 310 230	3 520 357	3 426 548	6 946 905
1991	1 681 128	5 399 980	3 591 253	3 489 855	7 081 108
1992	1 691 483	5 461 112	3 627 105	3 525 490	7 152 595
1993	1 697 742	5 514 820	3 657 256	3 555 306	7 212 562
1994	1 701 057	5 574 728	3 688 865	3 586 920	7 275 785
1995	1 697 751	5 639 327	3 719 473	3 617 605	7 337 078
1996	1 693 487	5 702 658	3 748 890	3 647 255	7 396 145
1997	1 688 141	5 765 120	3 777 263	3 675 998	7 453 261
2001	1 658 502	6 005 058	3 881 073	3 782 487	7 663 560
2006	1 624 665	6 272 758	3 995 256	3 902 167	7 897 423
2011	1 583 420	6 523 329	4 096 779	4 009 970	8 106 749

Source : Bureau de la statistique du Québec, PERSPECTIVES DÉMOGRAPHIQUES DU QUÉBEC ET DE SES RÉGIONS 1991-2041, Scénario A (basé sur le recensement de 1991).

Tableau 1.1.3

Répartition des données démographiques du Québec[1], selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1993	1994	1995	1996	1997
Région Estrie et Centre-du-Québec	466 675	487 567	487 567	487 567	485 713
Région Outaouais	284 105	306 210	306 210	306 147	307 378
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	188 305	191 931	192 002	192 050	192 318
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	1 030 967	1 121 123	1 121 916	1 121 979	1 138 550
Région Montérégie	1 088 859	1 148 646	1 148 646	1 148 647	1 143 944
Total secteur Ouest du Québec	**3 058 911**	**3 255 477**	**3 256 341**	**3 256 390**	**3 267 903**
Région et secteur de Montréal	**1 775 871**	**1 799 254**	**1 799 254**	**1 799 254**	**1 775 846**
Région Bas-Saint-Laurent	205 139	211 146	211 146	211 146	206 064
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	286 159	294 337	294 337	294 337	286 649
Région Québec et Chaudières-Appalaches	984 807	1 029 973	1 029 917	1 029 917	1 015 469
Région Mauricie et Centre-du-Québec	386 549	402 679	402 679	402 678	392 164
Région Côte-Nord	103 224	106 458	106 674	106 626	103 281
Région Gaspésie-Îles- de-la-Madeleine	105 968	108 536	108 536	108 536	105 174
Total secteur Est du Québec	**2 071 846**	**2 153 129**	**2 153 289**	**2 153 240**	**2 108 801**
Total réseau correctionnel du Québec	**6 906 628**	**7 207 860**	**7 208 884**	**7 208 884**	**7 152 550**

1. Ces données démographiques sont issues des décrets officiels annuels du gouvernement du Québec. Nous avons toutefois transféré le nombre d'habitants des MRC de Drummond (région adm. Mauricie-Bois-Francs), de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska (région adm. de la Montérégie) à la région correctionnelle de l'Estrie, à cause de la délimitation territoriale de cette dernière.

1.2 - Le contexte économique

La clientèle de la DGSC se compose, en particulier, de personnes ayant des emplois précaires et des revenus sous le seuil de la pauvreté ; plusieurs vivent des prestations de l'assurance emploi ou de l'aide sociale. Par conséquent, la DGSC est nécessairement tributaire du contexte économique du Québec ; elle doit donc en tenir compte si elle veut offrir à sa clientèle des services adéquats.

L'indice des prix à la consommation au Canada en constante augmentation
Une récession est un recul de la prospérité économique d'une société. Comme la majorité des sociétés souhaitent éviter ce genre de dégradation, elles prennent des mesures pour essayer d'en diminuer l'ampleur ou d'en réduire les conséquences. Si, lors d'une période de récession, les autorités d'un pays réussissent à contenir l'inflation, la dégradation du pouvoir d'achat sera, à tout le moins, atténuée par une certaine stabilité des prix. Ainsi, les consommatrices et les consommateurs seront moins affectés par la situation.

Le tableau 1.2.1 montre que l'indice des prix à la consommation, qui sert de base au calcul du taux d'inflation, est en constante augmentation au Canada et au Québec. L'augmentation en pourcentage pour les deux dernières années est semblable pour le Canada et le Québec, soit près de 1,6 % par année.

Le travail manque chez les 15 à 24 ans
La population active (population occupée ou qui cherche activement un emploi) a augmenté de 690 000 personnes au Canada dans l'intervalle de 1993 à 1997 pour s'établir à 15,4 millions. En ce qui concerne les personnes occupées, les perdants de ces dernières années sont les jeunes de 15 à 24 ans. Des 2,06 millions qui étaient occupés en 1993, ils ne sont que 2,02 millions en 1997 soit une diminution de 1,8 %. Par contre, le nombre de personnes occupées de 25 ans ou plus, a connu une augmentation de 8,8 %, passant de 11,0 millions à 11,9 millions (tableau 1.2.2).

Le nombre de personnes au chômage a diminué de 14,3 %; mais, cette donnée peut être mal interprétée. Les personnes qui cherchaient activement un emploi peuvent effectivement, avoir trouvé un emploi. Mais, il y en a qui ont arrêté de chercher un emploi et qui restent à la maison. Ainsi, ces personnes ne sont plus comptabilisées comme des personnes au chômage, mais elles ne sont pas pour autant occupées.

Population occupée : situation semblable pour les hommes et les femmes
Chez la population occupée, le nombre de femmes a augmenté de près de 6,8 % et chez les hommes, ce pourcentage a augmenté de 7,3 % en cinq ans. L'augmentation est constante dans les deux cas. Par contre, le nombre de femmes au chômage a diminué de 9,0 % alors que chez les hommes la diminution est plus considérable, c'est-à-dire de 18,2 % en cours des cinq dernières années.

Le chômage a diminué au Canada en 1997
Depuis 1993, le secteur de l'emploi s'améliore au Canada. Sauf pour Terre-Neuve qui a connu une légère hausse de son taux annuel de chômage en 1994 (0,3 %), toutes les provinces ont vu leur taux de chômage diminuer jusqu'en 1995. En 1996, le taux de chômage au Canada a légèrement augmenté passant de 9,5 % à 9,7 %. En 1997, le taux de chômage au Canada s'établit à 9,2 % (tableau 1.2.3).

Le Québec vient au 5^{e} rang pour le chômage au Canada
Le Québec a suivi le mouvement général au Canada et a vu son taux de chômage diminuer en 1994 et 1995 pour ensuite augmenter en 1996. Ce taux est passé de 12,2 % en 1994, à 11,3 % en 1995 et à 11,8 % en 1996, pour en arriver en 1997 à 11,4 %, lui conférant ainsi, le 5^{e} rang des taux les plus élevés au Canada, après Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

Tableau 1.2.1

Évolution de l'indice des prix à la consommation au Canada, selon les provinces et pour certaines villes (1992=100)

	1993	1994	1995	1996	1997
Province					
Terre-Neuve	101,7	102,9	104,4	106,0	108,2
Île-du-Prince-Édouard	101,9	101,7	103,3	105,2	106,5
Nouvelle-Écosse	101,2	102,3	103,8	105,6	107,8
Nouveau-Brunswick	101,3	101,8	103,4	104,9	106,9
Québec	101,4	100,0	101,8	103,4	104,9
Ontario	101,8	101,8	104,3	105,9	107,9
Manitoba	102,7	104,1	106,9	109,2	111,6
Saskatchewan	103,0	104,9	106,9	108,9	110,3
Alberta	101,2	102,6	105,0	107,3	109,5
Colombie-Britannique	103,5	105,5	107,9	108,9	109,7
Canada	**101,8**	**102,0**	**104,2**	**105,9**	**107,6**
Ville					
Montréal	101,4	99,9	101,7	103,4	104,8
Toronto	101,6	101,7	104,2	106,0	107,9
Vancouver	103,6	105,7	108,4	109,2	109,8

Source : Statistique Canada, L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN supplément statistique historique 1997-1998.

Évolution de l'indice des prix au Québec par rapport au Canada (1992=100)

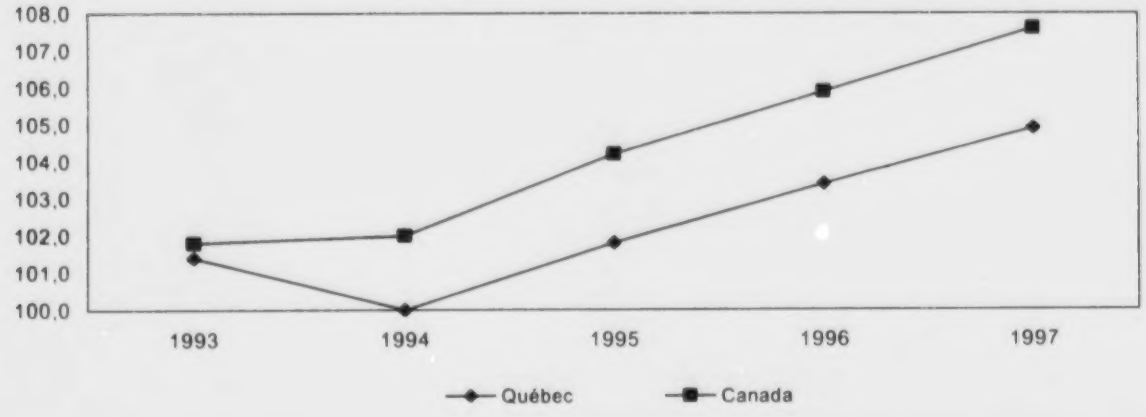


Tableau 1.2.2

Évolution de la population active, selon l'âge et le sexe au Canada (milliers de personnes)

		1993	1994	1995	1996	1997
Population occupée[1]		**13 015**	**13 292**	**13 506**	**13 676**	**13 941**
Âge	15 à 24 ans	2 061	2 074	2 072	2 040	2 025
	25 ans et plus	10 954	11 218	11 433	11 637	11 915
Sexe	Femmes	5 889	6 002	6 109	6 197	6 292
	Hommes	7 126	7 290	7 397	7 479	7 649
Personnes au chômage[1]		**1 649**	**1 541**	**1 422**	**1 469**	**1 414**
Âge	15 à 24 ans	442	411	382	391	406
	25 ans et plus	1 207	1 130	1 040	1 078	1 008
Sexe	Femmes	697	656	621	647	634
	Hommes	952	885	801	823	779
Population active[1]		**14 664**	**14 832**	**14 928**	**15 145**	**15 354**

1. Les totaux ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre.

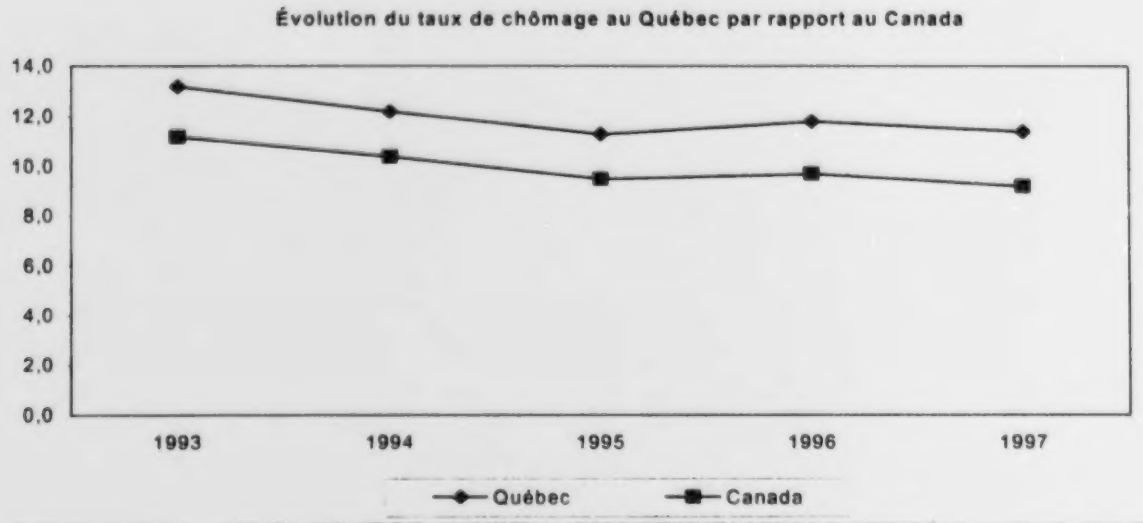
Source : Statistique Canada, L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN supplément statistique historique 1997-1998

Tableau 1.2.3

Évolution du taux de chômage au Canada selon les provinces (en %)

	1993	1994	1995	1996	1997
Terre-Neuve	20,1	20,4	18,3	19,4	18,8
Île-du-Prince-Édouard	18,1	17,2	14,7	14,5	14,9
Nouvelle-Écosse	14,6	13,3	12,1	12,6	12,2
Nouveau-Brunswick	12,5	12,5	11,5	11,7	12,8
Québec	13,2	12,2	11,3	11,8	11,4
Ontario	10,6	9,6	8,7	9,1	8,5
Manitoba	9,3	9,2	7,5	7,5	6,6
Saskatchewan	8,0	7,0	6,9	6,6	6,0
Alberta	9,7	8,6	7,8	7,0	6,0
Colombie-Britannique	9,7	9,4	9,0	8,9	8,7
Canada	**11,2**	**10,4**	**9,5**	**9,7**	**9,2**

Source : Statistique Canada, L'OBSERVATEUR ÉCONOMIQUE CANADIEN supplément statistique historique 1997-1998



1.3 - Le contexte criminel

Le contexte particulier qui influe le plus sur la quantité de services que doit fournir la Direction générale des services correctionnels est sans doute le contexte criminel. Plus il y a d'infractions commises et résolues, plus la demande de services auprès de la DGSC risque d'être élevée. Dans une bonne partie des causes jugées pour des infractions au Code criminel ou à certaines lois et certains règlements, la sentence rendue entraîne une prestation de services de la DGSC.

Montréal est la région du réseau correctionnel qui compte le plus d'infractions commises
À elle seule, cette région regroupe près de 37 % de l'ensemble des infractions commises au Code criminel au Québec en 1997 avec 180 814 infractions commises (tableau 1.3.1). Montréal est suivie par les régions de Laval/Lanaudière/Laurentides et par la Montérégie avec respectivement 73 073 et 68 852 infractions commises. Par contre, le pourcentage d'infractions résolues à Montréal est de 20,6 %, ce qui représente le plus petit pourcentage. C'est la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine qui affiche le meilleur taux de réussite, avec un pourcentage d'infractions résolues de 52,7 %.

Taux d'infractions : Montréal au 1er rang
Les taux d'infractions déclarées par 1 000 habitants varient de façon importante d'une région du réseau correctionnel à l'autre (tableau 1.3.1). Une fois encore, la région de Montréal arrive au premier rang, avec 101,82 infractions déclarées (Code criminel) par 1 000 habitants, suivie par la région de l'Outaouais avec 72,23 infractions déclarées (Code criminel) par 1 000 habitants. La région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine affiche le taux le plus bas avec 28,78 infractions déclarées par 1 000 habitants.

Pour ce qui est des infractions aux lois et règlements, la Côte-Nord possède le plus haut taux pour ces infractions par 1 000 habitants avec 5,10. La région de Montréal, avec un taux de 3,15 infractions par 1 000 habitants, possède le troisième plus bas taux d'infractions après le Saguenay–Lac-Saint-Jean et la Montérégie.

Auteurs présumés : 29 % ont entre 12 et 17 ans
Au cours de l'année 1997, les corps policiers ont identifié 102 436 auteurs présumés d'actes interdits par le Code criminel ; 72 939 auteurs présumés (71 %) étaient d'âge adulte tandis que 29 497 (29 %) avaient entre 12 et 17 ans (tableau 1.3.2 et 1.3.3).

Près de 55 % des délits commis par les 12 à 17 ans sont reliés aux divers crimes contre la propriété
Des 29 497 jeunes contrevenants présumés, 16 051, soit 54,4 % des cas, sont reliés aux crimes contre la propriété (tableau 1.3.2) et 5 396, soit 18,3 %, sont reliés aux crimes contre la personne. Par ailleurs, les proportions les plus élevées de jeunes parmi les auteurs présumés d'infractions au Code criminel se trouvaient au Saguenay–Lac-Saint-Jean (43 %), en Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec (39 %) et sur la Côte-Nord (37 %).

Le nombre de personnes adultes qui ont été identifiées comme des personnes contrevenantes : une baisse significative en 1997
En 1995 et 1996, les services policiers municipaux et la Sûreté du Québec ont identifié respectivement 86 158 et 85 531 adultes comme des personnes contrevenantes (tableau 1.3.3). En 1997, le nombre de personnes contrevenantes adultes pour des infractions au Code criminel est de 72 939, soit une baisse de 14,7 %. La plus importante baisse en 1997 s'est produite dans le secteur de Montréal, le nombre passant de 27 669 en 1996 à 21 468, soit une chute de 22,4 %.

Tableau 1.3.1

Statistiques sur les infractions (sauf circulation) enregistrées au Québec, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel, en 1997

	Nombre d'infractions		Pourcentage d'infractions solutionnées		Taux d'infractions déclarées par 1 000 habitants	
	Code criminel	Lois et règlements	Code criminel	Lois et règlements	Code criminel	Lois et règlements
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	27 221	1 817	32,9	64,9	56,04	3,74
Région Outaouais	22 203	1 286	40,8	82,6	72,23	4,18
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	9 933	709	39,2	74,0	51,65	3,69
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	73 073	3 875	29,6	78,6	64,18	3,40
Région Montérégie[1]	68 852	3 061	30,7	71,6	60,19	2,68
Total secteur Ouest du Québec	**201 282**	**10 748**	**32,1**	**74,5**	**61,59**	**3,29**
Région et secteur de Montréal	**180 814**	**5 591**	**20,6**	**69,4**	**101,82**	**3,15**
Région Bas-Saint-Laurent	8 589	685	44,6	88,3	41,68	3,32
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	16 915	777	34,8	70,0	59,01	2,71
Région Québec et Chaudière-Appalaches	51 412	4 264	33,6	85,3	50,63	4,20
Région Mauricie et Centre-du-Québec[1]	21 458	1 645	34,1	83,8	54,72	4,19
Région Côte-Nord	6 495	527	44,6	71,3	62,89	5,10
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	3 027	369	52,7	93,2	28,78	3,51
Total secteur Est du Québec	**107 896**	**8 267**	**36,0**	**83,3**	**51,16**	**3,92**
Total réseau correctionnel du Québec	**489 992**	**24 606**	**28,7**	**76,3**	**68,51**	**3,44**

1. Étant donné que les MRC de Drummond, de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska sont sous la responsabilité de la région correctionnelle de l'Estrie, nous y avons transféré 17 % des infractions enregistrées dans la région administrative de la Mauricie (qui comprend le Centre-du-Québec) et 10 % des infractions enregistrées dans la région administrative de la Montérégie, ce qui correspond aux pourcentages de la représentation démographique de ces MRC par rapport aux régions administratives dont elles font partie.

Source : Direction des affaires policières, ministère de la Sécurité publique, STATISTIQUES 1997 CODE CRIMINEL, AUTRES LOIS FÉDÉRALES, LOIS PROVINCIALES (sauf circulation).

Répartition régionale du total des infractions enregistrées en 1997

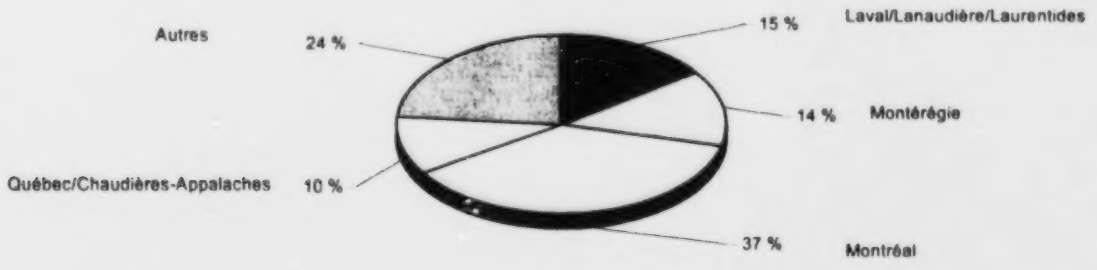


Tableau 1.3.2

Nombre de jeunes contrevenants présumés (12 à 17 ans) au Québec, selon les catégories d'infractions au Code criminel (sauf conduite de véhicules) et selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel en 1997.

	Crimes contre la personne	Crimes contre la propriété	Autres crimes	Total
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	280	1 064	532	1 876
Région Outaouais	302	937	580	1 819
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	133	613	250	996
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	846	3 014	1 388	5 248
Région Montérégie[1]	864	2 831	1 462	5 157
Total secteur Ouest du Québec	**2 425**	**8 460**	**4 211**	**15 096**
Région et secteur de Montréal	**1 782**	**2 226**	**1 565**	**5 573**
Région Bas-Saint-Laurent	76	468	185	729
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	206	1 071	287	1 564
Région Québec et Chaudière-Appalaches	528	2 199	983	3 710
Région Mauricie et Centre-du-Québec[1]	243	1 101	481	1 825
Région Côte-Nord	99	367	254	720
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	37	159	84	280
Total secteur Est du Québec	**1 189**	**5 365**	**2 274**	**8 828**
Total réseau correctionnel du Québec	**5 396**	**16 051**	**8 050**	**29 497**

1. Étant donné que les MRC de Drummond, de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska sont sous la responsabilité de la région correctionnelle de l'Estrie, nous y avons transféré 17 % des contrevenants présumés dans la région administrative de la Mauricie (qui comprend le Centre-du-Québec) et 10 % des contrevenants présumés dans la région administrative de la Montérégie, ce qui correspond aux pourcentages de la représentation démographique de ces MRC par rapport aux régions administratives dont elles font partie.

Source : Direction des affaires policières, ministère de la Sécurité publique. STATISTIQUES 1997 CODE CRIMINEL, AUTRES LOIS FÉDÉRALES, LOIS PROVINCIALES (sauf circulation).

Tableau 1.3.3

Évolution du nombre de personnes contrevenantes adultes au Code criminel (sauf infractions à la circulation), selon la région (corps policiers municipaux et Sûreté du Québec)

	1993	1994	1995	1996	1997
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	5 622	5 301	5 127	4 737	4 479
Région Outaouais	5 814	5 397	5 179	5 851	5 436
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	3 320	2 557	2 398	2 072	1 540
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	14 782	13 631	13 726	13 846	12 233
Région Montérégie[1]	12 966	11 617	11 417	11 866	10 571
Total secteur Ouest du Québec	**42 505**	**38 503**	**37 847**	**38 372**	**34 260**
Région et secteur de Montréal	**33 235**	**30 888**	**28 518**	**27 669**	**21 468**
Région Bas-Saint-Laurent	2 408	2 283	2 108	2 011	1 552
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	2 791	2 586	2 126	2 221	2 115
Région Québec et Chaudière-Appalaches	10 483	9 183	9 390	9 186	8 220
Région Mauricie et Centre-du-Québec[1]	4 920	4 595	3 994	4 085	3 353
Région Côte-Nord	1 462	1 380	1 270	1 208	1 208
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	1 076	1 046	905	779	763
Total secteur Est du Québec	**23 140**	**21 073**	**19 793**	**19 490**	**17 211**
Total réseau correctionnel du Québec	**98 880**	**90 464**	**86 158**	**85 531**	**72 939**

1. Étant donné que les MRC de Drummond, de Brome-Missisquoi et de Haute-Yamaska sont sous la responsabilité de la région correctionnelle de l'Estrie, nous y avons transféré 17 % des contrevenants présumés dans la région administrative de la Mauricie (qui comprend le Centre-du-Québec) et 10 % des contrevenants présumés dans la région administrative de la Montérégie, ce qui correspond aux pourcentages de la représentation démographique de ces MRC par rapport aux régions administratives dont elles font partie.

Source : Direction des affaires policières, ministère de la Sécurité publique, STATISTIQUES 1997 CODE CRIMINEL, AUTRES LOIS FÉDÉRALES, LOIS PROVINCIALES (sauf circulation).

Chapitre 2

Les personnes contrevenantes

Il est important de connaître les diverses caractéristiques de la clientèle de la DGSC. Pour cette raison, le présent chapitre présentera certaines statistiques sur celle-ci. Elles comprennent l'ensemble des personnes contrevenantes qui ont reçu des services de la DGSC. Une partie de la clientèle en probation a été retenue, soit uniquement les personnes bénéficiant des activités d'intervention en probation. Ce choix a été effectué afin de pouvoir comparer les renseignements concernant la clientèle en probation et celle en détention.

2.1 – Les caractéristiques sociales des personnes contrevenantes [1]

Au fil des ans, la représentation des personnes contrevenantes selon le sexe, l'origine ethnique ou l'âge est très stable, et ce, tant pour la clientèle en détention que pour celle des activités d'intervention en milieu ouvert (tableau 2.1.1).

Près de 90 % de la clientèle est composée d'hommes
Les hommes constituent la plus grande part de la clientèle. En 1997-1998, ils représentent 91,9 % des personnes contrevenantes en détention et 88,4 % de la clientèle en probation. Par contre, mentionnons que le pourcentage de femmes admises en détention a augmenté, passant à plus de 8,0 % pour la première fois.

Surreprésentation de la population autochtone
Les autochtones sont proportionnellement surreprésentés parmi les personnes contrevenantes. En effet, alors qu'ils constituent moins de 1 % de la population du Québec, leur proportion parmi la clientèle admise en détention est de 2,1 %, en 1997-1998, en baisse par rapport à 1996-1997. Par contre, pour la clientèle en probation, la proportion est de 4,3 % comparativement à 3,8 % en 1996-1997.

Les 20-39 ans forment la plus grande partie de la clientèle
Près de 70,0 % des personnes contrevenantes, en détention et en probation, se situent dans le groupe des 20-39 ans. L'âge moyen est de 33,1 ans pour la clientèle en détention et de 31,5 ans pour celle en probation. L'âge médian, pour sa part, s'établit à 32 ans pour la détention, par rapport à 29 ans pour la probation. La clientèle en probation est un peu plus jeune que celle en détention. L'âge de la clientèle admise en détention aurait augmenté depuis deux ans.

La répartition par direction régionale de la clientèle de la DGSC diffère légèrement de celle de la population
En faisant l'hypothèse que les personnes contrevenantes dont la région de provenance est inconnue se répartissent de la même façon que les autres, il semble que dans la majorité des régions du réseau correctionnel la répartition de la clientèle admise en détention ou en probation est comparable à celle de la population. Par contre, pour quelques régions, il y a une distorsion. Pour la clientèle correctionnelle admise en détention, Montréal, avec 31,0 %, est surreprésentée par rapport à la répartition régionale qui est de 24,8 %. Même chose pour la région de Laval/Lanaudière/Laurentides, avec 18,7 % des personnes admises en détention en 1997-1998 provenant de cette région, alors que la population régionale représente 15,9 % de la population totale.

Pour la clientèle référée en probation, la région de l'Outaouais et de l'Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec sont surreprésentées, avec respectivement 7,7 % et 5,7 % de la clientèle provenant de ces régions, alors qu'elles comptent pour 4,3 % et 2,7 % de la population du Québec. (Ces pourcentages diffèrent de ceux du tableau 2.1.2, car on a réparti proportionnellement les cas dont la région de provenance était inconnue.)

---

1. Voir définition au lexique.

Tableau 2.1.1(a)

Évolution des statistiques sur la composition de la clientèle admise en détention (en %)

		1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Sexe	Femmes	7,39	7,77	7,98	7,75	8,13
	Hommes	92,61	92,23	92,02	92,25	91,87
Origine ethnique	Autochtone	2,69	2,87	2,62	2,59	2,08
	Non-autochtone	94,37	94,48	97,38	94,89	95,39
	Inconnue	2,94	2,65	--	2,52	2,53
Âge	17 ans ou moins	0,04	0,03	0,02	0,03	0,02
	18 ans	2,22	1,92	2,22	2,02	2,03
	19 ans	3,22	3,48	2,96	2,95	2,80
	20 à 24 ans	20,09	19,09	18,29	17,30	16,59
	25 à 29 ans	21,73	20,83	20,26	19,72	18,60
	30 à 34 ans	19,82	19,80	19,75	20,23	20,09
	35 à 39 ans	14,21	14,67	15,72	15,88	16,55
	40 à 44 ans	8,32	8,94	9,49	9,98	10,67
	45 à 49 ans	5,10	5,31	5,29	5,87	5,99
	50 ansou plus	5,25	5,92	6,00	6,01	6,65
Âge médian		30 ans	31ans	30 ans	32 ans	32 ans
Âge moyen		31,68 ans	32,1 ans	31,5 ans	32,68 ans	33,07 ans

Tableau 2.1.1(b)

Évolution des statistiques sur la composition de la clientèle référée en probation (activités d'intervention) (en %)

		1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Sexe	Femmes	11,82	11,92	11,64	11,83	11,56
	Hommes	88,16	88,08	88,36	88,17	88,44
Origine ethnique	Autochtone	4,22	3,80	4,26	3,84	4,32
	Non-autochtone	90,68	88,38	88,17	87,10	86,08
	Inconnue	5,10	7,82	7,57	9,06	9,59
Âge	17 ans ou moins	0,02	0,03	0,04	0,02	0,05
	18 ans	2,78	2,97	2,97	2,80	3,16
	19 ans	7,43	6,95	7,04	6,48	6,77
	20 à 24 ans	25,73	24,21	23,75	22,48	22,56
	25 à 29 ans	18,59	18,09	17,89	17,08	16,16
	30 à 34 ans	16,26	16,21	16,96	17,44	16,08
	35 à 39 ans	11,97	12,07	11,95	13,22	13,84
	40 à 44 ans	6,92	8,33	8,14	8,75	9,18
	45 à 49 ans	4,90	5,21	5,08	5,46	5,14
	50 ans ou plus	5,39	5,93	6,18	6,25	7,05
Âge médian		28 ans	29 ans	29 ans	30 ans	29 ans
Âge moyen		30,61 ans	31,17 ans	31, 4 ans	31,9 ans	31,5 ans

Tableau 2.1.2(a)

Composition de la clientèle correctionnelle admise en détention en 1997-1998, selon le sexe et selon la région correctionnelle de provenance de la personne contrevenante (en %)

	Femmes	Hommes	Total
Région Estrie et Centre-du-Québec	0,25	4,10	4,35
Région Outaouais	0,43	4,61	5,04
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	0,09	1,73	1,82
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	1,08	15,85	16,93
Région Montérégie	0,64	11,09	11,73
Total secteur Ouest du Québec	**2,49**	**37,38**	**39,87**
Région et secteur de Montréal	**2,19**	**25,92**	**28,11**
Région Bas-Saint-Laurent	0,09	1,52	1,61
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	0,14	2,60	2,74
Région Québec et Chaudières-Appalaches	1,20	11,57	12,77
Région Mauricie et Centre-du-Québec	0,26	2,72	2,98
Région Côte-Nord	0,09	1,18	1,27
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	0,05	1,32	1,37
Total secteur Est du Québec	**1,83**	**20,91**	**22,74**
Région de provenance inconnue ou hors Québec	**1,62**	**7,66**	**9,28**
Total réseau correctionnel du Québec	**8,13**	**91,87**	**100,00**

Tableau 2.1.2(b)

Composition de la clientèle correctionnelle référée en probation en 1997-1998, selon le sexe et selon la région correctionnelle de provenance de la personne contrevenante (en %)

	Femmes	Hommes	Total
Région Estrie et Centre-du-Québec	0,42	4,66	5,08
Région Outaouais	0,85	5,88	6,73
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	0,42	4,57	4,99
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	1,34	10,37	11,71
Région Montérégie	1,20	10,34	11,54
Total secteur Ouest du Québec	**4,23**	**35,82**	**40,05**
Région et secteur de Montréal	**2,29**	**17,55**	**19,84**
Région Bas-Saint-Laurent	0,43	2,92	3,35
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	0,36	3,30	3,66
Région Québec et Chaudière-Appalaches	1,24	10,38	11,62
Région Mauricie et Centre-du-Québec	0,40	3,31	3,71
Région Côte-Nord	0,31	2,40	2,71
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	0,29	1,96	2,25
Total secteur Est du Québec	**3,03**	**24,27**	**27,30**
Région de provenance inconnue ou hors Québec	**2,01**	**10,80**	**12,81**
Total réseau correctionnel du Québec	**11,56**	**88,44**	**100,00**

2.2 – Les caractéristiques criminelles des personnes contrevenantes

La composition de la clientèle selon la première année d'admission à la DGSC diffère pour les hommes et pour les femmes

Pour la clientèle correctionnelle admise en 1997-1998, un pourcentage plus élevé de femmes (31,0 %) que d'hommes (20,3 %) a été dirigé pour la première fois vers un service de la DGSC en 1997. Par ailleurs, les hommes dirigés vers la DGSC en 1997-1998, qui avaient eu une première admission à la DGSC avant 1996 représentent 67,0 % ; cette proportion est de 27,4 % pour une première admission avant 1987. Dans le cas des femmes, ces proportions sont respectivement de 52,0 % et de 14,6 %.

Les hommes et les femmes ne commettent pas les mêmes délits

En 1997-1998, les deux principaux délits commis sont les infractions aux lois québécoises, 21,9 %, et les infractions aux règlements municipaux, soit 13,2 % de l'ensemble des infractions. Si, à partir de ces pourcentages (tableau 2.2.2), on recalcule les pourcentages des délits commis uniquement par les hommes, on observe que ce sont les deux mêmes catégories d'infractions qui ont entraîné le plus souvent des condamnations en 1997-1998. D'une part, 22,9 % des condamnations sont pour les infractions aux lois québécoises et, d'autre part, 12,2 %, pour les infractions aux règlements municipaux.

Les femmes se distinguent cependant des hommes en ce qui a trait au type de délit commis. Avec les mêmes calculs que pour les hommes, l'importance relative des deux principaux délits pour les femmes uniquement est de 23,7 % pour les infractions aux règlements municipaux et de 15,2 % pour les délits de vol.

Les femmes ont moins d'antécédents correctionnels que les hommes

Un indicateur du taux de récidive est le nombre d'antécédents correctionnels, c'est-à-dire le nombre d'admissions antérieures à l'admission en question comprenant les admissions en probation et en détention, que ce soit pour la même cause ou pour une autre.

Parmi les personnes admises en 1997-1998, seulement 17,8 % n'avaient aucun antécédent correctionnel. Par contre, 28,7 % d'entre elles comptaient à l'admission plus de 10 antécédents correctionnels auprès des services de la DGSC (tableau 2.2.3).

Le profil des hommes et des femmes diffère en ce qui concerne le nombre d'antécédents correctionnels lors de leur admission. Chez les femmes, 29,8 % n'ont aucun antécédent correctionnel, alors que chez les hommes, ce pourcentage est d'à peine 16,6 %. La même constatation peut se faire pour ceux qui ont des antécédents correctionnels : 18,2 % des femmes ont plus de 10 antécédents correctionnels alors que cette proportion s'élève à 29,8 % chez les hommes.

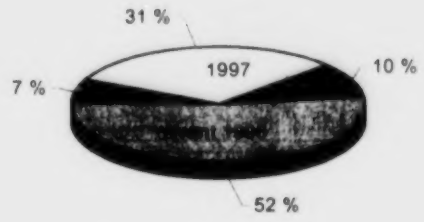
Tableau 2.2.1

Composition de la clientèle correctionnelle en 1997-1998, selon le sexe et selon l'année du premier service fourni par la DGSC à la personne contrevenante[1] (en %)

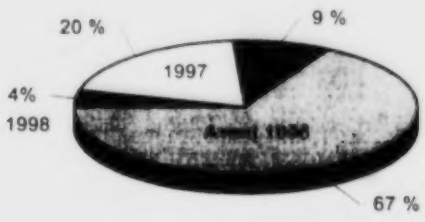
	Femmes	Hommes	Total
Avant 1987	1,33	24,89	26,22
1987	0,19	2,40	2,59
1988	0,33	3,07	3,40
1989	0,30	3,45	3,75
1990	0,35	3,61	3,96
1991	0,38	4,52	4,90
1992	0,41	4,30	4,71
1993	0,40	4,37	4,77
1994	0,47	5,02	5,49
1995	0,61	5,41	6,02
1996	0,89	7,75	8,64
1997	2,82	18,41	21,23
1998	0,61	3,71	4,32
Total	**9,09**	**90,91**	**100,00**

1. Basé sur le numéro de dossier unique de la personne contrevenante.

Composition de la clientèle selon l'année de la première admission à la DGSC



FEMMES



HOMMES

Tableau 2.2.2

Composition de la clientèle correctionnelle admise en 1997-1998, selon le délit et selon le sexe (en %)

	Femmes	Hommes	Total
Infractions contre l'état	0,13	0,73	0,86
Homicide	0,01	0,10	0,11
Homicide involontaire	0,01	0,04	0,05
Tentative de meutre	0,00	0,08	0,08
Infractions d'ordre sexuel	0,02	1,90	1,92
Voies de fait	0,40	5,65	6,05
Autres infractions contre la personne	0,12	2,42	2,54
Vol qualifié	0,10	2,20	2,30
Introduction par effraction	0,20	7,61	7,81
Extorsion	0,00	0,19	0,19
Vol	1,39	6,13	7,52
Méfait, incendie et dommage	0,23	2,88	3,11
Recel	0,05	1,14	1,19
Autres infractions contre la propriété	0,00	0,30	0,30
Infractions liées aux armes à feu	0,02	0,32	0,34
Fraude, corruption et escroquerie	0,40	1,19	1,59
Pari, prostitution et mœurs	0,34	0,26	0,60
Outrage	0,00	0,01	0,01
Complot, complicité et tentative	0,13	1,98	2,11
Évasion	0,34	2,72	3,06
Circulation (Code criminel)	0,46	8,42	8,88
Autres infractions au Code criminel	0,68	4,53	5,21
Stupéfiants	0,81	7,31	8,12
Aliments et drogues	0,02	0,12	0,14
Immigration	0,01	0,04	0,05
Assurance-emploi	0,01	0,15	0,16
Loi sur les indiens	0,00	0,00	0,00
Autres infractions aux Statut fédéraux	0,05	0,56	0,61
Lois québécoises	1,01	20,85	21,86
Règlements municipaux	2,15	11,08	13,23
Total	9,09	90,91	100,00

Tableau 2.2.3

Composition de la clientèle correctionnelle en 1997-1998, selon le nombre d'antécédents correctionnels [1] et le sexe (en %)

	Femmes	Hommes	Total
Aucun antécédent correctionnel	2,71	15,13	17,84
1 antécédent correctionnel	1,37	10,12	11,49
2 antécédents correctionnels	0,89	7,55	8,44
3 antécédents correctionnels	0,57	6,07	6,64
4 antécédents correctionnels	0,46	5,03	5,49
5 antécédents correctionnels	0,38	4,41	4,79
6 antécédents correctionnels	0,31	3,83	4,14
7 antécédents correctionnels	0,22	3,42	3,64
8 antécédents correctionnels	0,19	3,03	3,22
9 antécédents correctionnels	0,19	2,77	2,96
10 antécédents correctionnels	0,15	2,47	2,62
Plus de 10 antécédents correctionnels	1,65	27,08	28,73
	9,09	**90,91**	**100,00**

1. Admission antérieure à l'admission présente (peut être pour la même cause)

Chapitre 3

La détention

La DGSC assure la garde des personnes prévenues ainsi que des personnes condamnées à des peines inférieures à deux ans. Elle leur apporte, avec le concours de la communauté, le soutien nécessaire à leur réinsertion sociale. La DGSC assure également la présence au tribunal des personnes prévenues lors des comparutions et effectue les transferts des personnes incarcérées. Elle offre aussi à l'occasion son soutien aux corps policiers qui ont besoin de places en détention pour les personnes en attente de comparution (demandes d'assistance à l'administrateur).

3.1 – La capacité des établissements de détention

Il existe plusieurs types de capacité : la capacité normale, la capacité de support, la capacité occasionnelle, la capacité totale (qui sont définies en annexe) et la capacité opérationnelle qui est la somme de la capacité normale et de la capacité occasionnelle. La présente section fournit de l'information principalement sur la capacité totale.

En 1997-1998, la capacité des établissements de détention a diminué
Les fermetures en 1996-1997 ont réduit de 2,6 % la capacité d'accueil de l'ensemble des établissements, qui est passée de 3 904 à 3 801 de 1995-1996 à 1996-1997 (tableau 3.1.3). En 1997-1998, la capacité est de 3 752, ce qui représente une baisse de 1,3 % par rapport à 1996-1997. L'établissement de détention de Montréal est celui qui a perdu le plus de places, soit 67.

Les extrêmes en 1997-1998 : l'Établissement de détention de Montréal, avec 1 003 places, et l'Établissement de Havre-Aubert, avec 7 places
L'Établissement de détention de Montréal est l'établissement qui présente la plus grande capacité totale avec ses 1 003 places, tandis que l'établissement de Havre-Aubert est le plus petit avec 7 places (tableau 3.1.1).

Établissements de détention particuliers
Certains établissements de détention du Québec présentent des particularités. Mentionnons, entre autres, la Maison Tanguay et le Centre de détention de Québec – secteur féminin, qui accueillent la clientèle féminine. Le Centre Henri-Bourassa est un établissement de jour pour les personnes qui purgent des peines discontinues. Le Centre de prévention de Montréal était un établissement destiné à accueillir exclusivement des personnes prévenues ; c'est maintenant l'établissement de Rivière-des-Prairies qui occupe ce rôle. Tous les autres établissements reçoivent à la fois des personnes prévenues et des personnes condamnées.

Tableau 3.1.1

Capacité des établissements de détention du Québec en 1997-1998 (au 31 mars 1998)

	Capacité normale	Capacité support	Capacité occasionnelle	Capacité totale
Amos	82	2	0	84
Baie-Comeau	92	6	0	98
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	42	4	0	46
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	450	47	60	557
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	---	---	---	---
Chicoutimi	62	4	0	66
Établissement de détention de Montréal	916	87	0	1 003
Havre-Aubert	2	5	0	7
Hull	146	13	21	180
Maison Tanguay	94	22	0	116
New Carlisle	64	11	0	75
Rimouski	88	6	10	104
Rivière-des-Prairies	470	30	0	500
Roberval	60	5	0	65
Saint-Jérôme	224	30	98	352
Sept-Îles	19	4	0	23
Sherbrooke	158	13	0	171
Sorel	64	22	0	86
Trois-Rivières	154	11	0	165
Valleyfield	52	2	0	54
Total	3 239	324	189	3 752

Tableau 3.1.2(a)

Évolution de la capacité totale des établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Région Estrie et Centre-du-Québec	171	171	171	171	171
Région Outaouais	81	107	107	165	180
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	84	84	84	84	84
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	311	194	194	345	352
Région Montérégie	478	478	478	141	140
Total secteur Ouest du Québec	**1 125**	**1 034**	**1 034**	**906**	**927**
Région et secteur de Montréal	**1 618**	**1 734**	**1 734**	**1 724**	**1 619**
Région Bas-Saint-Laurent	74	109	109	104	104
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	131	131	131	116	131
Région Québec et Chaudière-Appalaches	526	528	528	603	603
Région Mauricie et Centre-du-Québec	145	145	165	165	165
Région Côte-Nord	121	121	121	101	121
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	82	82	82	82	82
Total secteur Est du Québec	**1 079**	**1 116**	**1 136**	**1 171**	**1 206**
Total réseau correctionnel du Québec	**3 822**	**3 884**	**3 904**	**3 801**	**3 752**

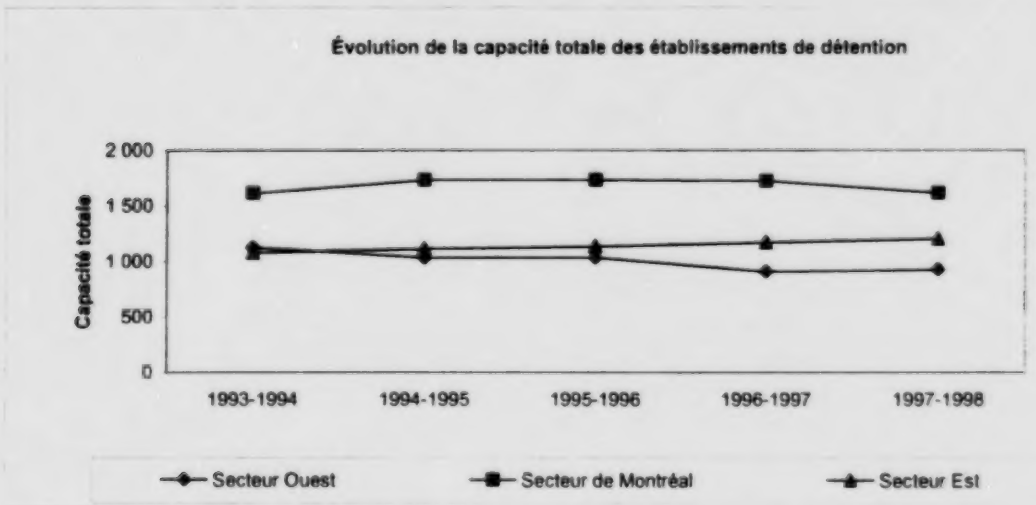


Tableau 3.1.2(b)

Évolution de la capacité totale des établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Amos	84	84	84	84	84
Baie-Comeau	98	98	98	78	98
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	44	46	46	46	46
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	482	482	482	557	557
Centre de prévention de Montréal	510	510	510	0	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	208	208	208	0	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	---	---	---	---	---
Chicoutimi	66	66	66	66	66
Cowansville	56	56	56	0	0
Établissement de détention de Montréal	954	1 070	1 070	1 070	1 003
Havre-Aubert	7	7	7	7	7
Hull	81	107	107	165	180
Joliette	46	34	34	0	0
Laval	163	0	0	0	0
Maison Tanguay	154	154	154	154	116
New Carlisle	75	75	75	75	75
Rimouski	49	74	74	104	104
Rivières-des-Prairies	0	0	0	500	500
Rivière-du-Loup	25	35	35	0	0
Roberval	65	65	65	50	65
Saint-Hyacinthe	73	73	73	0	0
Saint-Jérôme	102	160	160	345	352
Sept-Îles	23	23	23	23	23
Sherbrooke	171	171	171	171	171
Sorel	87	87	87	87	86
Trois-Rivières	145	145	165	165	165
Valleyfield	54	54	54	54	54
Total	3 822	3 884	3 904	3 801	3 752

Tableau 3.1.3

Série chronologique de la capacité totale d'accueil des établissements de détention du Québec

	Capacité normale	Capacité support	Capacité occasionnelle	Capacité totale
1989-1990	2 980	431	269	3 680
1990-1991	3 151	446	304	3 901
1991-1992	3 156	379	252	3 787
1992-1993	3 167	381	288	3 836
1993-1994	3 131	338	353	3 822
1994-1995	3 106	373	405	3 884
1995-1996	3 106	373	425	3 904
1996-1997	3 297	315	189	3 801
1997-1998	3 239	324	189	3 752

3.2 – Les admissions

Qu'est-ce qu'une admission ?
Une admission est une procédure administrative qui permet d'enregistrer chaque personne à son arrivée dans un centre de détention. Plus précisément, elle consiste en l'enregistrement de certaines caractéristiques de la personne contrevenante et des raisons pour lesquelles elle est admise en détention. Pour toute la durée du séjour, qu'il y ait transfert, absence temporaire ou diverses sorties, il n'y aura qu'*une seule admission*. De plus, une personne passant du statut de prévenu à celui de condamné ne sera considérée qu'une seule fois dans les statistiques.

Seconde baisse du nombre d'admissions en deux ans
En 1997-1998, il y a eu 56 954 admissions en détention, comparativement à 62 985 en 1996-1997, soit une diminution de 9,6 % (tableau 3.2.2(a)). Ainsi, le fort mouvement ascendant amorcé autour de 1989 s'est estompé, pour atteindre un plateau d'environ 65 000 personnes admises. Après la baisse du nombre d'admissions en 1996-1997, particulièrement dans le secteur de l'Ouest, il y a eu en 1997-1998, diminution dans les trois secteurs avec des pourcentages variant entre 7 % et 10 %. Depuis 1992-1993, le nombre de personnes ayant le statut de « prévenu » est toujours en régression, avec une baisse pour la présente année de 10,1%. De plus, les personnes admises comme « condamné » a aussi diminué, passant de 28 760 à 26 186, soit une baisse de 9,0 % (tableau 3.2.3). C'est la première diminution pour ce statut en près de 10 ans.

Le nombre d'admissions pour le motif «défaut de payer l'amende» diminue
Le motif « défaut de payer l'amende », avec 14 818 admissions pour l'année 1997-1998, est le motif qui occasionne le plus d'admissions. Le second motif (qui suit de près) est «Cause remise ou pendante» avec 14 616 admissions. Mais, dans les établissements de détention du Québec, le nombre d'admissions pour « défaut de payer l'amende » a diminué : elles sont passées de 15 938 en 1996-1997 à 14 818, soit une baisse de 7,0 %.

Le nombre d'admissions pour le motif « assistance à l'administrateur » est en baisse
On connaît en 1997-1998 une seconde baisse du nombre d'admissions pour le motif « assistance à l'administrateur », cette fois un peu moins importante que la baisse de 1996-1997 de 18,2 %, mais passant tout de même de 13 571 à 12 024 personnes admises pour ce motif (tableau 3.2.5), ce qui représente une diminution de 11,4 %.

La proportion des peines discontinues est en baisse depuis 1996-1997
Deux types de peines de détention sont possibles : les peines continues et les peines discontinues. La différence entre elles, comme leurs noms l'indiquent, a trait à la continuité dans la façon de purger la peine. Une peine discontinue signifie qu'une personne peut être, par exemple, détenue les fins de semaine seulement, ce qui offre la possibilité de vaquer à ses occupations durant la semaine. De 1993-1994 à 1995-1996, la proportion de peines discontinues est restée stable, avec des pourcentages de 18,6 %, 19,5 % et 19,3 %. Mais en 1996-1997, elle a chuté de 38 %, pour s'établir à 11,9 %, et à nouveau de 18 % en 1997-1998, pour atteindre 9,8 % (tableau 3.2.7).

La durée des sentences globales pour les admissions de personnes condamnées : plus de 48 % sont inférieures à un mois
La répartition des sentences de détention selon la durée montre que 48,2 % des sentences globales sont de moins d'un mois et que 77,5 % durent moins de trois mois. Les délits pour lesquels une sentence de détention est imposée n'entraînent donc pas une incarcération prolongée (tableau 3.2.7). Lorsque l'on regarde l'évolution, on remarque très peu de changement au cours des dernières années dans la durée des sentences globales.

La médiane de la durée des sentences globales en 1997-1998 est de 30 jours

La médiane est la valeur qui sépare l'ensemble des données en deux parties égales. Il s'agit donc de l'observation qui se trouve au centre. Dans ce cas, la médiane est plus intéressante que la moyenne, puisque la distribution est asymétrique et que la moyenne est très sensible aux valeurs extrêmes. Quant à la médiane, une statistique de rang, elle est moins sensible aux valeurs extrêmes. Ainsi, depuis plus de cinq ans, la médiane des durées de peines se situe à 30 jours : elle est donc constante (tableau 3.2.7)

Tableau 3.2.1(a)

Admissions dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales, les secteurs du réseau correctionnel, le statut et le sexe, en 1997-1998

	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Statut inconnu		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Région Estrie et Centre-du-Québec	107	1 543	81	1 147	0	1	188	2 691
Région Outaouais	183	1 961	139	1 402	0	7	322	3 370
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	24	577	39	506	0	1	63	1 084
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	294	4 434	153	2 287	1	2	448	6 723
Région Montérégie	63	1 521	87	1 254	0	1	150	2 776
Total secteur Ouest du Québec	**671**	**10 036**	**499**	**6 596**	**1**	**12**	**1 171**	**16 644**
Région et secteur de Montréal	**847**	**11 000**	**1 228**	**11 439**	**0**	**10**	**2 075**	**22 449**
Région Bas-Saint-Laurent	30	543	24	457	0	1	54	1 001
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	37	758	39	714	0	4	76	1 476
Région Québec et Chaudière-Appalaches	642	3 459	341	3 733	1	1	984	7 193
Région Mauricie et Centre-du-Québec	88	1 005	74	686	0	0	162	1 691
Région Côte-Nord	64	804	21	251	0	2	85	1 057
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	22	729	2	82	0	1	24	812
Total secteur Est du Québec	**883**	**7 298**	**501**	**5 923**	**1**	**9**	**1 385**	**13 230**
Total réseau correctionnel du Québec	**2 401**	**28 334**	**2 228**	**23 958**	**2**	**31**	**4 631**	**52 323**
		30 735		**26 186**		**33**		**56 954**

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon le statut et le sexe, en 1997-1998

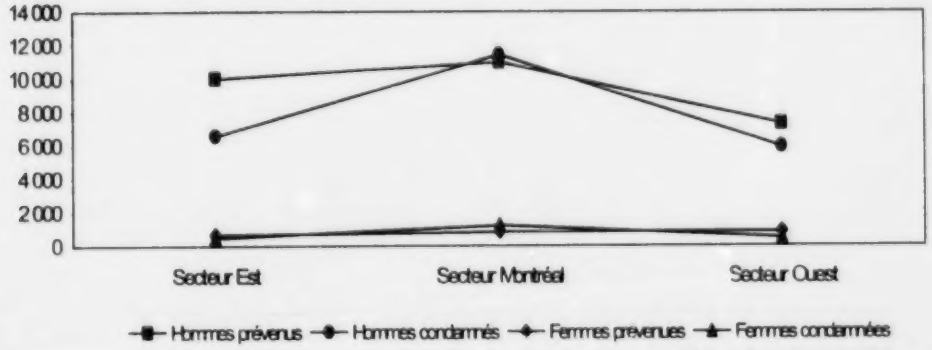


Tableau 3.2.1(b)

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement, le statut et le sexe, en 1997-1998

Établissements	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Statut inconnu		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Amos	24	577	39	506	0	1	63	1 084
Baie-Comeau	26	357	6	113	0	2	32	472
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	642	0	341	0	1	0	984	0
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	0	3 459	0	3 733	0	1	0	7 193
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	0	0	0	287	0	0	0	287
Chicoutimi	32	509	30	456	0	2	62	967
Établissement de détention de Montréal	0	282	0	10 961	0	3	0	11 246
Havre-Aubert	1	52	0	4	0	0	1	56
Hull	183	1 961	139	1 402	0	7	322	3 370
Maison Tanguay	845	0	1 228	0	0	0	2 073	0
New Carlisle	21	677	2	78	0	1	23	756
Rimouski	30	543	24	457	0	1	54	1 001
Rivière-des-Prairies	2	10 718	0	191	0	7	2	10 916
Roberval	5	249	9	258	0	2	14	509
Saint-Jérôme	294	4 434	153	2 287	1	2	448	6 723
Sept-Îles	38	447	15	138	0	0	53	585
Sherbrooke	107	1 543	81	1 147	0	1	188	2 691
Sorel	16	673	31	589	0	0	47	1 262
Trois-Rivières	88	1 005	74	686	0	0	162	1 691
Valleyfield	47	848	56	665	0	1	103	1 514
Total	2 401	28 334	2 228	23 958	2	31	4 631	52 323
		30 735		26 186		33		56 954

Tableau 3.2.2(a)

Évolution du nombre des admissions dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Région Estrie et Centre-du-Québec	2 272	2 346	2 359	2 928	2 879
Région Outaouais	4 025	3 888	3 823	4 051	3 692
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 636	1 721	1 515	1 566	1 147
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	6 307	7 010	7 553	6 903	7 171
Région Montérégie	5 859	6 065	5 911	3 735	2 926
Total secteur Ouest du Québec	**20 099**	**21 030**	**21 161**	**19 183**	**17 815**
Région et secteur de Montréal	**27 897**	**27 571**	**27 423**	**27 535**	**24 524**
Région Bas-Saint-Laurent	1 433	1 393	1 517	1 324	1 055
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	1 749	1 732	1 680	1 695	1 552
Région Québec et Chaudière-Appalaches	7 952	8 451	8 595	8 598	8 177
Région Mauricie et Centre-du-Québec	2 672	2 664	2 582	2 312	1 853
Région Côte-Nord	1 502	1 545	1 480	1 390	1 142
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	1 016	971	1 023	948	836
Total secteur Est du Québec	**16 324**	**16 756**	**16 877**	**16 267**	**14 615**
Total réseau correctionnel du Québec	**64 320**	**65 357**	**65 461**	**62 985**	**56 954**

Évolution du nombre d'admissions dans les établissement de détention du Québec

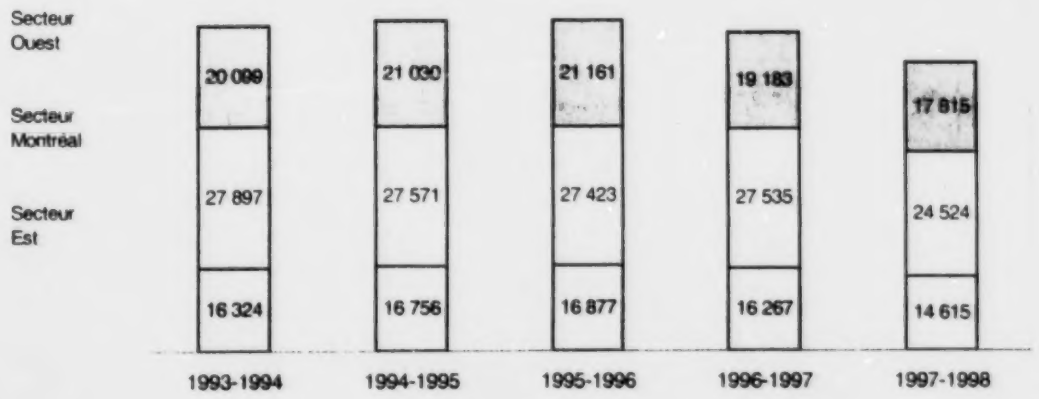


Tableau 3.2.2(b)

Évolution du nombre d'admissions dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Amos	1 636	1 721	1 515	1 566	1 147
Baie-Comeau	611	619	643	692	504
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	908	977	1 019	987	984
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	7 044	7 474	7 576	7 611	7 193
Centre de prévention de montréal	15 623	14 774	13 168	7 715	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	412	456	340	71	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	768	478	577	412	287
Chicoutimi	1 030	1 106	1 066	1 029	1 029
Cowansville	849	872	928	240	0
Établissement de détention de Montréal	9 193	9 888	11 263	12 212	11 246
Havre-Aubert	85	69	75	80	57
Hull	4 025	3 888	3 823	4 051	3 692
Joliette	2 662	2 814	2 724	290	0
Laval	7	10	1	0	0
Maison Tanguay	2 313	2 431	2 415	2 284	2 073
New Carlisle	931	902	948	868	779
Rimouski	890	853	958	1 226	1 055
Rivière-des-Prairies	0	0	0	4 912	10 918
Rivière-du-Loup	543	540	559	98	0
Roberval	719	626	614	666	523
Saint-Hyacinthe	2 065	2 027	2 096	405	0
Saint-Jérôme	3 638	4 186	4 828	6 613	7 171
Sept-Îles	891	926	837	698	638
Sherbrooke	2 272	2 346	2 359	2 928	2 879
Sorel	672	654	602	1 277	1 309
Trois-Rivières	2 672	2 664	2 582	2 312	1 853
Valleyfield	1 861	2 056	1 945	1 742	1 617
Total	64 320	65 357	65 461	62 985	56 954

Tableau 3.2.3

Historique de la répartition du nombre d'admissions selon le statut

	Personnes prévenues	Personnes condamnées	Autres
1989-1990	29 847	14 772	101
1990-1991	35 344	17 496	130
1991-1992	40 201	20 498	108
1992-1993	40 019	23 258	81
1993-1994	39 468	24 763	89
1994-1995	39 456	25 812	89
1995-1996	37 361	28 052	48
1996-1997	34 194	28 760	31
1997-1998	30 735	26 186	33

Historique de la répartition du nombre d'admissions selon le statut

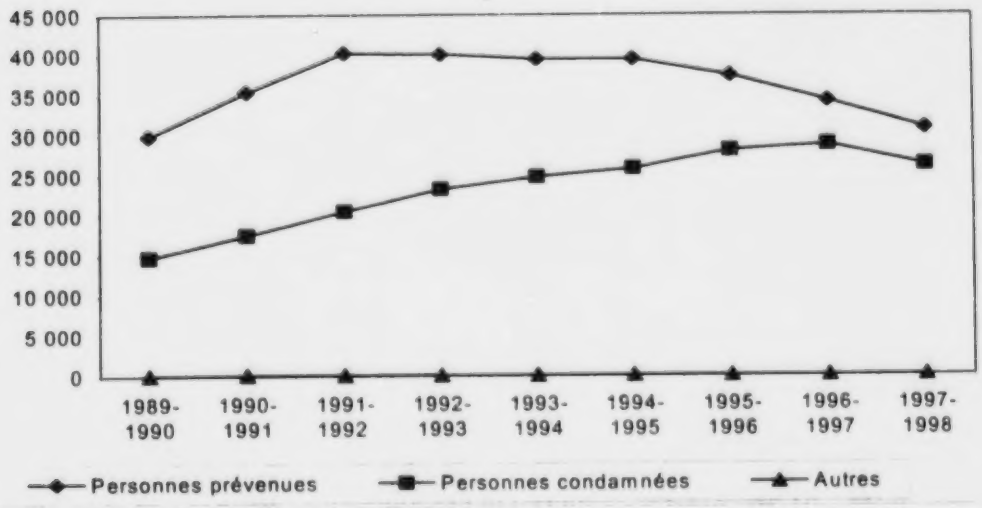


Tableau 3.2.4(a)

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon les directions régionales, les secteurs du réseau correctionnel et le motif d'admission, en 1997-1998

	Code de motif d'admission										
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11
Région Estrie et Centre-du-Québec	17	416	1	4	600	0	0	0	0	16	729
Région Outaouais	3	262	1	0	213	0	0	104	0	9	1 153
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	13	286	1	0	321	0	0	0	0	0	200
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	26	513	2	0	475	0	0	0	0	312	1 874
Région Montérégie	13	566	2	1	1 157	0	0	1	0	3	702
Total secteur Ouest du Québec	**72**	**2 043**	**7**	**5**	**2 766**	**0**	**0**	**105**	**0**	**340**	**4 658**
Région et secteur de Montréal	**84**	**4 054**	**66**	**1**	**7 683**	**0**	**0**	**0**	**262**	**497**	**6 272**
Région Bas-Saint-Laurent	4	321	37	1	319	1	0	2	0	0	130
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	7	508	7	0	338	0	0	0	0	0	197
Région Québec et Chaudière-Appalaches	122	1 088	32	1	2 404	0	0	0	0	27	2 902
Région Mauricie et Centre-du-Québec	6	336	9	0	762	0	0	0	0	6	375
Région Côte-Nord	8	113	6	4	156	1	0	0	0	37	157
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	3	227	1	0	188	0	0	11	0	0	127
Total secteur Est du Québec	**150**	**2 593**	**92**	**6**	**4 167**	**2**	**0**	**13**	**0**	**70**	**3 888**
Total réseau correctionnel du Québec	**306**	**8 690**	**165**	**12**	**14 616**	**2**	**0**	**118**	**262**	**907**	**14 818**

Légende:

01 Sentence de 2 ans et plus
02 Sentence de moins de 2 ans
03 Examen psychiatrique
04 Cause en appel
05 Cause remise ou pendante
06 Ordonnance du Lieutenant-Gouverneur
07 Demande déférée
08 Transfert d'une autre province
09 Impossibilité d'offrir des travaux compensatoires
10 Comparution ou témoin du pénitencier
11 Défaut de payer l'amende

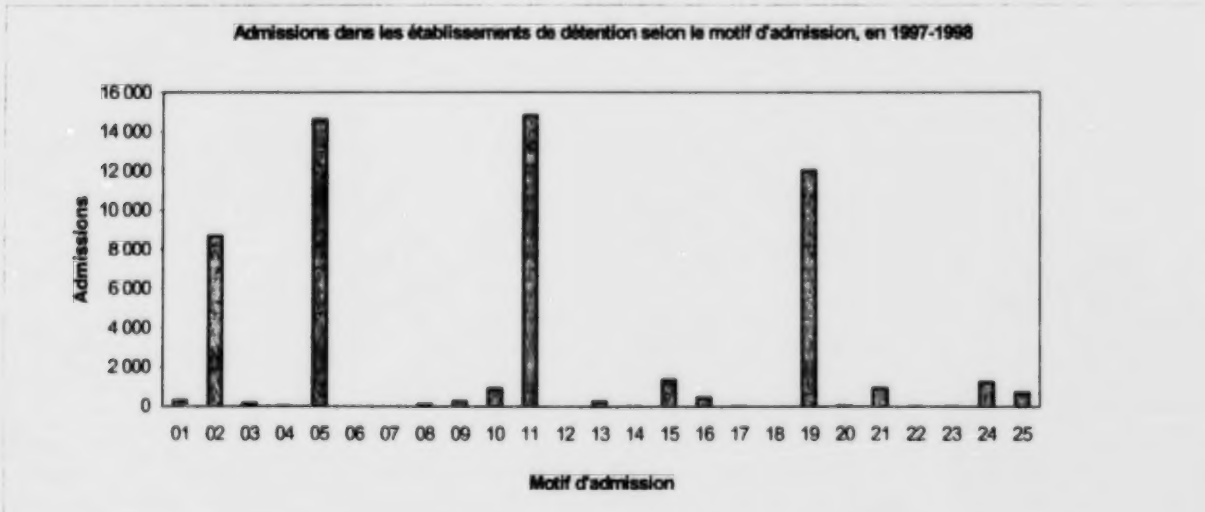


Tableau 3.2.4(a)

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon les directions régionales, les secteurs du réseau correctionnel et le motif d'admission, en 1997-1998

Code de motif d'admission														Total
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
0	10	0	51	27	1	0	886	0	19	5	0	88	9	2 879
0	0	0	64	21	6	0	1 758	1	3	2	5	78	9	3 692
0	0	0	20	32	1	0	206	0	30	1	1	31	4	1 147
2	1	0	75	26	1	0	3 763	1	0	5	1	85	9	7 171
2	0	0	19	18	0	0	338	0	1	0	0	99	4	2 926
4	**11**	**0**	**229**	**124**	**9**	**0**	**6 951**	**2**	**53**	**13**	**7**	**381**	**35**	**17 815**
1	**233**	**21**	**889**	**140**	**4**	**0**	**2 324**	**0**	**759**	**3**	**0**	**606**	**625**	**24 524**
0	1	0	9	18	0	0	146	5	17	0	2	37	5	1 055
0	0	0	18	22	0	0	390	1	16	4	0	32	12	1 552
0	4	0	150	96	6	0	1 138	15	69	0	2	113	8	8 177
1	0	0	44	21	1	0	214	0	13	0	2	54	9	1 853
0	1	0	8	9	0	0	620	0	4	0	0	11	7	1 142
0	0	0	2	11	1	0	241	1	7	1	0	7	8	836
1	**6**	**0**	**231**	**177**	**8**	**0**	**2 749**	**22**	**126**	**5**	**6**	**254**	**49**	**14 615**
6	**250**	**21**	**1 349**	**441**	**21**	**0**	**12 024**	**24**	**938**	**21**	**13**	**1 241**	**709**	**56 954**

12 Entente fédérale-provinciale
13 Immigration ou déportation
14 Travaux compensatoires refusés
15 Suspension libération conditionnelle fédérale
16 Suspension libération conditionnelle québécoise
17 Révocation libération conditionnelle fédérale
18 Révocation libération conditionnelle québécoise
19 Demande d'assistance à l'administrateur
20 Examen médical
21 Télex
22 Retour d'une évasion d'un établissement
23 Retour d'une évasion d'une garde légale
24 Retour d'une absence illégale
25 Autres

Les huit motifs qui occasionnent le plus d'admissions en 1997-1998

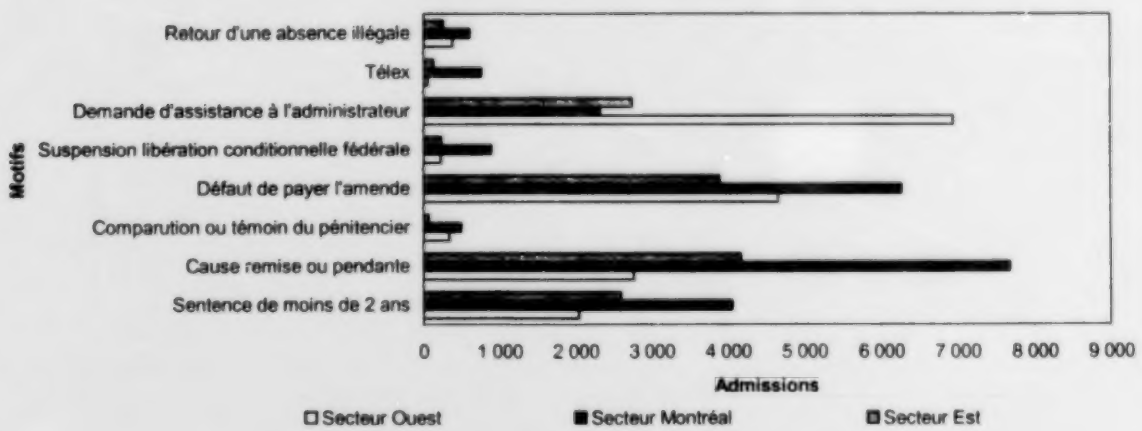


Tableau 3.2.4(b)

Admissions dans les établissements de détention du Québec, selon l'établissement et le motif d'admission, en 1997-1998

Établissements	Code de motif d'admission										
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11
Amos	13	286	1	0	321	0	0	0	0	0	200
Baie-Comeau	7	69	6	0	70	1	0	0	0	26	57
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	7	260	3	0	71	0	0	0	0	0	71
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	115	828	29	1	2 333	0	0	0	0	27	2 831
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Chicoutimi	2	320	7	0	300	0	0	0	0	0	137
Établissement de détention de Montréal	1	3 431	0	0	2	0	0	0	262	0	5 662
Havre-Aubert	1	9	1	0	4	0	0	0	0	0	15
Hull	3	262	1	0	213	0	0	104	0	9	1 153
Maison Tanguay	13	610	4	0	637	0	0	0	0	2	607
New Carlisle	2	218	0	0	184	0	0	11	0	0	112
Rimouski	4	321	37	1	319	1	0	2	0	0	130
Rivières-des-Prairies	70	12	62	1	7 044	0	0	0	0	495	3
Roberval	5	188	0	0	38	0	0	0	0	0	60
Saint-Jérôme	26	513	2	0	475	0	0	0	0	312	1 874
Sept-Îles	1	44	0	4	86	0	0	0	0	11	100
Sherbrooke	17	416	1	4	600	0	0	0	0	16	729
Sorel	8	258	1	0	549	0	0	0	0	2	335
Trois-Rivières	6	336	9	0	762	0	0	0	0	6	375
Valleyfield	5	308	1	1	608	0	0	1	0	1	367
Total	306	8 690	165	12	14 616	2	0	118	262	907	14 818

Légende:

01 Sentence de 2 ans et plus
02 Sentence de moins de 2 ans
03 Examen psychiatrique
04 Cause en appel
05 Cause remise ou pendante
06 Ordonnance du Lieutenant-Gouverneur
07 Demande déférée
08 Transfert d'une autre province
09 Impossibilité d'offrir des travaux compensatoires
10 Comparution ou témoin du pénitencier
11 Défaut de payer l'amende

Tableau 3.2.4(b)

Admissions dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement et le motif d'admission en 1997-1998

Code de motif d'admission														Total
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
0	0	0	20	32	1	0	206	0	30	1	1	31	4	1 147
0	0	0	4	2	0	0	254	0	2	0	0	2	4	504
0	1	0	2	5	0	0	507	0	37	0	2	17	1	984
0	3	0	148	91	6	0	631	15	32	0	0	96	7	7 193
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	201	85	287
0	0	0	12	13	0	0	211	1	4	0	0	21	1	1 029
0	2	21	2	121	0	0	263	0	759	0	0	188	532	11 246
0	0	0	0	0	0	0	18	0	1	0	0	1	7	57
0	0	0	64	21	6	0	1 758	1	3	2	5	78	9	3 692
1	17	0	16	11	1	0	102	0	0	0	0	46	6	2 073
0	0	0	2	11	1	0	223	1	6	1	0	6	1	779
0	1	0	9	18	0	0	146	5	17	0	2	37	5	1 055
0	214	0	871	8	3	0	1 959	0	0	3	0	171	2	10 918
0	0	0	6	9	0	0	179	0	12	4	0	11	11	523
2	1	0	75	26	1	0	3 763	1	0	5	1	85	9	7 171
0	1	0	4	7	0	0	366	0	2	0	0	9	3	638
0	10	0	51	27	1	0	886	0	19	5	0	88	9	2 879
2	0	0	9	7	0	0	96	0	0	0	0	39	3	1 309
1	0	0	44	21	1	0	214	0	13	0	2	54	9	1 853
0	0	0	10	11	0	0	242	0	1	0	0	60	1	1 617
6	250	21	1 349	441	21	0	12 024	24	938	21	13	1 241	709	56 954

12 Entente fédérale-provinciale
13 Immigration ou déportation
14 Travaux compensatoires refusés
15 Suspension libération conditionnelle fédérale
16 Suspension libération conditionnelle québécoise
17 Révocation libération conditionnelle fédérale
18 Révocation libération conditionnelle québécoise
19 Demande d'assistance à l'administrateur
20 Examen médical
21 Télex
22 Retour d'une évasion d'un établissement
23 Retour d'une évasion d'une garde légale
24 Retour d'une absence illégale
25 Autres

Tableau 3.2.5

Évolution du nombre des admissions dans les établissements de détention du Québec selon le motif d'admission

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Sentence de 2 ans et plus	369	411	431	358	306
Sentence de moins de 2 ans	9 855	10 638	10 646	9 203	8 690
Examen psychiatrique	158	145	182	192	165
Cause en appel	27	31	18	23	12
Cause remise ou pendante	17 914	17 437	15 807	16 094	14 616
Ordonnance du lieutenant-gouverneur	4	2	5	6	2
Demande déférée	1	0	0	0	0
Transfert reçu d'une autre province	144	108	105	145	118
Impossibilité d'offrir des travaux compensatoires	250	282	220	374	262
Comparution ou témoin du pénitencier	1 820	1 551	1 212	1 098	907
Défaut de payer l'amende	10 722	11 435	13 558	15 938	14 818
Entente fédérale-provinciale	15	15	16	7	6
Immigration ou déportation	176	246	217	199	250
Travaux compensatoire refusés	9	3	30	52	21
Suspension libération conditionnelle fédérale	1 044	1 030	1 234	1 313	1 349
Suspension libération conditionnelle québécoise	426	429	425	456	441
Révocation libération conditionnelle fédérale	39	28	27	18	21
Révocation libération conditionnelle québécoise	21	0	0	0	0
Demande d'assistance à l'administrateur	16 464	17 193	16 580	13 571	12 024
Examen médical	62	80	74	46	24
Télex	1 122	968	1 323	1 389	938
Retour d'une évasion d'un établissement	129	129	88	38	21
Retour d'une évasion d'une garde légale	29	30	40	18	13
Retour d'une absence illégale	2 446	2 261	2 230	1 728	1 241
Autres	1 074	905	993	719	709
Total	64 320	65 357	65 461	62 985	56 954

Tableau 3.2.6	
Série chronologique des admissions dans les établissements de détention du Québec	
1989-1990	44 720
1990-1991	52 970
1991-1992	60 807
1992-1993	63 358
1993-1994	64 320
1994-1995	65 357
1995-1996	65 461
1996-1997	62 985
1997-1998	56 954

Évolution du nombre d'admissions dans les établissements de détention du Québec

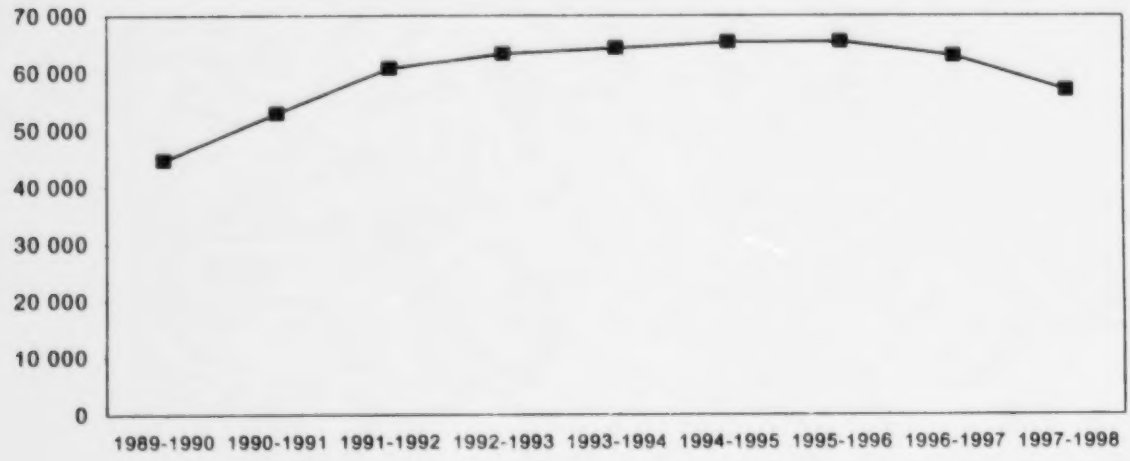
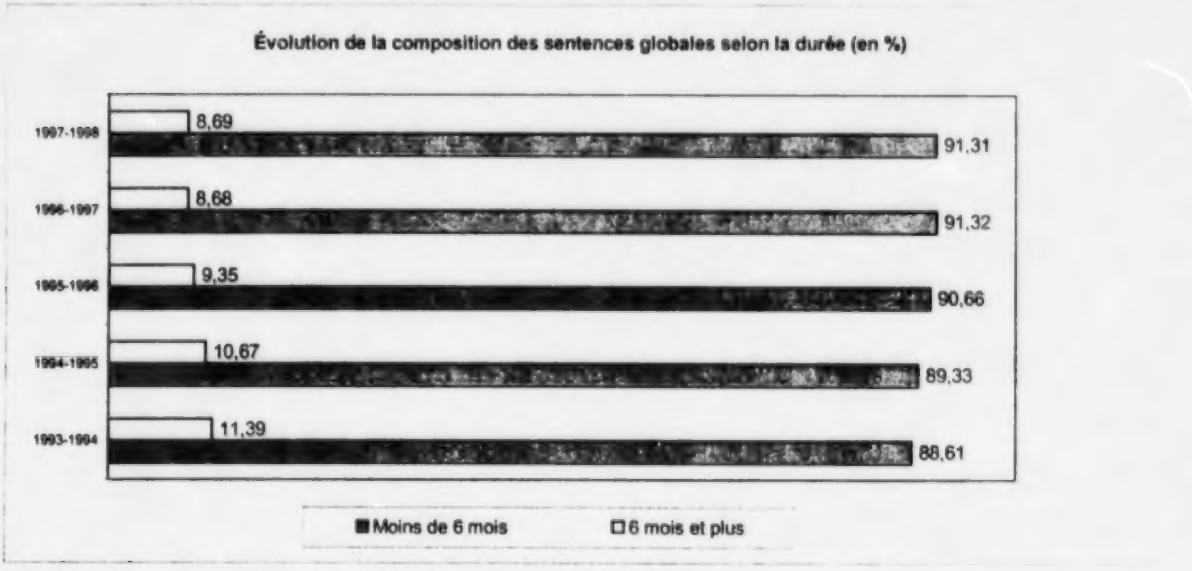


Tableau 3.2.7

Évolution des statistiques sur les admissions de personnes condamnées (en %)

		1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Sexe	Femmes	8,54	8,87	8,27	8,22	8,51
	Hommes	91,46	91,13	91,73	91,78	91,49
Type de peine	Continue	81,42	80,52	80,75	88,09	90,23
	Discontinue	18,58	19,48	19,25	11,91	9,77
Durée des sentences globales	1 à 7 jours	21,63	20,23	16,72	14,63	12,25
	8 à 14 jours	13,43	13,41	13,76	14,64	16,23
	15 à 29 jours	14,41	14,57	16,21	18,52	19,66
	entre 1 et moins de 3 mois	24,93	25,62	27,80	29,56	29,33
	entre 3 et moins de 6 mois	14,21	15,50	16,17	13,97	13,83
	entre 6 et moins de 12 mois	6,54	6,24	5,50	5,29	5,05
	entre 12 et moins de 24 mois	4,10	3,39	3,18	3,06	3,22
	24 mois et plus	0,75	1,04	0,67	0,33	0,43
Durée médiane [1]		30 j	30 j	30 j	30 j	30 j
Durée moyenne [1]		65,96 j	72,40 j	69,80 j	65,75 j	67,32 j

1. La durée médiane et la durée moyenne excluent les sentences globales de 24 mois et plus.



3.3 – Les libérations

Le nombre de libérations suit le mouvement du nombre d'admissions

Depuis 1992-1993, le nombre de libérations suit presque exactement la même tendance que le nombre d'admissions. De cette façon, les libérations ont connu une baisse du même ordre que les admissions, c'est-à-dire une baisse de 9,4 %, passant de 63 681 en 1996-1997 à 57 691 en 1997-1998.

Le motif de libération «peine expirée» représente près de 47 % des cas de libérations

Même si le nombre de libérations pour le motif « Peine expirée » semble avoir diminué en 1997-1998 en chiffres, il a augmenté en pourcentage de représentativité. En 1992-1993, ce motif représentait environ 30 % des cas de libérations ; en 1996-1997, il est à l'origine de 45 % des cas et maintenant, il compte pour 47 % des libérations. Le second motif de libération est « Engagement ou promesse » ; il ne s'applique qu'aux prévenus, car seuls les prévenus peuvent être libérés avec engagement à venir comparaître. Il représente près de 17 % des cas de libérations en 1997-1998 (tableau 3.3.2), une baisse par rapport à 1996-1997.

Tableau 3.3.1(a)

Évolution du nombre de libérations dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Région Estrie et Centre-du-Québec	2 304	2 267	2 326	2 894	2 874
Région Outaouais	3 737	3 727	3 637	3 888	3 567
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 513	1 619	1 446	1 574	997
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	6 365	6 870	7 493	7 384	8 261
Région Montérégie	5 961	6 021	5 995	3 855	2 950
Total secteur Ouest du Québec	**19 880**	**20 504**	**20 897**	**19 595**	**18 649**
Région et secteur de Montréal	**28 702**	**28 230**	**27 574**	**27 876**	**24 565**
Région Bas-Saint-Laurent	1 317	1 300	1 447	1 233	989
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	1 677	1 721	1 631	1 723	1 529
Région Québec et Chaudière-Appalaches	7 687	8 141	8 332	8 562	8 118
Région Mauricie et Centre-du-Québec	2 462	2 534	2 415	2 347	1 848
Région Côte-Nord	1 482	1 541	1 427	1 398	1 147
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	980	930	975	947	846
Total secteur Est du Québec	**15 605**	**16 167**	**16 227**	**16 210**	**14 477**
Total réseau correctionnel du Québec	**64 187**	**64 901**	**64 698**	**63 681**	**57 691**

Évolution du nombre de libérations dans les établissements

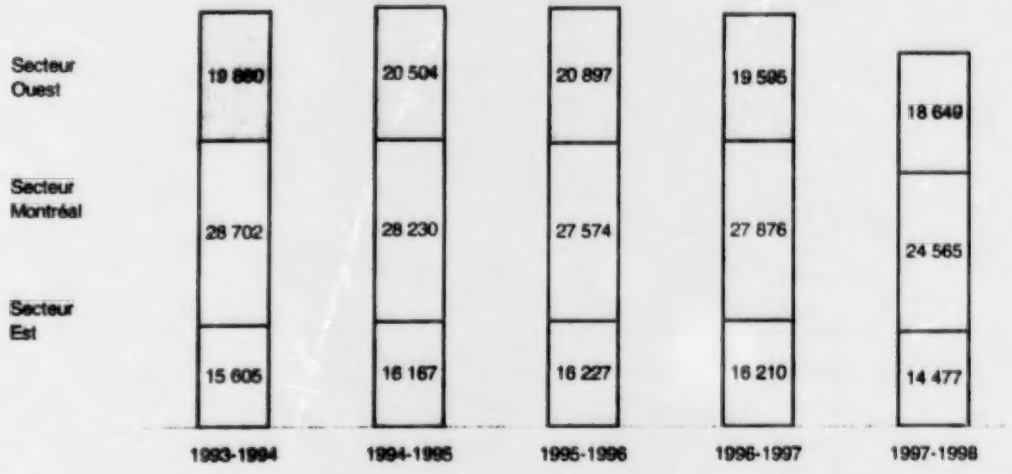


Tableau 3.3.1 (b)

Évolution du nombre de libérations dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Amos	1 513	1 619	1 446	1 574	997
Baie-Comeau	724	684	660	718	539
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	942	981	1 019	997	970
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	6 745	7 160	7 313	7 565	7 148
Centre de prévention de montréal	12 930	12 242	10 490	6 183	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	929	924	820	208	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	1 821	1 699	2 068	1 670	1 056
Chicoutimi	946	1 033	987	982	972
Cowansville	662	696	804	231	0
Établissement de détention de Montréal	11 534	11 737	12 556	13 913	12 774
Havre-Aubert	58	39	38	58	41
Hull	3 737	3 727	3 637	3 888	3 567
Joliette	2 435	2 529	2 635	377	0
Laval	459	494	149	0	0
Maison Tanguay	2 417	2 552	2 460	2 365	2 124
New Carlisle	922	891	937	889	805
Rimouski	820	788	906	1 139	989
Rivière-des-Prairies	0	0	0	3 745	8 611
Rivière-du-Loup	497	512	541	94	0
Roberval	731	688	644	741	557
Saint-Hyacinthe	1 892	1 814	1 937	461	0
Saint-Jérôme	3 471	3 847	4 709	7 007	8 261
Sept-Îles	758	857	767	680	608
Sherbrooke	2 304	2 267	2 326	2 894	2 874
Sorel	729	660	642	1 236	1 284
Trois-Rivières	2 462	2 534	2 415	2 347	1 848
Valleyfield	1 749	1 927	1 792	1 719	1 666
Total	64 187	64 901	64 698	63 681	57 691

Tableau 3.3.2

Évolution du nombre de libérations dans les établissements de détention du Québec selon le motif de libération

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Peine expirée	21 065	22 463	25 433	28 645	27 004
Amende payée	4 702	4 271	3 572	2 829	1 918
Liberté provisoire	4	9	2	12	19
Libération conditionnelle fédérale	33	16	13	18	8
Libération conditionnelle québécoise	3 381	3 527	3 258	2 992	2 771
Libération conditionnelle fédérale maintenue	158	115	113	107	66
Probation	410	336	354	396	478
Acquitté	148	115	134	120	149
Condamné sans prison	37	43	44	88	61
Peine purgée	139	109	84	58	46
En appel	59	57	56	43	38
Cautionnement	1 471	1 267	1 225	1 105	1 229
Peine discontinue	0	0	0	19	141
Condamné au pénitencier	1 522	1 494	1 364	1 215	1 135
Retour au pénitencier	3 654	3 245	2 946	2 891	2 733
Remis à l'immigration	377	451	379	328	413
Décès	19	28	35	27	27
Sursis pour payer l'amende	379	323	255	320	393
Centre psychiatrique	92	119	115	82	83
Tribunal de la jeunesse	20	10	6	4	6
Assistance à l'administrateur	1 795	1 852	2 225	1 310	1 576
Suicide	4	7	10	4	4
Évasion d'un établissement	144	125	86	33	8
Engagement ou promesse	12 810	12 945	11 846	11 525	9 672
Autres	1 177	1 137	947	872	657
Ordonnance de sursis	0	0	0	79	320
Évasion d'une garde légale	29	34	38	14	17
Absence illégale	2 887	2 710	2 862	2 184	1 704
Libération conditionnelle québécoise maintenue	372	332	392	426	421
Admis dans un autre centre du Québec	507	581	663	681	508
Transfert dans une autre province	253	213	158	185	141
Transfert dans un autre pays	5	6	7	5	6
Restitution	0	1	1	0	0
Ordonnance du Lieutenant-Gouverneur	62	138	116	126	127
Travaux compensatoires acceptés	82	30	27	26	12
Relevé du défaut de comparaître	75	38	31	44	55
Pris en charge par un corps policier	6 308	6 751	5 900	4 865	3 744
Non indiqué	7	3	1	3	1
Total	64 187	64 901	64 698	63 681	57 691

3.4 – Les personnes inscrites et les personnes présentes

Une autre information qui permet de connaître une facette de la clientèle correctionnelle est la population moyenne quotidienne présente à 23 h 59, inscrite et totale en détention.

On obtient la population inscrite en ajoutant à la population présente à 23 h 59 les personnes qui sont à l'extérieur en absence temporaire. Cette statistique diffère de celle qui porte sur la population totale. Il s'agit de deux concepts différents. La population totale englobe toutes les personnes qui sont à l'extérieur, en incluant celles qui ont reçu des peines discontinues et celles qui sont à l'extérieur sans absence temporaire (voir lexique pour définitions).

Femmes : 4,4 % de la population présente et 4,9 % de la population inscrite sont des femmes
En se basant sur les données obtenues, le pourcentage de femmes présentes et inscrites dans les établissements paraît être dans le même ordre de grandeur. Par conséquent, il s'avère que les femmes et les hommes ont proportionnellement le même nombre de jours en absence temporaire.

Plus de personnes condamnées que de personnes prévenues
À la lumière des chiffres sur les admissions, nous pourrions conclure que la composition de la population présente dans les établissements de détention est constituée en plus grand nombre de personnes prévenues que de personnes condamnées. En examinant de plus près la composition des groupes des personnes présentes selon le statut, cette hypothèse vient s'infirmer puisque parmi les personnes présentes, un pourcentage de 35,9 % en 1997-1998 ont le statut de personnes prévenues, alors qu'elles représentent 54,0 % du total des admissions (tableaux 3.2.1 et 3.4.1). Le nombre d'admissions ne donne donc pas une idée de la réalité et cet exemple démontre bien qu'il soit préférable de considérer les deux perspectives plutôt que de se limiter à une seule.

Le Québec a le 4e taux d'incarcération le plus faible au Canada
Des provinces et territoires canadiens, le Québec occupe le quatrième rang du classement des taux d'incarcération les plus faibles avec un taux de 95 personnes en détention par 100 000 habitants. Seules les provinces de Terre-Neuve, de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Nouvelle-Écosse, avec respectivement 57, 67 et 94, ont un taux inférieur à celui du Québec. C'est la Nouvelle-Écosse qui a pris le troisième rang par rapport à 1996-1997. Les Territoires du Nord-Ouest affichent le taux d'incarcération le plus élevé au Canada, soit 520, se situant très au-dessus de la moyenne canadienne de 109.

La population moyenne quotidienne présente et inscrite diminue en 1997-1998
La population moyenne quotidienne présente ou inscrite est aussi un indicateur qu'il faut considérer pour une comparaison complète de l'utilisation des places en détention (tableau 3.4.3). La population moyenne quotidienne des personnes présentes a diminué de 3,6 %, passant de 3 426 en 1996-1997 à 3 302 en 1997-1998, et la population moyenne des personnes inscrites a aussi chuté passant de 5 563 à 5 340, ce qui représente une baisse de 4,0 %.

Tableau 3.4.1(a)

Population moyenne quotidienne totale en détention en 1997-1998, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	Personnes présentes à 23 h 59				Personnes à l'extérieur	Population totale
	Personnes prévenues	Personnes condamnées	femmes	hommes		
Région Estrie et Centre-du-Québec	41,65	117,47	0,94	158,19	161,75	320,87
Région Outaouais	51,47	98,11	3,98	145,61	136,36	285,95
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	34,89	35,92	0,59	70,22	61,39	132,20
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	88,13	235,95	2,13	321,95	385,42	709,49
Région Montérégie	42,56	73,98	0,46	116,09	192,22	308,77
Total secteur Ouest du Québec	**258,72**	**561,42**	**8,09**	**812,05**	**937,14**	**1 757,28**
Région et secteur de Montréal	**572,87**	**815,53**	**95,09**	**1 293,31**	**936,30**	**2 324,70**
Région Bas-Saint-Laurent	28,90	68,30	0,71	96,50	66,61	163,81
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	29,92	79,20	0,54	108,58	103,56	212,68
Région Québec et Chaudière-Appalaches	206,53	379,61	37,76	548,38	421,81	1 007,95
Région Mauricie et Centre-du-Québec	52,87	110,88	2,93	160,81	119,58	283,33
Région Côte-Nord	18,25	62,84	0,78	80,30	27,70	108,78
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	16,69	39,32	0,30	55,71	49,79	105,81
Total secteur Est du Québec	**353,15**	**740,15**	**43,02**	**1 050,28**	**789,05**	**1 882,36**
Total réseau correctionnel du Québec	**1 184,73**	**2 117,11**	**146,20**	**3 155,64**	**2 662,50**	**5 964,34**

Pourcentage du nombre moyen de personnes prévenues et condamnées présentes en 1997-1998 dans un établissement de détention selon le secteur du réseau correctionnel

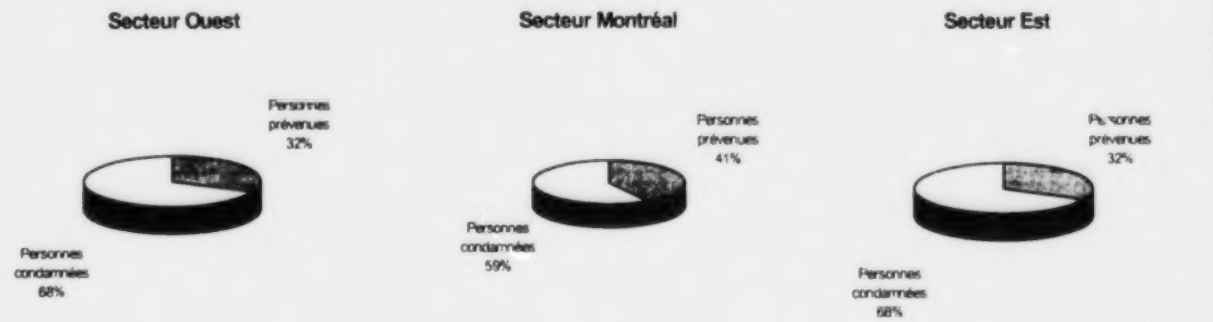


Tableau 3.4.1(b)

Population moyenne quotidienne totale en détention en 1997-1998 selon l'établissement

	Personnes présentes à 23 h 59				Personnes à l'extérieur	Population totale
	Personnes prévenues	Personnes condamnées	femmes	hommes		
Amos	34,89	35,92	0,59	70,22	61,39	132,20
Baie-Comeau	12,06	46,86	0,28	58,64	11,34	70,26
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	9,98	27,79	37,76	0,00	28,44	66,20
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	196,55	351,83	0,00	548,38	393,37	941,75
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	0,00	0,43	0,00	0,43	228,33	228,76
Chicoutimi	22,31	38,73	0,48	60,56	66,14	127,18
Établissement de détention de Montréal	150,61	738,06	0,00	888,67	615,22	1 503,89
Havre-Aubert	0,16	0,30	0,00	0,46	2,22	2,68
Hull	51,47	98,11	3,98	145,61	136,36	285,95
Maison Tanguay	31,78	63,33	95,07	0,04	73,70	168,81
New Carlisle	16,53	39,02	0,30	55,25	47,57	103,12
Rimouski	28,90	68,30	0,71	96,50	66,61	163,81
Rivière-des-Prairies	390,48	13,71	0,01	404,18	19,05	423,24
Roberval	7,61	40,47	0,06	48,02	37,42	85,50
Saint-Jérôme	88,13	235,95	2,13	321,95	385,42	709,49
Sept-Îles	6,19	15,98	0,50	21,67	16,36	38,52
Sherbrooke	41,65	117,47	0,94	158,19	161,75	320,87
Sorel	22,90	42,70	0,12	65,48	86,04	151,64
Trois-Rivières	52,87	110,88	2,93	160,81	119,58	283,33
Valleyfield	19,66	31,28	0,34	50,61	106,19	157,13
Total	1 184,73	2 117,11	146,20	3 155,64	2 662,50	5 964,34

Tableau 3.4.2(a)

Population moyenne quotidienne inscrite en détention en 1997-1998, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Personnes inscrites	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Région Estrie et Centre-du-Québec	45,12	1,29	213,35	4,79	258,47	6,08
Région Outaouais	52,04	2,60	196,14	8,00	248,18	10,60
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	36,12	0,33	81,70	1,92	117,82	2,25
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	87,54	1,28	554,73	14,55	642,27	15,83
Région Montérégie	46,83	0,38	193,81	4,17	240,64	4,55
Total secteur Ouest du Québec	**267,64**	**5,88**	**1239,74**	**33,43**	**1507,38**	**39,32**
Région et secteur de Montréal	**559,38**	**34,19**	**1370,85**	**115,97**	**1930,23**	**150,17**
Région Bas-Saint-Laurent	30,26	0,68	110,68	1,90	140,94	2,58
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	31,37	0,36	146,59	2,51	177,96	2,87
Région Québec et Chaudière-Appalaches	197,47	10,09	663,06	48,07	860,53	58,16
Région Mauricie et Centre-du-Québec	56,87	2,93	201,70	5,06	258,56	7,99
Région Côte-Nord	17,90	0,47	82,89	0,84	100,79	1,31
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	16,70	0,10	83,83	1,02	100,53	1,13
Total secteur Est du Québec	**350,57**	**14,64**	**1288,74**	**59,40**	**1639,32**	**74,04**
Total réseau correctionnel du Québec	**1177,59**	**54,72**	**3899,33**	**208,80**	**5076,92**	**263,52**

Tableau 3.4.2(b)

Population moyenne quotidienne inscrite en détention en 1997-1998 selon l'établissement

	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Personnes inscrites	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Amos	36,12	0,33	81,70	1,92	117,82	2,25
Baie-Comeau	11,90	0,19	55,78	0,16	67,67	0,34
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	0,00	10,09	0,00	48,07	0,00	58,16
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	197,47	0,00	663,06	0,00	860,53	0,00
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	0,00	0,00	27,36	0,00	27,36	0,00
Chicoutimi	23,40	0,33	81,28	1,99	104,68	2,32
Établissement de détention de Montréal	150,82	0,00	1329,76	0,00	1480,58	0,00
Havre-Aubert	0,16	0,00	1,45	0,00	1,61	0,00
Hull	52,04	2,60	196,14	8,00	248,18	10,60
Maison Tanguay	0,04	34,18	0,00	115,97	0,04	150,15
New Carlisle	16,54	0,10	82,38	1,02	98,92	1,13
Rimouski	30,26	0,68	110,68	1,90	140,94	2,58
Rivière-des-Prairies	408,52	0,01	13,73	0,00	422,25	0,01
Roberval	7,97	0,03	65,31	0,52	73,28	0,55
Saint-Jérôme	87,54	1,28	554,73	14,55	642,27	15,83
Sept-Îles	6,00	0,28	27,11	0,68	33,11	0,97
Sherbrooke	45,12	1,29	213,35	4,79	258,47	6,08
Sorel	23,00	0,13	99,21	1,21	122,21	1,33
Trois-Rivières	56,87	2,93	201,70	5,06	258,56	7,99
Valleyfield	23,82	0,26	94,60	2,96	118,43	3,22
Total	1177,59	54,72	3899,33	208,80	5076,92	263,52

Tableau 3.4.3(a)

Évolution de la population moyenne quotidienne des personnes présentes et des personnes inscrites dans les établissements de détention du Québec selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	Personnes présentes				
	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Région Estrie et Centre-du-Québec	149,3	154,6	155,3	173,1	159,1
Région Outaouais	95,7	110,3	111,3	149,8	149,6
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	76,2	78,6	74,3	78,1	70,8
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	290,6	302,0	226,7	269,1	324,1
Région Montérégie	401,1	406,7	416,7	182,2	116,5
Total secteur Ouest du Québec	**1 013,0**	**1 052,1**	**984,3**	**852,4**	**820,1**
Région et secteur de Montréal	**1 535,1**	**1 510,1**	**1 455,6**	**1 515,6**	**1 388,4**
Région Bas-Saint-Laurent	72,4	68,7	92,8	79,8	97,2
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	114,8	109,7	111,4	113,7	109,1
Région Québec et Chaudière-Appalaches	505,9	513,4	519,8	545,5	586,1
Région Mauricie et Centre-du-Québec	164,2	166,0	166,2	164,7	163,7
Région Côte-Nord	93,3	86,3	88,0	93,0	81,1
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	51,3	54,0	51,7	60,9	56,0
Total secteur Est du Québec	**1 001,9**	**998,1**	**1 029,9**	**1 057,6**	**1 093,3**
Total réseau correctionnel du Québec	**3 550,0**	**3 560,2**	**3 469,8**	**3 425,6**	**3 301,8**
	Personnes inscrites				
	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Région Estrie et Centre-du-Québec	181,6	196,0	199,1	276,1	264,6
Région Outaouais	181,3	182,9	189,8	259,3	258,8
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	128,0	140,4	137,1	139,7	120,1
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	428,4	496,6	449,5	557,6	658,1
Région Montérégie	519,4	537,6	588,5	321,3	245,2
Total secteur Ouest du Québec	**1 438,7**	**1 553,5**	**1 564,0**	**1 553,9**	**1 546,7**
Région et secteur de Montréal	**1 965,8**	**1 958,1**	**2 020,5**	**2 276,1**	**2 080,4**
Région Bas-Saint-Laurent	107,5	109,0	132,8	143,4	143,5
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	164,1	152,5	160,9	173,2	180,8
Région Québec et Chaudières-Appalaches	744,0	810,6	845,0	917,1	918,7
Région Mauricie et Centre-du-Québec	267,4	264,7	267,2	269,2	266,6
Région Côte-Nord	111,4	109,6	109,3	116,9	102,1
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	77,3	90,7	92,2	113,0	101,7
Total secteur Est du Québec	**1 471,6**	**1 537,2**	**1 607,4**	**1 732,9**	**1 713,4**
Total réseau correctionnel du Québec	**4 876,1**	**5 048,9**	**5 191,8**	**5 562,9**	**5 340,4**

Tableau 3.4.3(b)

Évolution de la population moyenne quotidienne des personnes présentes et des personnes inscrites dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

Établissements	Personnes présentes				
	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Amos	76,2	78,6	74,3	78,1	70,8
Baie-Comeau	76,4	69,5	70,4	74,2	58,9
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	39,0	42,4	44,4	47,7	37,8
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	466,9	471,0	475,4	497,8	548,4
Centre de prévention de montréal	449,7	431,2	381,8	235,7	0,0
Centre de réhabilitation de Waterloo	174,9	178,7	177,5	28,6	0,0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	2,9	2,2	1,7	0,9	0,4
Chicoutimi	62,1	58,9	57,5	59,0	61,0
Cowansville	44,4	46,5	46,7	6,9	0,0
Établissement de détention de Montréal	915,1	907,9	915,2	963,1	888,7
Havre-Aubert	0,6	0,6	0,7	0,8	0,5
Hull	95,7	110,3	111,3	149,8	149,6
Joliette	45,3	47,5	37,0	4,2	0,0
Laval	146,4	143,3	23,7	0,0	0,0
Maison Tanguay	167,4	168,9	156,9	137,7	95,1
New Carlisle	50,7	53,4	51,0	60,2	55,5
Rimouski	46,7	43,1	60,8	74,8	97,2
Rivière-des-Prairies	0,0	0,0	0,0	178,2	404,2
Rivière-du-Loup	25,7	25,6	32,0	5,0	0,0
Roberval	52,7	50,9	53,9	54,7	48,1
Saint-Hyacinthe	60,6	60,1	68,9	13,1	0,0
Saint-Jérôme	99,0	111,1	166,1	264,8	324,1
Sept-Îles	17,0	16,8	17,6	18,8	22,2
Sherbrooke	149,3	154,6	155,3	173,1	159,1
Sorel	67,8	67,7	66,5	79,0	65,6
Trois-Rivières	164,2	166,0	166,2	164,7	163,7
Valleyfield	53,5	53,6	57,1	54,6	50,9
Total	3 550,0	3 560,2	3 469,8	3 425,6	3 301,8
Établissements	Personnes inscrites				
	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Amos	128,0	140,4	137,1	139,7	120,1
Baie-Comeau	85,3	78,4	80,4	86,8	68,0
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	59,4	66,0	67,0	72,3	58,2
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	684,6	744,6	778,0	844,8	860,5
Centre de prévention de montréal	468,6	451,7	400,3	247,4	0,0
Centre de réhabilitation de Waterloo	208,7	212,9	208,8	37,8	0,0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	37,6	47,4	57,6	43,8	27,4
Chicoutimi	92,0	85,5	85,8	95,2	107,0
Cowansville	53,6	55,7	66,2	13,8	0,0
Établissement de détention de Montréal	1 248,1	1 236,9	1 349,0	1 589,6	1 480,6
Havre-Aubert	1,1	1,4	0,7	2,6	1,6
Hull	181,3	182,9	189,8	259,3	258,8
Joliette	77,2	88,1	85,4	18,2	0,0
Laval	172,1	189,1	40,1	0,0	0,0
Maison Tanguay	211,6	222,1	213,5	209,5	150,2
New Carlisle	76,2	89,3	91,5	110,4	100,0
Rimouski	69,0	63,8	83,5	133,6	143,5
Rivière-des-Prairies	0,0	0,0	0,0	185,8	422,3
Rivière-du-Loup	38,5	45,3	49,3	9,9	0,0
Roberval	72,1	67,0	75,1	78,0	73,8
Saint-Hyacinthe	87,7	95,1	126,8	26,3	0,0
Saint-Jérôme	179,2	219,5	323,9	539,4	658,1
Sept-Îles	26,1	31,3	28,9	30,1	34,1
Sherbrooke	181,6	196,0	199,1	276,1	264,6
Sorel	76,0	80,1	82,9	122,4	123,5
Trois-Rivières	267,4	264,7	267,2	269,2	266,6
Valleyfield	93,4	93,9	103,8	121,1	121,6
Total	4 876,1	5 048,9	5 191,8	5 562,9	5 340,4

Tableau 3.4.4

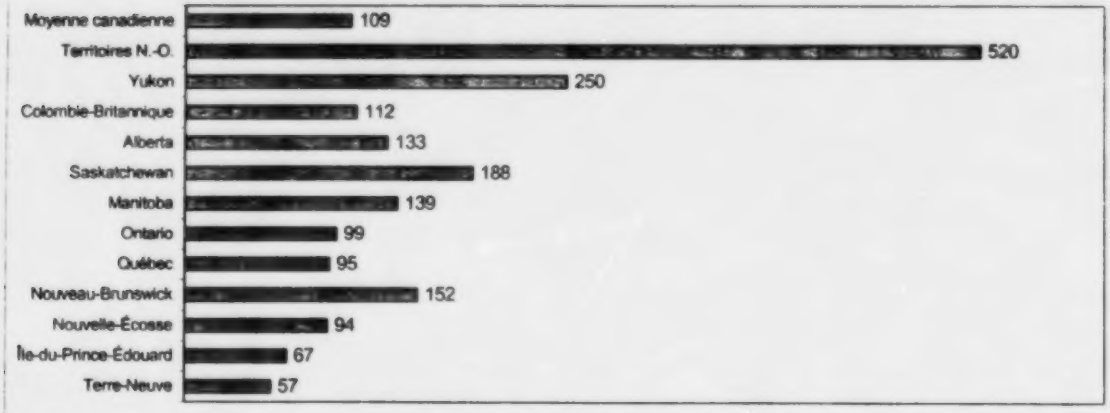
Taux d'incarcération des provinces du Canada pour les personnes détenues dans les établissements carcéraux provinciaux et fédéraux, en 1997-1998 (par 100 000 habitants)

Province	population[1]	population moyenne quotidienne provinciale[1]	population moyenne quotidienne fédérale[2]	taux provincial	taux fédéral	taux d'incarcération total
Terre-Neuve	563 600	302	18	54	3	57
Île-du-Prince-Édouard	137 200	92	0	67	0	67
Nouvelle-Écosse	947 900	398	490	42	52	94
Nouveau-Brunswick	762 000	384	776	50	102	152
Québec	**7 419 900**	**3 302**	**3 732**	**45**	**50**	**95**
Ontario	11 407 700	7 778	3 554	68	31	99
Manitoba	1 145 200	908	685	79	60	139
Saskatchewan	1 023 500	1 177	750	115	73	188
Alberta	2 847 000	1 957	1 819	69	64	133
Colombie-Britannique	3 933 300	2 517	1 902	64	48	112
Yukon	31 600	79	0	250	0	250
Territoires du Nord-Ouest	67 500	351	0	520	0	520
TOTAL	30 286 400	19 245	13 726	64	45	109

1. Données tirées du document «Services correctionnels pour adultes au Canada 1997-1998».

2. Les données pour le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique sont tirées du document «Services correctionnels pour adultes Canada 1997-1998». Les données pour les autres provinces ne sont pas détaillées; elles ont donc été calculées à partir de la moyenne de la région canadienne réciproque et de la proportion de la capacité carcérale de la province.

Taux d'incarcération des provinces du Canada pour les personnes détenues dans les établissements carcéraux provinciaux et fédéraux, en 1997-1998 (par 100 000 habitants)



3.5 – Les personnes condamnées

Les personnes condamnées sont celles qui ont été reconnues par la justice comme coupables d'infractions qui entraînent une sentence de détention. Dans les tableaux de cette section, nous retrouvons les personnes qui ont commencé à purger une sentence de détention pendant la période de référence en ayant le statut de « condamné » à la date de début de sentence. Ainsi, il faut noter que les personnes condamnées qui gardent le statut de « prévenu » (présence d'une cause pendante) ne sont pas comptabilisées dans cette section.

Baisse du nombre de personnes condamnées en 1997-1998

Le nombre de personnes condamnées à une sentence de détention en 1997-1998 est de 26 527 soit une diminution de 9,0 % par rapport à 1996-1997 où il s'établissait à 29 163. C'est le plus petit nombre de personnes condamnées en cinq ans (tableau 3.5.1). Le secteur de Montréal, a connu la plus forte diminution avec une baisse de 10,2 %, le nombre passant de 12 175 en 1996-1997 à 10 942 en 1997-1998. Les deux autres secteurs ont aussi enregistré des baisses, soit 9,2 % pour le secteur de l'Ouest et 7,0 % pour le secteur de l'Est.

Les 20-34 ans reçoivent 55 % des condamnations

Cette année encore, ce sont les jeunes qui constituent la plus grande partie de cette clientèle. Il semble qu'à l'instar de l'ensemble de la clientèle correctionnelle, les personnes condamnées se retrouvent en majorité chez les moins de 35 ans (tableau 3.5.2). Le délit principal pour lequel une personne est condamnée à une sentence de détention qui revient le plus fréquemment est « infraction aux lois québécoises » : 7 497 personnes ont été condamnées pour ce délit.

Tableau 3.5.1(a)

Évolution du nombre de personnes condamnées à une sentence de détention, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Région Estrie et Centre-du-Québec	819	920	1 022	1 521	1 440
Région Outaouais	1 636	1 694	1 713	1 912	1 711
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	848	851	825	707	577
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	1 987	2 408	2 733	2 830	2 844
Région Montérégie	2 345	2 570	2 902	1 917	1 503
Total secteur Ouest du Québec	**7 635**	**8 443**	**9 195**	**8 887**	**8 075**
Région et secteur de Montréal	**11 019**	**11 599**	**12 890**	**12 175**	**10 942**
Région Bas-Saint-Laurent	698	711	736	795	614
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	881	836	790	895	877
Région Québec et Chaudière-Appalaches	4 338	4 425	4 245	4 232	4 084
Région Mauricie et Centre-du-Québec	1 408	1 351	1 285	1 164	1 003
Région Côte-Nord	722	722	635	520	465
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	465	441	529	468	467
Total secteur Est du Québec	**8 512**	**8 486**	**8 220**	**8 074**	**7 510**
Total réseau correctionnel du Québec	**27 166**	**28 528**	**30 305**	**29 136**	**26 527**

Note: Le nombre de personnes condamnées a été révisé pour chacune des années (1993-1994 à 1995-1996).

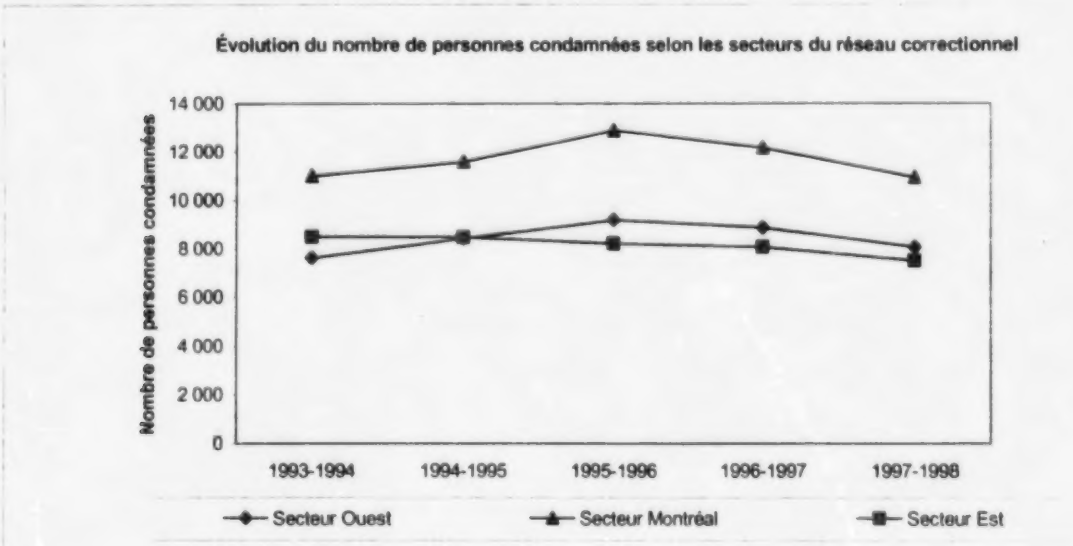


Tableau 3.5.1(b)

Évolution du nombre de personnes condamnées à une sentence de détention selon l'établissement

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Amos	848	851	825	707	577
Baie-Comeau	322	365	302	257	211
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	414	437	443	442	401
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	3 924	3 988	3 802	3 790	3 683
Centre de prévention de montréal	1 776	1 711	1 524	792	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	344	367	291	61	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	835	960	1 221	731	603
Chicoutimi	538	564	486	523	583
Cowansville	201	253	388	139	0
Établissement de détention de Montréal	7 113	7 576	8 733	8 677	7 802
Havre-Aubert	38	35	46	48	28
Hull	1 636	1 694	1 713	1 912	1 711
Joliette	778	891	872	88	0
Laval	7	34	2	0	0
Maison Tanguay	1 295	1 352	1 412	1 276	1 183
New Carlisle	427	406	483	420	439
Rimouski	476	456	466	732	614
Rivière-des-Prairies	0	0	0	699	1 354
Rivière-du-Loup	222	255	270	63	0
Roberval	343	272	304	372	294
Saint-Hyacinthe	732	787	968	195	0
Saint-Jérôme	1 202	1 483	1 859	2 742	2 844
Sept-Îles	400	357	333	263	254
Sherbrooke	819	920	1 022	1 521	1 440
Sorel	241	273	269	656	673
Trois-Rivières	1 408	1 351	1 285	1 164	1 003
Valleyfield	827	890	986	866	830
Total	27 166	28 528	30 305	29 136	26 527

Note: Le nombre de personnes condamnées, pour chacunes des années (1993-1994 à 1995-1996), a été révisé.

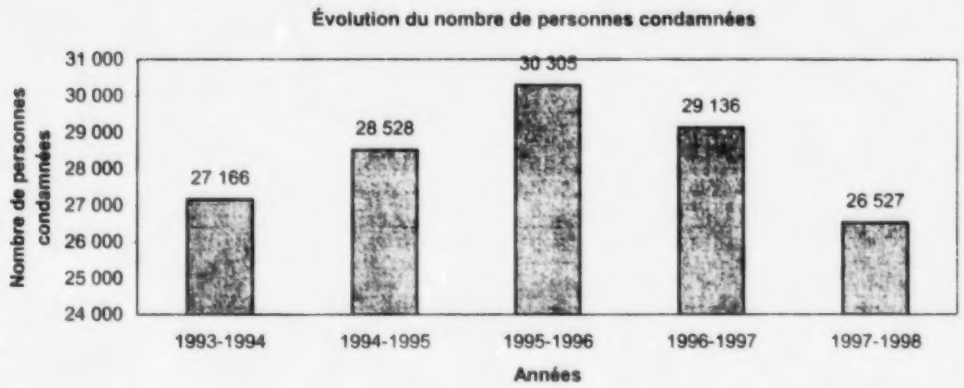
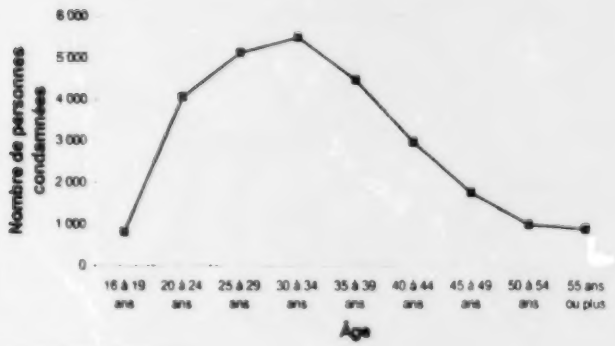


Tableau 3.5.2

Personnes condamnées à une sentence de détention selon le délit principal et l'âge en 1997-1998

	16 à 19 ans	20 à 24 ans	25 à 29 ans	30 à 34 ans	35 à 39 ans	40 à 44 ans	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 ans ou plus	Total
Infractions contre l'état	9	42	44	44	40	27	11	5	3	225
Homicide	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicide involontaire	0	2	0	0	0	1	0	0	1	4
Tentative de meutre	1	0	0	2	3	1	0	0	0	7
Infractions d'ordre sexuel	4	18	33	31	44	56	46	34	48	314
Voies de fait	30	150	195	256	212	150	75	28	28	1 124
Autres infractions contre la personne	3	51	66	97	87	61	34	28	18	445
Vol qualifié	61	87	63	58	42	19	8	2	0	340
Introduction par effraction	180	383	250	253	141	89	25	15	9	1 345
Extorsion	2	4	11	11	6	4	1	2	1	42
Vol	66	259	254	278	283	192	131	47	50	1 560
Méfait, incendie et dommage	29	112	113	106	100	63	30	11	12	576
Recel	11	48	56	46	25	21	10	5	6	228
Autres infractions contre la propriété	5	14	8	8	8	3	2	1	0	49
Infractions liées aux armes à feu	8	15	15	15	4	11	2	1	2	73
Fraude, corruption et escroquerie	3	28	39	47	48	27	29	12	9	242
Pari, prostitution et mœurs	1	13	27	49	26	15	10	8	8	157
Outrage	0	0	1	1	0	0	2	1	2	7
Complot, complicité et tentative	31	78	86	75	41	37	17	12	9	386
Évasion	59	149	154	183	133	68	37	17	13	813
Circulation (Code criminel)	13	207	351	578	611	426	361	203	255	3 005
Autres infractions au Code criminel	32	197	241	215	227	129	65	37	36	1 179
Stupéfiants	101	374	353	354	267	188	108	79	31	1 855
Aliments et drogues	0	5	0	4	3	4	0	0	3	19
Immigration	1	4	4	0	1	0	1	0	0	11
Assurance-emploi	0	1	4	14	15	6	3	5	5	53
Loi sur les Indiens	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres infractions aux Statuts fédéraux	3	16	21	25	24	30	22	28	24	193
Lois québécoises	95	1 129	1 742	1 709	1 200	753	437	250	182	7 497
Règlements municipaux	64	631	946	967	817	549	276	155	138	4 543
Non indiqué	5	32	44	54	43	27	19	8	3	235
Total	817	4 049	5 121	5 480	4 451	2 957	1 762	994	896	26 527

Personnes condamnées à une sentence de détention selon l'âge en 1997-1998



Pourcentage de personnes condamnées selon le délit en 1997-1998

3.6 – Les séjours

Les statistiques sur les séjours décrivent combien de personnes étaient présentes à 23 h 59 pendant une année. Ce nombre, qui est calculé tous les jours, permet d'évaluer la durée totale des séjours des personnes contrevenantes. Cette statistique illustre la même situation que pour les personnes présentes, mais sur une base annuelle. La moyenne quotidienne de personnes présentes est obtenue à partir de la durée annuelle des séjours dans les établissements divisée par 365 jours.

Des femmes séjournent dans des établissements pour hommes
Bien que des établissements soient réservées aux femmes, il arrive que certaines d'entres elles séjournent dans un établissement réservé aux hommes. Pour 1997-1998, c'est dans l'établissement de détention de Hull que la durée de séjour, pour cette clientèle a été la plus importante (tableau 3.6.1(b)).

La durée totale des séjours dans les établissements de détention diminue
La durée totale des séjours est marquée par de constantes fluctuations. Après une légère hausse de moins de 1 % en 1994-1995, on a enregistré des baisses consécutives (tableau 3.6.2). Le nombre de jours est passé de 1 269 957 en 1995-1996 à 1 250 339 jours, ce qui représente une baisse de 1,5 %. En 1997-1998, la durée totale des séjours dans les établissements de détention atteint 1 205 173, soit 3,6 % de moins qu'en 1996-1997. La plus importante diminution se remarque dans le secteur de Montréal, avec 8,4 %. Pour ce qui est des deux autres secteurs, la durée dans le secteur de l'Ouest a diminué de 3,8 % alors qu'elle a augmenté dans le secteur de l'Est de 3,4 %.

Tableau 3.6.1(a)

Durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales, les secteurs du réseaux correctionnels, le statut et le sexe, en 1997-1998

Directions régionales et réseaux correctionnels	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Région Estrie et Centre-du-Québec	238	14 966	106	42 772	344	57 738
Région Outaouais	774	18 014	677	35 132	1 451	53 146
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	96	12 640	118	12 992	214	25 632
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	468	31 699	309	85 811	777	117 510
Région Montérégie	112	15 424	55	26 948	167	42 372
Total secteur Ouest du Québec	**1 688**	**92 743**	**1 265**	**203 655**	**2 953**	**296 398**
Région et secteur de Montréal	**11 592**	**197 504**	**23 115**	**274 555**	**34 707**	**472 059**
Région Bas-Saint-Laurent	158	10 390	100	24 831	258	35 221
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	116	10 806	81	28 827	197	39 633
Région Québec et Chaudières-Appalaches	3 642	71 740	10 142	128 417	13 784	200 157
Région Mauricie et Centre-du-Québec	847	18 449	222	40 248	1 069	58 697
Région Côte-Nord	169	6 492	116	22 819	285	29 311
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	37	6 054	73	14 280	110	20 334
Total secteur Est du Québec	**4 969**	**123 931**	**10 734**	**259 422**	**15 703**	**383 353**
Total réseau correctionnel du Québec	**18 249**	**414 178**	**35 114**	**737 632**	**53 363**	**1 151 810**
		432 427		**772 746**		**1 205 173**

Durée totale des séjours selon le statut et le sexe en 1997-1998

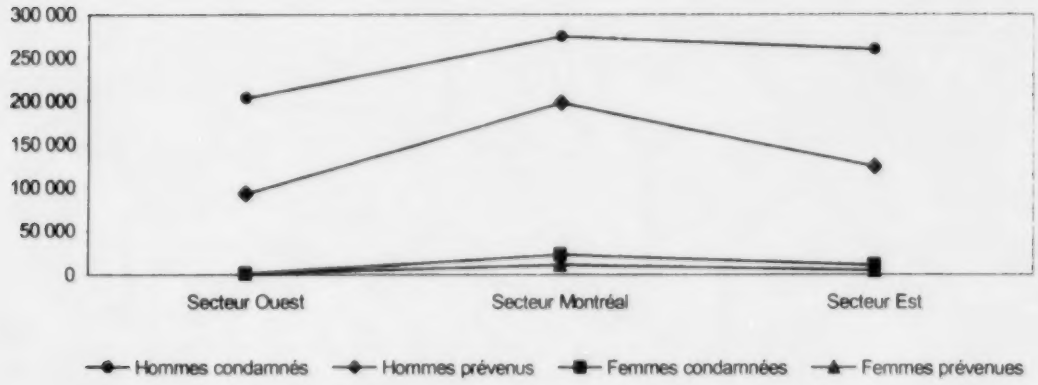


Tableau 3.6.1(b)

Durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec, selon l'établissement, le statut et le sexe, en 1997-1998

Établissements	Personnes prévenues		Personnes condamnées		Total	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
Amos	96	12 640	118	12 992	214	25 632
Baie-Comeau	68	4 335	36	17 068	104	21 403
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	3 642	0	10 142	0	13 784	0
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	0	71 740	0	128 417	0	200 157
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	0	0	0	157	0	157
Chicoutimi	104	8 040	72	14 065	176	22 105
Établissement de détention de Montréal	0	54 971	0	269 393	0	324 364
Havre-Aubert	0	59	0	110	0	169
Hull	774	18 014	677	35 132	1 451	53 146
Maison Tanguay	11 587	14	23 115	0	34 702	14
New Carlisle	37	5 995	73	14 170	110	20 165
Rimouski	158	10 390	100	24 831	258	35 221
Rivière-des-Prairies	5	142 519	0	5 005	5	147 524
Roberval	12	2 766	9	14 762	21	17 528
Saint-Jérôme	468	31 699	309	85 811	777	117 510
Sept-Îles	101	2 157	80	5 751	181	7 908
Sherbrooke	238	14 966	106	42 772	344	57 738
Sorel	18	8 341	24	15 560	42	23 901
Trois-Rivières	847	18 449	222	40 248	1 069	58 697
Valleyfield	94	7 083	31	11 388	125	18 471
Total	18 249	414 178	35 114	737 632	53 363	1 151 810
		432 427		772 746		1 205 173

Tableau 3.6.2(a)

Évolution de la durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Région Estrie et Centre-du-Québec	54 504	56 409	56 823	63 172	58 082
Région Outaouais	34 940	40 271	40 737	54 691	54 597
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	27 824	28 698	27 191	28 521	25 846
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	106 077	110 220	82 987	98 218	118 287
Région Montérégie	146 405	148 431	152 501	66 514	42 539
Total secteur Ouest du Québec	**369 750**	**384 029**	**360 239**	**311 116**	**299 351**
Région et secteur de Montréal	**560 309**	**551 172**	**532 765**	**553 191**	**506 766**
Région Bas-Saint-Laurent	26 418	25 066	33 965	29 130	35 479
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	41 893	40 044	40 780	41 504	39 830
Région Québec et Chaudière-Appalaches	184 658	187 377	190 263	199 107	213 941
Région Mauricie et Centre-du-Québec	59 943	60 593	60 824	60 106	59 766
Région Côte-Nord	34 064	31 488	32 217	33 942	29 596
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	18 724	19 718	18 904	22 243	20 444
Total secteur Est du Québec	**365 700**	**364 286**	**376 953**	**386 032**	**399 056**
Total réseau correctionnel du Québec	**1 295 759**	**1 299 487**	**1 269 957**	**1 250 339**	**1 205 173**

Évolution de la durée totale des séjours dans les établissements

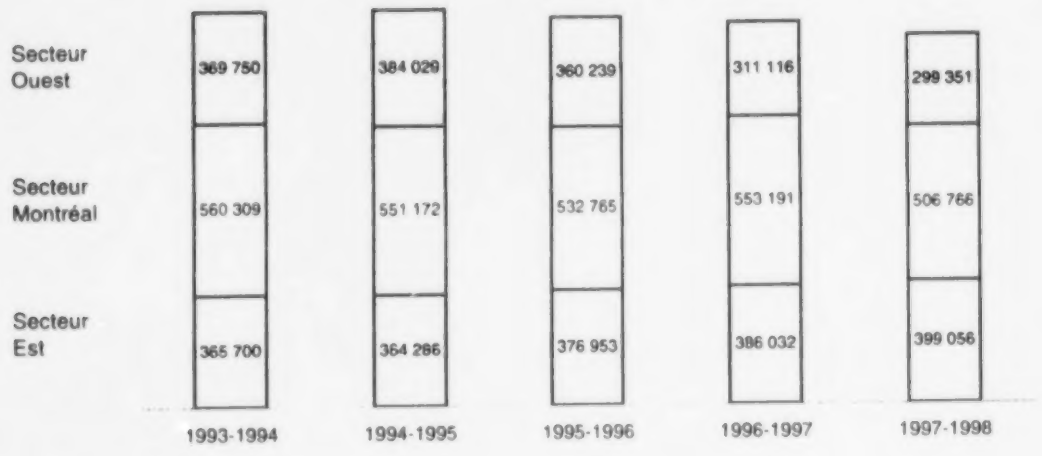


Tableau 3.6.2(b)

Évolution de la durée totale des séjours dans les établissements de détention du Québec selon l'établissement

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Amos	27 824	28 698	27 191	28 521	25 846
Baie-Comeau	27 875	25 356	25 774	27 084	21 507
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	14 236	15 476	16 267	17 425	13 784
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	170 422	171 901	173 996	181 682	200 157
Centre de prévention de montréal	164 136	157 368	139 751	86 037	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	63 830	65 241	64 947	10 448	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	1 066	793	628	324	157
Chicoutimi	22 649	21 479	21 063	21 524	22 281
Cowansville	16 218	16 975	17 089	2 523	0
Établissement de détention de Montréal	333 995	331 376	334 965	351 525	324 364
Havre-Aubert	215	212	242	280	169
Hull	34 940	40 271	40 737	54 691	54 597
Joliette	16 546	17 347	13 532	1 548	0
Laval	53 416	52 318	8 660	0	0
Maison Tanguay	61 112	61 635	57 421	50 244	34 716
New Carlisle	18 509	19 506	18 662	21 963	20 275
Rimouski	17 037	15 734	22 240	27 316	35 479
Rivière-des-Prairies	0	0	0	65 061	147 529
Rivière-du-Loup	9 381	9 332	11 725	1 814	0
Roberval	19 244	18 565	19 717	19 980	17 549
Saint-Hyacinthe	22 110	21 946	25 205	4 773	0
Saint-Jérôme	36 115	40 555	60 795	96 670	118 287
Sept-Îles	6 189	6 132	6 443	6 858	8 089
Sherbrooke	54 504	56 409	56 823	63 172	58 082
Sorel	24 738	24 696	24 350	28 828	23 943
Trois-Rivières	59 943	60 593	60 824	60 106	59 766
Valleyfield	19 509	19 573	20 910	19 942	18 596
Total	1 295 759	1 299 487	1 269 957	1 250 339	1 205 173

3.7 – Les comparutions et les transferts

L'une des activités incombant à la DGSC est de s'assurer de la comparution des personnes qui sont sous sa garde. Pour cette raison, on trouve dans la présente section les principales statistiques concernant la comparution des personnes détenues. Le transfert des personnes détenues d'un établissement à un autre requiert beaucoup de ressources et constitue aussi une activité importante.

Le nombre de comparutions diminue toujours
En 1992-1993, la DGSC a atteint un maximum avec 93 990 comparutions. Depuis, le nombre de comparutions sous la responsabilité des établissements de détention est en constante diminution. Après une relative stabilité de deux ans (86 085 en 1993-1994 et 85 359 en 1994-1995), il n'a pas cessé de diminuer. En 1997-1998, le nombre de comparutions est de 66 595, en baisse de 9,5 %.

Comparutions : Montréal, Québec et les autres
Le nombre le plus important de comparutions est enregistré surtout dans les régions urbanisées du réseau correctionnel. En fait, 40,0 % des comparutions ont eu lieu dans la région de Montréal et 15,7 %, dans la région de Québec et Chaudières-Appalaches (tableau 3.7.1(a)). Moins de la moitié des comparutions, 44,3 %, se répartissent dans les dix autres régions du réseau correctionnel. Mentionnons que dans les trois secteurs, le nombre de comparutions a diminué par rapport à 1996-1997 d'environ 10 %.

Transferts reçus et les transferts envoyés
Un transfert reçu est comptabilisé lorsqu'une personne arrive dans un nouvel établissement en provenance d'un autre établissement de détention où elle était inscrite. Par ailleurs, un transfert envoyé est comptabilisé lorsqu'une personne quitte l'établissement de détention où elle est inscrite pour un autre établissement de détention.

Si l'on ne considérait que les établissements de détention du Québec, le nombre de transferts reçus et le nombre de transferts envoyés seraient égaux. Toutefois, étant donné que certains transferts concernent des établissements fédéraux ou des établissements situés dans d'autres provinces, ces nombres diffèrent légèrement.

Le nombre de transferts diminue en 1997-1998
Après une certaine stabilité dans le nombre de transferts, autour de 26 500, on enregistre deux baisses consécutives d'environ 13,5 % et 14,2 % (tableaux 3.7.2 et 3.7.3), laissant présager une tendance à la baisse pour les prochaines années.

Tableau 3.7.1(a)

Évolution du nombre de comparutions sous la responsabilité des établissements de détention, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Région Estrie et Centre-du-Québec	2 823	3 311	3 013	3 573	3 464
Région Outaouais	5 594	5 097	4 930	5 062	4 665
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	984	1 074	854	1 422	1 042
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	9 545	10 476	10 802	9 837	9 699
Région Montérégie	7 648	7 206	6 265	4 373	2 891
Total secteur Ouest du Québec	**26 594**	**27 164**	**25 864**	**24 267**	**21 761**
Région et secteur de Montréal	**37 790**	**35 640**	**30 494**	**29 311**	**26 666**
Région Bas-Saint-Laurent	1 290	1 499	1 561	1 436	1 051
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	2 288	2 283	2 026	2 012	1 875
Région Québec et Chaudière-Appalaches	11 156	11 399	10 876	11 091	10 474
Région Mauricie et Centre-du-Québec	3 866	4 139	3 882	3 180	2 592
Région Côte-Nord	2 580	2 696	2 285	1 659	1 658
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	521	539	499	628	518
Total secteur Est du Québec	**21 701**	**22 555**	**21 129**	**20 006**	**18 168**
Total réseau correctionnel du Québec	**86 085**	**85 359**	**77 487**	**73 584**	**66 595**

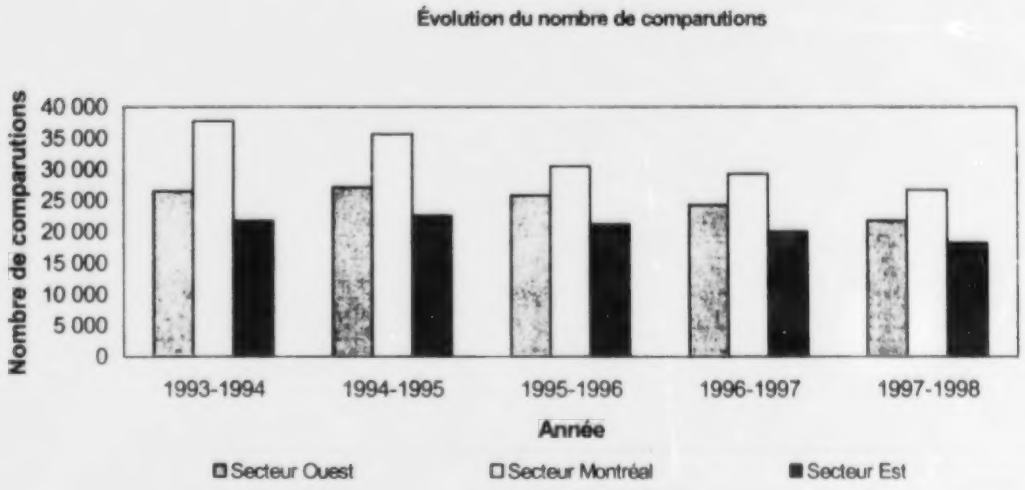


Tableau 3.7.1(b)

Évolution du nombre de comparutions sous la responsabilité des établissements de détention selon l'établissement

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Amos	984	1 074	854	1 422	1 042
Baie-Comeau	1 008	1 109	845	560	594
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	986	1 149	1 193	1 268	998
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	10 170	10 250	9 683	9 823	9 476
Centre de prévention de montréal	24 539	22 628	18 618	11 225	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	50	60	69	13	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	38	61	56	38	35
Chicoutimi	1 466	1 517	1 305	1 328	1 486
Cowansville	1 618	1 515	1 357	251	0
Établissement de détention de Montréal	10 109	9 795	9 178	8 188	6 707
Havre-Aubert	12	10	8	10	7
Hull	5 594	5 097	4 930	5 062	4 665
Joliette	4 140	4 473	3 775	464	0
Laval	309	287	34	0	0
Maison Tanguay	3 104	3 156	2 642	2 143	1 628
New Carlisle	509	529	491	618	511
Rimouski	447	574	730	1 282	1 051
Rivière-des-Prairies	0	0	0	7 717	18 296
Rivière-du-Loup	843	925	831	154	0
Roberval	822	766	721	684	389
Saint-Hyacinthe	2 855	2 509	2 381	466	0
Saint-Jérôme	5 096	5 716	6 993	9 373	9 699
Sept-Îles	1 572	1 587	1 440	1 099	1 064
Sherbrooke	2 823	3 311	3 013	3 573	3 464
Sorel	961	878	561	1 691	1 489
Trois-Rivières	3 866	4 139	3 882	3 180	2 592
Valleyfield	2 164	2 244	1 897	1 952	1 402
Total	**86 085**	**85 359**	**77 487**	**73 584**	**66 595**

Tableau 3.7.2(a)

Évolution du nombre de transferts vers d'autres établissements de détention, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Région Estrie et Centre-du-Québec	629	781	750	682	645
Région Outaouais	773	621	515	406	403
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	322	372	271	292	354
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	2 240	2 455	2 465	1 965	1 762
Région Montérégie	3 426	2 842	2 780	1 671	1 026
Total secteur Ouest du Québec	**7 390**	**7 071**	**6 781**	**5 016**	**4 190**
Région et secteur de Montréal	**12 384**	**12 540**	**11 552**	**10 628**	**9 565**
Région Bas-Saint-Laurent	520	524	509	754	427
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	602	583	659	663	613
Région Québec et Chaudières-Appalaches	3 100	3 075	2 859	2 505	2 109
Région Mauricie et Centre-du-Québec	767	729	644	567	455
Région Côte-Nord	1 510	1 508	1 433	893	746
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	167	208	184	273	175
Total secteur Est du Québec	**6 666**	**6 627**	**6 288**	**5 655**	**4 525**
Total réseau correctionnel du Québec	**26 440**	**26 238**	**24 621**	**21 299**	**18 280**

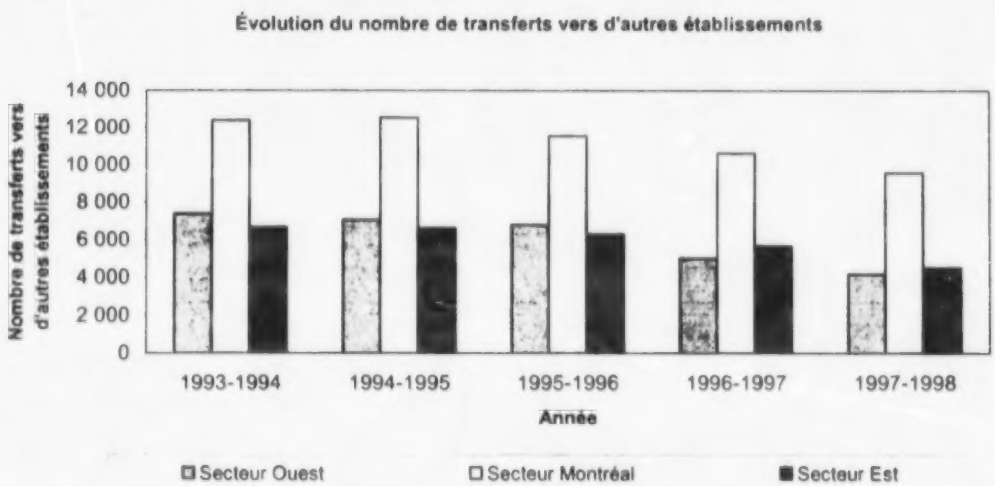


Tableau 3.7.2(b)

Évolution du nombre de transferts vers d'autres établissements de détention selon l'établissement

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Amos	322	372	271	292	354
Baie-Comeau	832	848	833	601	490
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	196	206	186	156	126
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	2 904	2 869	2 673	2 349	1 983
Centre de prévention de montréal	7 168	7 117	6 323	3 810	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	526	460	517	203	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	63	74	89	43	43
Chicoutimi	363	372	377	314	343
Cowansville	1 162	609	581	173	0
Établissement de détention de Montréal	4 763	4 978	4 768	4 096	4 186
Havre-Aubert	40	45	47	35	31
Hull	773	621	515	406	403
Joliette	920	1 122	830	237	0
Laval	436	434	208	0	0
Maison Tanguay	390	371	372	359	388
New Carlisle	127	163	137	238	144
Rimouski	301	375	389	624	427
Rivière-des-Prairies	0	0	0	2 320	4 948
Rivière-du-Loup	219	149	120	130	0
Roberval	239	211	282	349	270
Saint-Hyacinthe	698	727	696	238	0
Saint-Jérôme	884	899	1 427	1 728	1 762
Sept-Îles	678	660	600	292	256
Sherbrooke	629	781	750	682	645
Sorel	470	446	521	677	613
Trois-Rivières	767	729	644	567	455
Valleyfield	570	600	465	380	413
Total	26 440	26 238	24 621	21 299	18 280

Tableau 3.7.3(a)

Évolution du nombre de transferts reçus des autres établissements, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Région Estrie et Centre-du-Québec	693	734	718	750	571
Région Outaouais	539	455	363	284	226
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	232	272	219	258	191
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	2 298	2 504	2 339	2 583	2 756
Région Montérégie	3 549	2 822	2 990	1 298	994
Total secteur Ouest du Québec	**7 311**	**6 787**	**6 629**	**5 173**	**4 738**
Région et secteur de Montréal	**13 096**	**13 322**	**12 153**	**10 739**	**9 414**
Région Bas-Saint-Laurent	423	412	501	629	343
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	523	570	636	666	619
Région Québec et Chaudière-Appalaches	2 880	2 839	2 616	2 430	1 950
Région Mauricie et Centre-du-Québec	570	588	537	529	460
Région Côte-Nord	1 493	1 516	1 379	871	741
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	144	188	164	249	152
Total secteur Est du Québec	**6 033**	**6 113**	**5 833**	**5 374**	**4 265**
Total réseau correctionnel du Québec	**26 440**	**26 222**	**24 615**	**21 286**	**18 417**

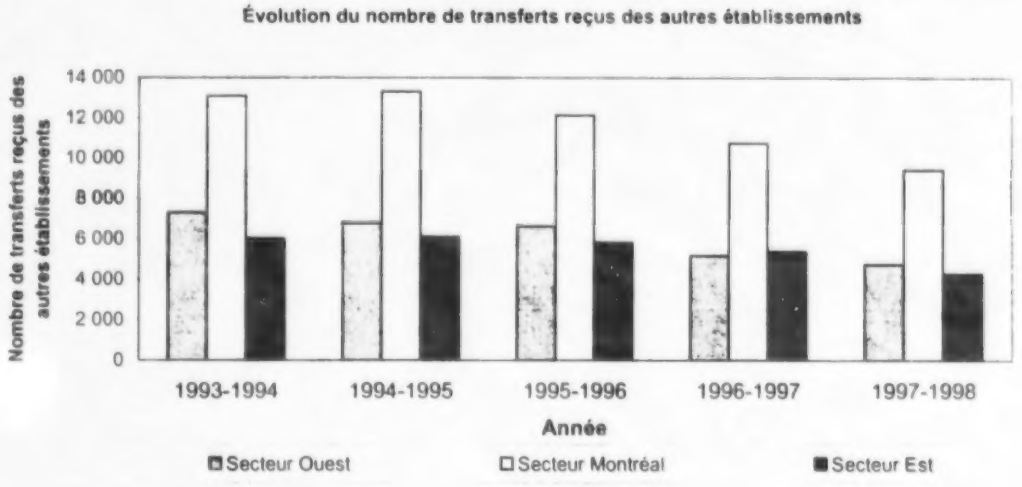


Tableau 3.7.3(b)

Évolution du nombre de transferts reçus des autres établissements de détention selon l'établissement

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Amos	232	272	219	258	191
Baie-Comeau	926	926	847	609	525
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	241	211	213	138	108
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	2 639	2 628	2 403	2 292	1 842
Centre de prévention de montréal	4 501	4 538	3 666	1 827	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	1 044	926	991	94	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	1 137	1 448	1 625	1 035	793
Chicoutimi	268	298	302	282	288
Cowansville	977	437	480	73	0
Établissement de détention de Montréal	6 961	6 818	6 435	5 905	5 525
Havre-Aubert	12	13	11	16	13
Hull	539	455	363	284	226
Joliette	694	852	749	164	0
Laval	888	959	129	0	0
Maison Tanguay	497	518	427	373	410
New Carlisle	132	175	153	233	139
Rimouski	248	286	380	588	343
Rivière-des-Prairies	0	0	0	1 599	2 686
Rivière-du-Loup	175	126	121	41	0
Roberval	255	272	334	384	331
Saint-Hyacinthe	547	537	571	96	0
Saint-Jérôme	716	693	1 461	2 419	2 756
Sept-Îles	567	590	532	262	216
Sherbrooke	693	734	718	750	571
Sorel	533	457	565	692	575
Trois-Rivières	570	588	537	529	460
Valleyfield	448	465	383	343	419
Total	**26 440**	**26 222**	**24 615**	**21 286**	**18 417**

3.8 – Les absences temporaires

Le programme d'absences temporaires permet à une personne détenue de s'absenter de l'établissement de détention pour une période déterminée, à certaines conditions. Il existe trois types d'absences temporaires : celles qui ont pour but de favoriser la réinsertion sociale, celles qui sont accordées pour des raisons médicales et celles qui sont accordées pour des raisons humanitaires. Les absences temporaires pour des raisons humanitaires et pour des raisons médicales sont plus rares, puisqu'elles sont accordées dans des cas précis, comme un traitement hospitalier particulier (raison médicale) ou le décès d'un proche parent (raison humanitaire).

Le nombre de jours en absence temporaire pour réinsertion sociale, en 1997-1998, représente 61 % du nombre total

L'autre 39 % de jours en absence temporaire est réparti de la façon suivante : 36 % pour des raisons humanitaires et 3 % pour des raisons médicales (tableau 3.8.1). La répartition par secteur montre que le nombre total de jours en absence temporaire est semblable pour chacun des secteurs, mais que les motifs d'octroi diffèrent. Le secteur de Montréal se démarque : en 1997-1998, 54 % du nombre de jours en absence temporaire étaient accordés pour réinsertion sociale, 42 % pour des raisons humanitaires et 4 % pour des raisons médicales. L'écart est moins grand entre le nombre de jours d'absences pour réinsertion sociale et le nombre de jours octroyés pour raison humanitaire dans le secteur de Montréal que dans les deux autres secteurs.

Première diminution du nombre de jours en absence temporaire depuis 1990-1991

Le nombre total de jours en absence temporaire a diminué, passant de 780 109 jours en 1996-1997 à 744 087 en 1997-1998, soit une baisse de 4,6 %. Par contre, pour le secteur de l'Ouest, ce nombre a augmenté de 3,6 %, de 256 071 jours à 265 192 jours.

Tableau 3.8.1(a)

Durée en jours des absences temporaires, selon le motif d'octroi, les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel, en 1997-1998

	Humanitaire	Médicale	Réinsertion sociale	Total
Région Estrie et Centre-du-Québec	10 966	1 918	25 595	38 479
Région Outaouais	14 628	1 370	23 859	39 857
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	5 264	625	12 091	17 980
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	32 124	553	89 244	121 921
Région Montérégie	19 704	2 784	24 467	46 955
Total secteur Ouest du Québec	**82 686**	**7 250**	**175 256**	**265 192**
Région et secteur de Montréal	**105 872**	**9 337**	**137 369**	**252 578**
Région Bas-Saint-Laurent	4 526	1 376	11 002	16 904
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	14 291	1 787	10 095	26 173
Région Québec et Chaudière-Appalaches	33 074	632	87 676	121 382
Région Mauricie et Centre-du-Québec	10 871	2 224	24 432	37 527
Région Côte-Nord	4 533	348	2 789	7 670
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	8 337	730	7 594	16 661
Total secteur Est du Québec	**75 632**	**7 097**	**143 588**	**226 317**
Total réseau correctionnel du Québec	**264 190**	**23 684**	**456 213**	**744 087**

Nombre total de jours en absence temporaire pour 1997-1998

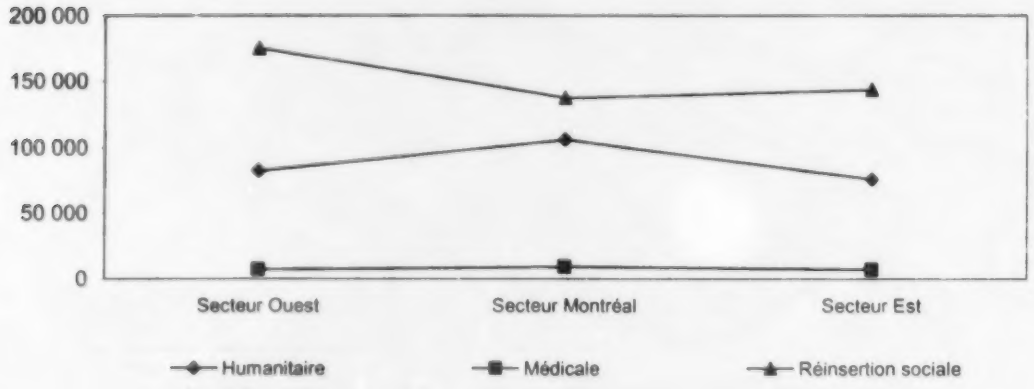


Tableau 3.8.1(b)

Durée en jours des absences temporaires, selon l'établissement et selon le motif en 1997-1998

	Humanitaire	Médicale	Réinsertion sociale	Total
Amos	5 264	625	12 091	17 980
Baie-Comeau	2 040	53	1 226	3 319
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	1 463	4	5 978	7 445
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	31 611	628	81 698	113 937
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	3 259	70	6 501	9 830
Chicoutimi	8 789	776	7 210	16 775
Établissement de détention de Montréal	97 782	1 151	117 114	216 047
Havre-Aubert	237	3	179	419
Hull	14 628	1 370	23 859	39 857
Maison Tanguay	4 831	1 521	13 752	20 104
New Carlisle	8 100	727	7 415	16 242
Rimouski	4 526	1 376	11 002	16 904
Rivière-des-Prairies	0	6 595	2	6 597
Roberval	5 502	1 011	2 885	9 398
Saint-Jérôme	32 124	553	89 244	121 921
Sept-Îles	2 493	295	1 563	4 351
Sherbrooke	10 966	1 918	25 595	38 479
Sorel	13 303	289	7 558	21 150
Trois-Rivières	10 871	2 224	24 432	37 527
Valleyfield	6 401	2 495	16 909	25 805
Total	264 190	23 684	456 213	744 087

Tableau 3.8.2(a)

Évolution du nombre total de jours en absence temporaire, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Région Estrie et Centre-du-Québec	11 903	15 128	16 055	37 598	38 479
Région Outaouais	31 213	26 503	28 728	39 941	39 857
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	18 880	22 546	23 003	22 476	17 980
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	50 295	71 039	81 519	105 305	121 921
Région Montérégie	43 289	47 801	62 874	50 751	46 955
Total secteur Ouest du Québec	**155 580**	**183 017**	**212 179**	**256 071**	**265 192**
Région et secteur de Montréal	**157 014**	**163 543**	**206 721**	**277 576**	**252 578**
Région Bas-Saint-Laurent	13 328	14 734	14 650	23 223	16 904
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	18 004	15 605	18 106	21 700	26 173
Région Québec et Chaudière-Appalaches	87 003	108 500	118 987	135 652	121 382
Région Mauricie et Centre-du-Québec	37 648	36 022	36 983	38 142	37 527
Région Côte-Nord	6 652	8 528	7 778	8 739	7 670
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	9 708	13 399	14 839	19 006	16 661
Total secteur Est du Québec	**172 343**	**196 788**	**211 343**	**246 462**	**226 317**
Total réseau correctionnel du Québec	**484 937**	**543 348**	**630 243**	**780 109**	**744 087**

Évolution du nombre total de jours en absence temporaire

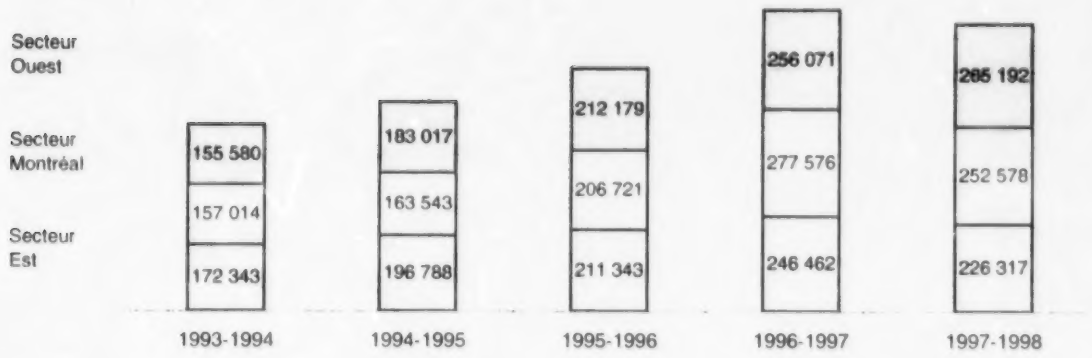


Tableau 3.8.2(b)

Évolution du nombre total de jours en absence temporaire selon l'établissement

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Amos	18 880	22 546	23 003	22 476	17 980
Baie-Comeau	3 263	3 243	3 663	4 604	3 319
Centre de détention de Québec (secteur féminin)	7 448	8 621	8 243	8 969	7 445
Centre de détention de Québec (secteur masculin)	79 555	99 879	110 744	126 683	113 937
Centre de prévention de Montréal	7 008	7 504	6 763	4 256	0
Centre de réhabilitation de Waterloo	14 604	12 453	11 485	3 341	0
Centre Henri Bourassa (détention de jour)	12 843	16 522	20 461	15 681	9 830
Chicoutimi	10 920	9 734	10 324	13 206	16 775
Cowansville	3 390	3 348	7 126	2 503	0
Établissement de détention de Montréal	121 491	120 102	158 764	228 662	216 047
Havre-Aubert	163	309	15	674	419
Hull	31 213	26 503	28 728	39 941	39 857
Joliette	11 630	14 794	17 733	5 086	0
Laval	9 398	16 700	6 023	0	0
Maison Tanguay	15 672	19 415	20 733	26 237	20 104
New Carlisle	9 545	13 090	14 824	18 332	16 242
Rimouski	8 646	7 551	8 326	21 438	16 904
Rivière-des-Prairies	0	0	0	2 740	6 597
Rivière-du-Loup	4 682	7 183	6 324	1 785	0
Roberval	7 084	5 871	7 782	8 494	9 398
Saint-Hyacinthe	12 324	12 771	21 184	4 814	0
Saint-Jérôme	29 267	39 545	57 763	100 219	121 921
Sept-Îles	3 389	5 285	4 115	4 135	4 351
Sherbrooke	11 903	15 128	16 055	37 598	38 479
Sorel	3 008	4 538	5 993	15 843	21 150
Trois-Rivières	37 648	36 022	36 983	38 142	37 527
Valleyfield	9 963	14 691	17 086	24 250	25 805
Total	484 937	543 348	630 243	780 109	744 087

Chapitre 4

La probation

4.1 – Les activités d'évaluation

L'évaluation regroupe les activités servant à informer les tribunaux et la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC), pour leur permettre de prendre des décisions justes et équitables. De ces deux clients, ce sont les tribunaux qui exigent le plus grand investissement de ressources de la part des agents de probation, puisque près de 95 % des rapports d'évaluation s'adressent à eux.

Augmentation du nombre de rapports d'évaluation demandés par la cour en 1997-1998
La demande totale de rapports d'évaluation de la cour a connu une hausse de 22,6 % en 1996-1997, passant de 6 829 à 8 370, et en 1997-1998, elle a encore augmenté de 10,8 % pour atteindre 9 276 (tableau 4.1.1). Comme la demande, la production de rapports d'évaluation à la cour a connu une augmentation de 13,9 %, le nombre passant de 7 997 en 1996-1997 à 9 112 en 1997-1998 (tableau 4.1.1). L'écart, soit 164 rapports, entre la demande et la production est réduit cette année, comparativement à 373 en 1996-1997.

Diminution de la demande de rapports d'évaluation par la CQLC
Contrairement aux demandes de rapports d'évaluation adressées par la cour, celles qui proviennent demandes de la CQLC diminuent après avoir connu une hausse jusqu'en 1994-1995. Ainsi, le nombre de demandes passe successivement de 843 en 1994-1995, à 748 en 1995-1996, pour atteindre 525 en 1996-1997, ce qui représente une baisse de 29,8 % (tableau 4.1.1). En 1997-1998, le nombre de rapports d'évaluation demandés par la CQLC est de 521, soit 0,8 % de moins que l'année précédente.

Comme pour la demande, la production de rapports d'évaluation pour la CQLC a diminué, leur nombre passant de 511 en 1996-1997, à 474 en 1997-1998, en baisse de 7,2 %.

L'écart entre la demande totale et la production totale ne se comble pas
Bien que jamais très éloignées l'une de l'autre, la courbe de la demande totale a toujours été plus élevée que la courbe de la production totale.

Montréal et la Montérégie accaparent un peu plus de 38 % de la demande et de la production en 1997-1998
Une fois de plus, Montréal et la Montérégie constituent la grande zone d'activité pour la production des rapports d'évaluation (tableau 4.1.2). C'est dans ces deux régions que se déroulent près de 38 % des activités d'évaluation (demande et production de rapports).

Tableau 4.1.1

Évolution de l'ensemble des activités d'évaluation selon le type d'activités

Demande et production de rapports d'évaluation à la cour	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Demande					
Admissibilité aux travaux communautaires	1 141	1 098	1 426	1 613	1 015
Enquête sociale	12	11	2	7	2
Rapport régulier	4 574	4 479	4 017	4 178	3 923
Rapport spécifique	193	219	212	504	653
Rapport supplémentaire	174	183	196	185	197
Évaluation sursis[1]	0	0	0	851	2 452
Autres rapports à la cour	1 039	1 021	976	1 032	1 034
Total	**7 133**	**7 011**	**6 829**	**8 370**	**9 276**
Production					
Admissibilité aux travaux communautaires	1 098	1 078	1 344	1 626	1 062
Enquête sociale	14	8	6	8	4
Rapport régulier	4 607	4 238	3 876	3 988	3 883
Rapport spécifique	169	236	207	426	632
Rapport supplémentaire	190	190	175	182	197
Évaluation sursis[1]	0	0	0	760	2 393
Autres rapports à la cour	1 038	1 020	978	1 007	941
Total	**7 116**	**6 770**	**6 586**	**7 997**	**9 112**
Demande et production de rapports d'évaluation à la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC)					
Demande					
Enquête communautaire	49	87	37	42	30
Rapport connu	8	16	4	1	4
Rapport d'étape	667	739	707	481	480
Rapport régulier	0	1	0	1	7
Total	**724**	**843**	**748**	**525**	**521**
Production					
Enquête communautaire	81	84	89	89	58
Rapport connu	9	14	4	1	3
Rapport d'étape	526	586	595	420	406
Rapport régulier	1	1	0	1	7
Total	**617**	**685**	**688**	**511**	**474**
Demande totale de rapports d'évaluation	7 857	7 854	7 577	8 895	9 797
Production totale de rapports d'évaluation	7 733	7 455	7 274	8 508	9 586

1. Ce type d'évaluation n'est pas demandé directement par la cour, mais fait suite à l'ordonnance de sursis émise par la cour.

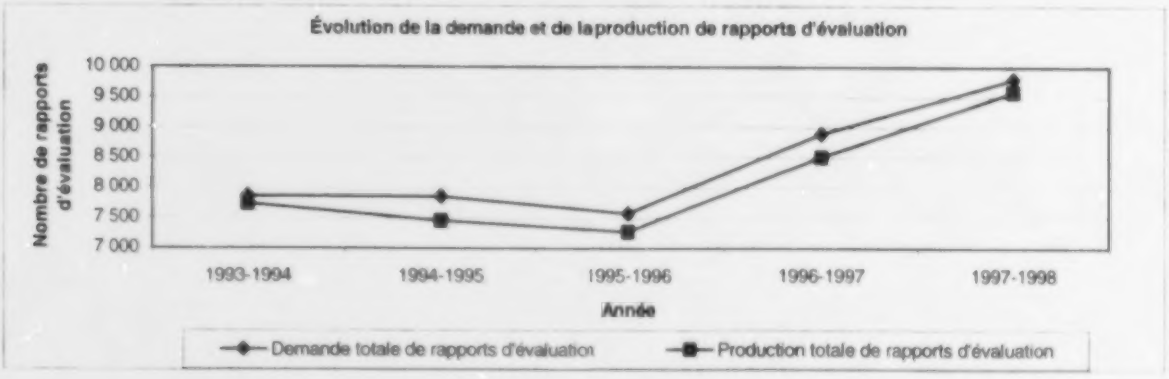


Tableau 4.1.2

Évolution de l'ensemble des activités d'évaluation, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

Demande	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	526	507	558	568	580
Région Outaouais	539	470	424	580	599
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	255	255	268	371	472
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	806	982	915	1 175	1104
Région Montérégie[1]	1 708	1 686	1 669	1 756	1734
Total secteur Ouest du Québec	**3 834**	**3 901**	**3 834**	**4 450**	**4 489**
Région et secteur de Montréal	**1 969**	**1 980**	**1 845**	**1 881**	**2 057**
Région Bas-Saint-Laurent	207	165	180	220	221
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	385	404	377	419	526
Région Québec et Chaudières-Appalaches	896	820	829	1 040	1425
Région Mauricie et Centre-du-Québec[1]	331	369	323	619	702
Région Côte-Nord	156	131	113	176	269
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	79	84	76	90	108
Total secteur Est du Québec	**2 054**	**1 973**	**1 898**	**2 564**	**3 251**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	7 857	7 854	7 577	8 895	9 797
Production					
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	520	479	495	583	610
Région Outaouais	544	474	403	602	554
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	247	250	273	347	444
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	769	873	865	1 084	1160
Région Montérégie[1]	1 688	1 595	1 707	1 752	1613
Total secteur Ouest du Québec	**3 768**	**3 671**	**3 743**	**4 368**	**4 381**
Région et secteur de Montréal	**2 023**	**1 799**	**1 756**	**1 754**	**2 057**
Région Bas-Saint-Laurent	175	163	142	174	210
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	376	364	319	397	511
Région Québec et Chaudière-Appalaches	835	886	786	953	1360
Région Mauricie et Centre-du-Québec[1]	325	349	345	586	697
Région Côte-Nord	156	138	103	185	262
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	75	85	80	91	108
Total secteur Est du Québec	**1 942**	**1 985**	**1 775**	**2 386**	**3 148**
Production totale réseau correctionnel du Québec	7 733	7 455	7 274	8 508	9 586

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et St-Hyacinthe relèvent de la Montérégie. Victoriaville liée au bureau de Drummondville (Estrie) jusqu'en 1996-1997, a été depuis rattachée à Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production des rapports, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, la répartition par agent étant impossible.

4.2 – Les activités d'intervention

Les activités d'intervention en milieu ouvert sont le cautionnement, la libération conditionnelle, la libération de jour, la probation avec surveillance, les travaux communautaires (les activités de surveillance), les sursis, Alcofrein et les travaux compensatoires (les activités gérées par le milieu ouvert). Il y a aussi, la *surveillance en absence temporaire* (PEMO, définie au lexique), même si les données ne représentent pas l'ensemble des cas, car elles ne sont pas toutes saisies dans DACOR.

Augmentation de la demande pour les activités d'intervention de surveillance
De 1992-1993 à 1995-1996, une certaine stabilité s'était installée en ce qui a trait à la demande d'intervention. On note une augmentation considérable de 32,2 % en 1996-1997, le nombre de personnes dirigées vers des activités de surveillance passant de 12 685 à 16 765 (tableau 4.2.1). En 1997-1998, ce nombre atteint 17 622, soit une augmentation de 5,1 %. Les principales variations en ce qui concerne la demande touchent les activités suivantes : la demande de surveillance de libération conditionnelle qui a diminué de 8,1 % et la demande de probation sous surveillance qui a également fléchi de 4,4 %. On remarque, par contre, une forte augmentation du nombre de demandes de surveillance de sursis ; on ne peut comparer les deux années, car cette mesure n'était pas appliquée toute l'année).

Augmentation de la production pour les activités d'intervention de surveillance
De la même façon que pour la demande, la moyenne mensuelle de dossiers actifs a augmenté de 5,9 %, passant de 13 120 à 13 889. La moyenne mensuelle de dossiers actifs de surveillance de libération conditionnelle a diminué de 10,4 %, passant de 1 660 à 1 487, ainsi que la probation avec surveillance avec une baisse de 2,4 %, tandis que la moyenne mensuelle de surveillance de travaux communautaires a augmenté de 3,5 % (tableau 4.2.1).

Le secteur de Montréal est celui qui reçoit le moins de demandes et qui produit le moins d'intervention de surveillance comparativement aux secteurs Est et Ouest
En 1997-1998, 14 % des demandes de *Probation sous surveillance*, 27 % des demandes de surveillance de *Libération conditionnelle*, 21 % des *Travaux communautaires* et 26 % des demandes de *Sursis* ont été enregistrées dans le secteur de Montréal ; ceci représente moins du tiers des demandes pour chacune des activités de surveillance. Au cours des cinq dernières années, le même phénomène a été remarqué. Puisque le secteur de Montréal affiche souvent les nombres les plus élevés en détention par rapport aux deux autres secteurs, il est surprenant de le retrouver au dernier rang pour les activités de probation.

Taux de surveillance par région : la Côte-Nord a le record
Les régions qui affichent les taux les plus élevés d'intervention de surveillance en probation sont la Côte-Nord, l'Abitibi-Témiscamingue/Nord-du-Québec et l'Outaouais (tableau 4.2.7) avec des taux de 495,8, 378,6 et 336,8 cas de surveillance par 100 000 habitants respectivement. Au cours des cinq dernières années, les mêmes trois régions ont eu les trois taux de surveillance les plus élevés. En 1997-1998, le taux de surveillance a connu une hausse de 6,5 % pour s'établir à 193,6 cas de surveillance par 100 000 habitants.

Baisse du nombre de dossiers traités pour le programme *travaux compensatoires*
En 1997-1998, 21 677 dossiers ont été traités pour le programme *travaux compensatoires*, ce qui signifie une baisse de 7,7 % par rapport à l'an dernier où le nombre était de 23 494 (tableau 4.2.8). Ce nombre est en constante régression depuis cinq ans.

Tableau 4.2.1

Évolution de l'ensemble des activités d'intervention selon le type d'activités

Activités de surveillance	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Nombre de demandes selon les activités suivantes					
Absence temporaire	0	0	0	58	125
Cautionnnement	34	34	21	37	72
Libération conditionnelle	3 286	3 418	3 139	2 900	2 666
Libération de jour	13	22	16	22	1
Probation avec surveillance	6 423	6 753	6 223	7 162	6 845
Sursis	0	0	0	2 555	3 866
Travaux communautaires	2 803	2 891	3 286	4 031	4 047
Total du nombre de demandes	**12 559**	**13 118**	**12 685**	**16 765**	**17 622**
Moyenne mensuelle de dossiers actifs(caseload)					
Absence temporaire	0	0	0	5	14
Cautionnnement	12	9	2	9	28
Libération conditionnelle	1 802	1 922	1 694	1 660	1 487
Libération de jour	8	11	7	8	1
Probation avec surveillance	9 265	9 375	7 575	7 997	7 809
Sursis	0	0	0	1 053	2 079
Travaux communautaires	1 490	1 569	1 979	2 388	2 471
Total des moyennes mensuelles	**12 577**	**12 886**	**11 257**	**13 120**	**13 889**
Activités gérées par la DGSC					
Alcofrein[1] ordonnances reçues	3 730	3 175	2 702	2 983	3 131
sessions données	225	189	194	161	192
Travaux compensatoires dossiers traités	25 308	25 099	24 293	23 494	21 677

1. Depuis le 1er décembre 1997, le programme Alcofrein est une mesure administrative obligatoire imposée par la SAAQ aux personnes condamnées une première fois pour conduite avec capacités affaiblies. Ainsi, 3 131 se divise en 2, soit 1 400 ordonnances et 1 731 mesures de la SAAQ.

Évolution de la demande et de la production d'activités d'intervention

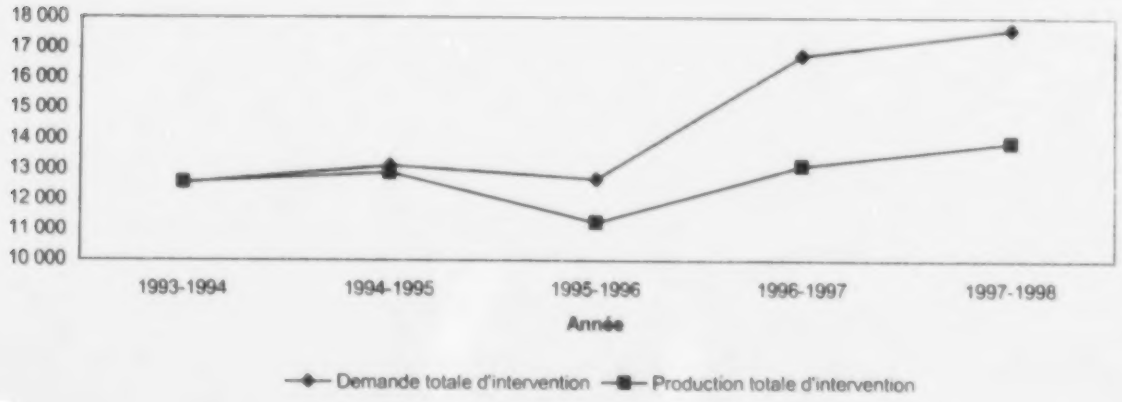


Tableau 4.2.2

Nombre de demandes et moyenne mensuelle des dossiers actifs pour les activités *probation avec surveillance, surveillance de libération conditionnelle, travaux communautaires* et *sursis*, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel en 1997-1998

	Probation avec surveillance	Surveillance de libération conditionnelle	Travaux communautaires	Sursis
Nombre de demandes pendant l'année				
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	459	127	298	192
Région Outaouais	653	103	189	240
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	521	97	227	175
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	702	384	524	560
Région Montérégie [1]	1 070	292	599	386
Total secteur Ouest du Québec	**3 405**	**1 003**	**1 837**	**1 553**
Région et secteur de Montréal	**962**	**730**	**841**	**1 019**
Région Bas-Saint-Laurent	365	73	215	91
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	244	108	151	142
Région Québec et Chaudières-Appalaches	1 213	489	531	540
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	268	176	175	292
Région Côte-Nord	246	42	180	193
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	142	45	117	36
Total secteur Est du Québec	**2 478**	**933**	**1 369**	**1 294**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**6 845**	**2 666**	**4 047**	**3 866**
Moyenne mensuelle des dossiers actifs				
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	494,1	87,6	177,5	121,4
Région Outaouais	658,2	60,8	180,6	135,7
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	495,3	47,2	99,7	85,9
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	883,5	219,8	329,3	304,0
Région Montérégie [1]	1 130,5	179,6	359,7	229,9
Total secteur Ouest du Québec	**3 661,6**	**595,0**	**1 146,8**	**876,9**
Région et secteur de Montréal	**1 557,2**	**416,8**	**596,4**	**553,1**
Région Bas-Saint-Laurent	321,8	44,3	114,8	43,6
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	254,1	51,3	70,3	72,3
Région Québec et Chaudière-Appalaches	1 217,3	245,2	259,8	272,3
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	329,5	90,3	100,3	166,8
Région Côte-Nord	307,2	17,8	111,3	75,8
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	160,7	26,1	71,8	17,9
Total secteur Est du Québec	**2 590,6**	**474,8**	**728,2**	**648,7**
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**7 809,3**	**1 486,7**	**2 471,3**	**2 078,7**

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et St-Hyacinthe relèvent de la Montérégie. Victoriaville liée au bureau de Drummondville (Estrie) jusqu'en 1996-1997, a été depuis rattachée à Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, car la répartition par agent était impossible.

Tableau 4.2.3

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *Probation avec surveillance*, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
DEMANDE- Demandes de probation avec surveillance					
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	505	463	441	444	459
Région Outaouais	778	823	633	685	653
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	381	420	410	493	521
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	673	887	787	812	702
Région Montérégie [1]	1 154	1 085	1 142	1 074	1 070
Total secteur Ouest du Québec	**3 491**	**3 678**	**3 413**	**3 508**	**3 405**
Région et secteur de Montréal	**780**	**880**	**805**	**1 215**	**962**
Région Bas-Saint-Laurent	317	359	258	391	365
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	257	222	177	232	244
Région Québec et Chaudière-Appalaches	920	989	1 012	1 157	1 213
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	268	267	149	257	268
Région Côte-Nord	267	232	268	265	246
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	123	126	141	137	142
Total secteur Est du Québec	**2 152**	**2 195**	**2 005**	**2 439**	**2 478**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**6 423**	**6 753**	**6 223**	**7 162**	**6 845**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de probation avec surveillance (caseload)					
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	633,2	588,2	504,8	533,9	494,1
Région Outaouais	894,9	1 060,5	800,4	792,6	658,2
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	498,8	547,5	422,6	486,3	495,3
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	1 010,4	1 088,2	971,7	987,3	883,5
Région Montérégie [1]	1 447,6	1 379,5	1 144,5	1 171,4	1 130,5
Total secteur Ouest du Québec	**4 484,9**	**4 664,0**	**3 844,0**	**3 971,4**	**3 661,6**
Région et secteur de Montréal	**1 742,3**	**1 692,8**	**1 387,8**	**1 495,8**	**1 557,2**
Région Bas-Saint-Laurent	375,3	417,2	321,4	316,1	321,8
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	345,3	317,9	220,1	248,5	254,1
Région Québec et Chaudières-Appalaches	1 384,8	1 323,8	1 106,6	1 210,7	1 217,3
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	335,9	339,1	243,0	254,3	329,5
Région Côte-Nord	394,0	437,8	323,1	341,3	307,2
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	202,7	181,9	129,3	158,9	160,7
Total secteur Est du Québec	**3 037,9**	**3 017,8**	**2 343,5**	**2 529,8**	**2 590,6**
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**9 265,1**	**9 374,5**	**7 575,3**	**7 997,0**	**7 809,3**

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et St-Hyacinthe relèvent de la Montérégie. Victoriaville liée au bureau de Drummondville (Estrie) jusqu'en 1996-1997, a été depuis rattachée à Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, car la répartition par agent était impossible.

Tableau 4.2.4

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *surveillance en libération conditionnelle*, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
DEMANDE- Demandes de surveillance de libération conditionnelle					
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	200	160	216	189	127
Région Outaouais	136	152	102	114	103
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	125	169	126	108	97
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	391	374	425	384	384
Région Montérégie [1]	315	300	190	208	292
Total secteur Ouest du Québec	**1 167**	**1 155**	**1 059**	**1 003**	**1 003**
Région et secteur de Montréal	**887**	**1 002**	**897**	**879**	**730**
Région Bas-Saint-Laurent	86	109	109	91	73
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	142	116	119	87	108
Région Québec et Chaudière-Appalaches	649	692	628	529	489
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	256	206	203	194	176
Région Côte-Nord	54	71	61	44	42
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	45	67	63	73	45
Total secteur Est du Québec	**1 232**	**1 261**	**1 183**	**1 018**	**933**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**3 286**	**3 418**	**3 139**	**2 900**	**2 666**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de surveillance en libération conditionnelle (caseload)					
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	112,3	105,4	123,6	110,4	87,6
Région Outaouais	85,4	96,6	58,9	62,8	60,8
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	63,1	82,3	60,6	56,3	47,2
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	223,5	223,3	243,3	250,9	219,8
Région Montérégie [1]	177,4	197,6	183,1	178,6	179,6
Total secteur Ouest du Québec	**661,8**	**705,0**	**669,5**	**658,9**	**595,0**
Région et secteur de Montréal	**453,8**	**500,7**	**431,4**	**450,1**	**416,8**
Région Bas-Saint-Laurent	47,7	59,0	51,1	55,9	44,3
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	64,7	77,3	60,0	60,1	51,3
Région Québec et Chaudière-Appalaches	368,5	360,3	314,6	287,2	245,2
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	144,0	136,1	107,6	96,3	90,3
Région Côte-Nord	32,8	46,0	32,1	20,8	17,8
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	29,0	37,4	28,2	30,3	26,1
Total secteur Est du Québec	**686,6**	**716,0**	**593,5**	**550,6**	**474,8**
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**1 802,2**	**1 921,7**	**1 694,4**	**1 659,6**	**1 486,7**

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et St-Hyacinthe relèvent de la Montérégie. Victoriaville liée au bureau de Drummondville (Estrie) jusqu'en 1996-1997, a été depuis rattachée à Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, car la répartition par agent était impossible.

Tableau 4.2.5

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *travaux communautaires* selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
DEMANDE-Demandes de surveillance avec une ordonnance de travaux communautaires					
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	311	302	316	314	298
Région Outaouais	221	241	224	239	189
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	106	95	139	181	227
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	330	418	435	544	524
Région Montérégie [1]	463	449	576	585	599
Total secteur Ouest du Québec	**1 431**	**1 505**	**1 690**	**1 863**	**1 837**
Région et secteur de Montréal	**448**	**520**	**720**	**895**	**841**
Région Bas-Saint-Laurent	160	146	147	189	215
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	138	171	118	177	151
Région Québec et Chaudières-Appalaches	326	243	269	427	531
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	130	126	112	191	175
Région Côte-Nord	106	116	146	162	180
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	64	64	84	127	117
Total secteur Est du Québec	**924**	**866**	**876**	**1 273**	**1 369**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**2 803**	**2 891**	**3 286**	**4 031**	**4 047**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de surveillance avec ordonnance de travaux communautaires					
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	156,7	163,0	208,2	207,1	177,5
Région Outaouais	155,2	149,8	175,3	190,3	180,6
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	40,0	35,4	55,9	77,0	99,7
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	174,9	190,8	258,1	315,1	329,3
Région Montérégie [1]	233,2	242,3	357,4	393,8	359,7
Total secteur Ouest du Québec	**759,9**	**781,3**	**1 054,9**	**1 183,3**	**1 146,8**
Région et secteur de Montréal	**268,3**	**321,8**	**410,7**	**548,7**	**596,4**
Région Bas-Saint-Laurent	88,8	91,6	91,6	103,1	114,8
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	62,0	56,8	55,8	68,7	70,3
Région Québec et Chaudière-Appalaches	160,8	125,9	134,3	192,7	259,8
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	65,3	68,2	83,0	92,9	100,3
Région Côte-Nord	57,6	85,5	96,8	116,9	111,3
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	27,2	37,8	52,2	81,9	71,8
Total secteur Est du Québec	**461,7**	**465,8**	**513,7**	**656,2**	**728,2**
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**1 490,0**	**1 568,8**	**1 979,3**	**2 388,2**	**2 471,3**

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et St-Hyacinthe relèvent de la Montérégie. Victoriaville liée au bureau de Drummondville (Estrie) jusqu'en 1996-1997, a été depuis rattachée a Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, car la répartition par agent était impossible.

Tableau 4.2.6

Évolution du nombre de demandes et de la moyenne mensuelle de dossiers actifs pour l'activité d'intervention *sursis* selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1996-1997	1997-1998
DEMANDE-Demandes de surveillance avec une ordonnance de Sursis		
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	123	192
Région Outaouais	186	240
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	111	175
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	342	560
Région Montérégie [1]	269	386
Total secteur Ouest du Québec	**1 031**	**1 553**
Région et secteur de Montréal	**668**	**1 019**
Région Bas-Saint-Laurent	88	91
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	76	142
Région Québec et Chaudières-Appalaches	316	540
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	229	292
Région Côte-Nord	116	193
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	31	36
Total secteur Est du Québec	**856**	**1 294**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**2 555**	**3 866**
PRODUCTION- Moyenne mensuelle de dossiers actifs de surveillance avec ordonnance de sursis (caseload)		
Région Estrie et Centre-du-Québec [1]	61,9	121,4
Région Outaouais	74,9	135,7
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	46,6	85,9
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	154,7	304,0
Région Montérégie [1]	129,6	229,9
Total secteur Ouest du Québec	**467,6**	**876,9**
Région et secteur de Montréal	**248,4**	**553,1**
Région Bas-Saint-Laurent	30,4	43,6
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	36,1	72,3
Région Québec et Chaudière-Appalaches	132,7	272,3
Région Mauricie et Centre-du-Québec [1]	79,6	166,8
Région Côte-Nord	48,4	75,8
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	9,3	17,9
Total secteur Est du Québec	**336,6**	**648,7**
Moyenne mensuelle réseau correctionnel du Québec	**1 052,6**	**2 078,7**

1. L'unité administrative de Granby fait maintenant partie de la région de l'Estrie, alors que ses points de services Saint-Jean-sur-Richelieu et St-Hyacinthe relèvent de la Montérégie. Victoriaville liée au bureau de Drummondville (Estrie) jusqu'en 1996-1997, a été depuis rattachée à Trois-Rivières (Mauricie). On a donc, pour la production, fait le compte par agent et pour la demande, on a réparti proportionnellement les données selon les pourcentages obtenus pour la production, car la répartition par agent était impossible.

Tableau 4.2.7

Évolution du taux de surveillance[1] pour les activités d'intervention *probation avec surveillance, surveillance de libération conditionnelle, travaux communautaires et sursis*[2], selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel (100 000 habitants)

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Région Estrie et Centre-du-Québec	193,32	175,69	171,58	187,31	181,30
Région Outaouais	399,68	426,78	337,89	366,01	336,80
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	319,66	346,56	280,77	346,82	378,58
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	136,65	134,00	131,30	152,23	152,53
Région Montérégie	170,65	158,39	146,69	163,10	166,06
Total réseau correctionnel Ouest du Québec	**193,10**	**188,92**	**171,00**	**192,89**	**192,18**
Région et réseau correctionnel de Montréal	**138,77**	**139,79**	**123,93**	**152,45**	**175,89**
Région Bas-Saint-Laurent	249,50	268,89	219,79	239,41	254,49
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	164,92	153,57	114,13	140,45	156,26
Région Québec et Chaudière-Appalaches	194,36	175,73	151,02	177,03	196,41
Région Mauricie et Centre-du-Québec	141,05	134,94	107,67	129,92	175,14
Région Côte-Nord	469,20	534,79	423,72	494,65	495,82
Région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	244,26	236,87	193,18	258,40	262,90
Total réseau correctionnel Est du Québec	**202,05**	**195,04**	**160,25**	**189,16**	**210,65**
Demande totale réseau correctionnel du Québec	**181,81**	**178,49**	**156,04**	**181,68**	**193,58**

1. Calculé à partir de la moyenne mensuelle de dossiers actifs.
2. L'ordonnance de sursis a été introduite le 3 septembre 1996;cette nouvelle mesure sentencielle a fait augmenter le taux de surveillance.

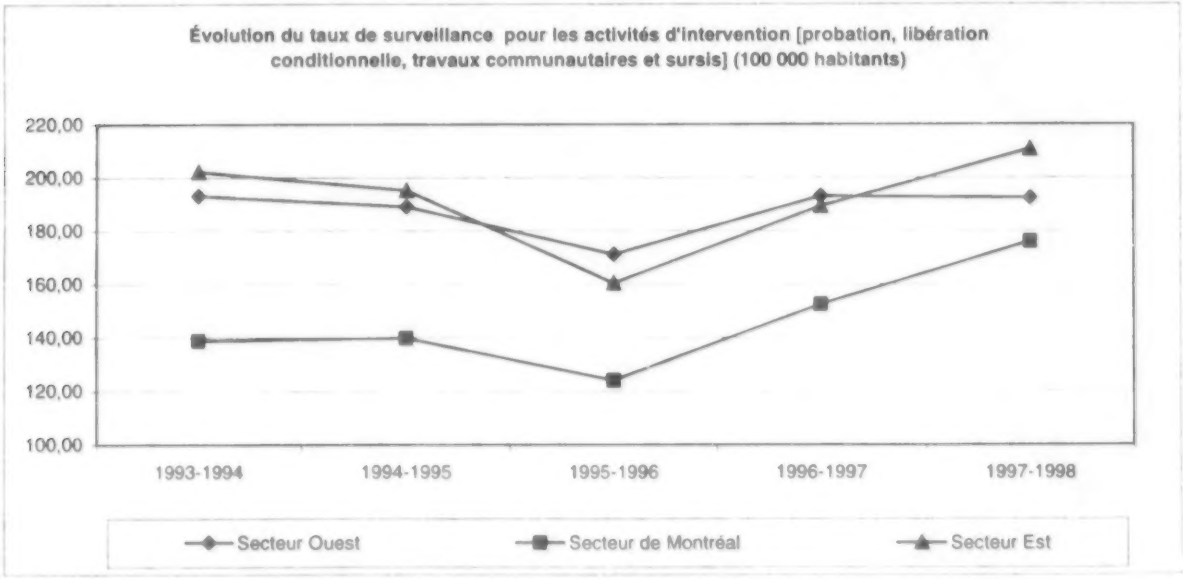
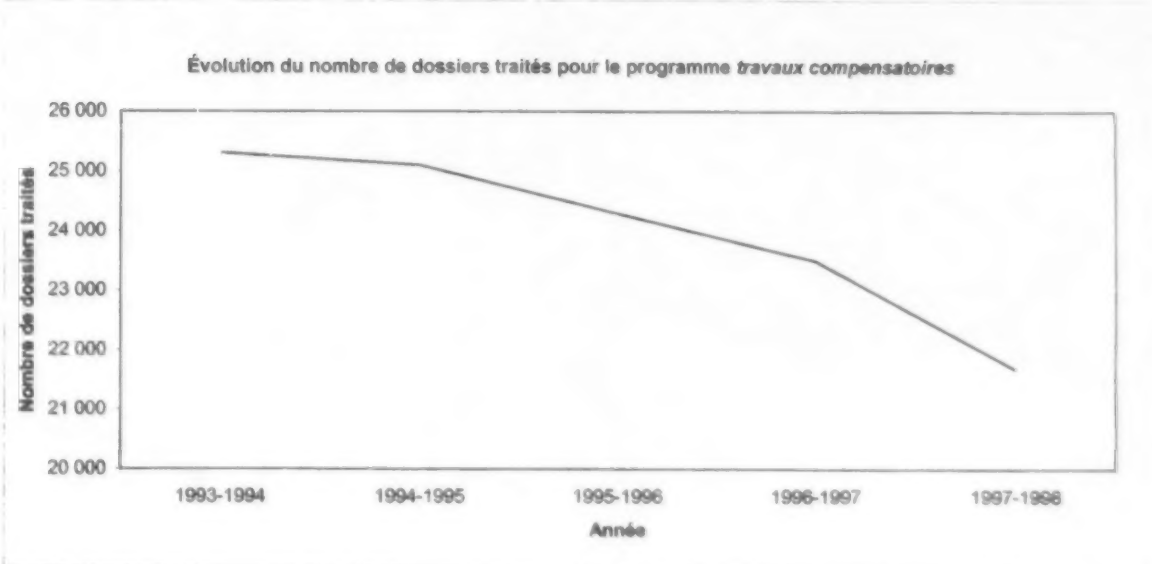


Tableau 4.2.8

Évolution du nombre de dossiers traités pour le programme *travaux compensatoires* selon les organismes de référence

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Assoc. canadienne pour la santé mentale	1 061	1 247	1 366	1 100	1 060
Centre d'action bénévole de Sept-Îles inc.	337	352	283	240	240
Centre de bénévolat de la Rive-Sud inc.	4 108	3 611	3 401	3 400	3 017
Centre de bénévolat de Laval inc.	3 649	3 930	3 779	3 700	3 550
Centre de bénévolat de Manicouagan	277	377	450	203	143
Centre de bénévolat du Lac inc.	428	403	435	350	403
Centre ressources jeunesse	846	599	706	610	695
Organisation anti-pauvreté Mauricie inc.	2 133	2 088	2 010	1 940	1 644
Organisation anti-pauvreté Québec inc.	3 823	3 322	3 489	3 299	3 142
Service d'action communautaire Outaouais inc.	1 600	1 784	2 009	1 593	1 344
Service d'aide aux prisonniers de Sherbrooke inc.	1 339	1 205	1 214	1 339	1 400
Unité Domrémy Mont-Joli inc.	761	804	750	700	907
YMCA de Montréal	4 946	5 377	4 401	5 020	4 132
Total	25 308	25 099	24 293	23 494	21 677



Chapitre 5

Les ressources communautaires

Les ressources communautaires sont des organismes ou des personnes de la communauté qui permettent à la DGSC de remplir une partie de sa mission, qui consiste à favoriser la réinsertion sociale des personnes contrevenantes en collaboration avec des éléments de la communauté.

5.1 – Les ressources spécialisées

Les ressources spécialisées sont des organismes offrant à la DGSC des services spécialisés (de traitement de la santé mentale, de toxicomanie, de déviances sexuelles, etc.) destinés à certaines personnes contrevenantes.

Le nombre de jours de séjour dans les ressources spécialisées a diminué en 1997-1998
En 1997-1998, il y a eu une diminution de 12,3 %, le nombre de jours de séjours passant de 50 534 à 44 316. Pour les ressources d'hébergement en santé mentale, la baisse est de 16,4 %, (22 195 à 18 551 jours), et pour les ressources d'hébergement en toxicomanie, la diminution est de 9,1 %, passant de 28 339 à 25 765. Les ressources en toxicomanie représentent 58,1 % des ressources spécialisées tandis que les ressources en santé mentale représentent 41,9 %. Depuis deux ans, ces proportions sont restées sensiblement les mêmes.

5.2 – Les ressources d'hébergement communautaires

Les ressources d'hébergement communautaires permettent à la DGSC d'offrir à la personne contrevenante sous sa responsabilité la possibilité de réintégrer graduellement la société en étant hébergée dans un environnement semi-ouvert. La personne contrevenante peut ainsi profiter du soutien d'une ressource qui, par son programme, répondra à ses besoins en matière de réhabilitation et de réinsertion sociale.

Baisse continue de l'utilisation des ressources d'hébergement communautaires
Le principal indicateur utilisé pour mesurer l'utilisation des ressources d'hébergement est le nombre total de jours de séjour dans ces ressources. En 1997-1998, le nombre de jours de séjour dans les ressources d'hébergement communautaires a connu une baisse de 2,1 %, soit de 137 939 jours en 1996-1997 à 135 010 jours en 1997-1998. Malgré cette diminution, les centres d'hébergement communautaires et les foyers d'accueil ont connu une hausse de l'utilisation de leur service de 7,5 % et 60,1 % respectivement. Par contre, pour les centres résidentiels communautaires ont enregistre une baisse de 6,8 %.

Le taux d'occupation des ressources d'hébergement communautaires est de 92,6 % en 1997-1998
Le taux d'occupation des ressources d'hébergement communautaires se calcule en divisant la moyenne quotidienne de personnes présentes par le nombre de places quotidiennes prévues au contrat initial. Cette statistique permet de savoir si la prévision du nombre de places en hébergement était juste. Le taux d'occupation, au cours des cinq dernières années, a atteint son maximum en 1996-1997 avec 97,4 %. En 1997-1998, ce taux est de 92,6 %, en baisse par rapport à 1996-1997.

Tableau 5.1.1

Évolution du nombre total de jours de séjour et de la moyenne quotidienne de personnes présentes dans les ressources spécialisées

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Nombre total de jours de séjour					
Centre hospitalier de Sherbrooke	1 589	1 001	1 166	0	0
Institut Philippe-Pinel	3 919	3 811	2 984	0	0
Ressources d'hébergement en santé mentale	15 652	16 223	17 682	22 195	18 551
Ressources d'hébergement en toxicomanie	19 425	18 857	24 597	28 339	25 765
Total	**40 585**	**39 892**	**46 429**	**50 534**	**44 316**
Moyenne quotidienne de personnes présentes					
Centre hospitalier de Sherbrooke	4,4	2,7	3,2	0,0	0
Institut Philippe-Pinel	10,7	10,4	8,2	0,0	0
Ressources d'hébergement en santé mentale	42,9	44,4	48,4	60,8	50,8
Ressources d'hébergement en toxicomanie	53,2	51,7	67,4	77,6	70,6
Total	**111,2**	**109,3**	**127,2**	**138,4**	**121,4**

Évolution du nombre total de jours de séjour dans les ressources d'hébergement en santé mentale et en toxicomanie

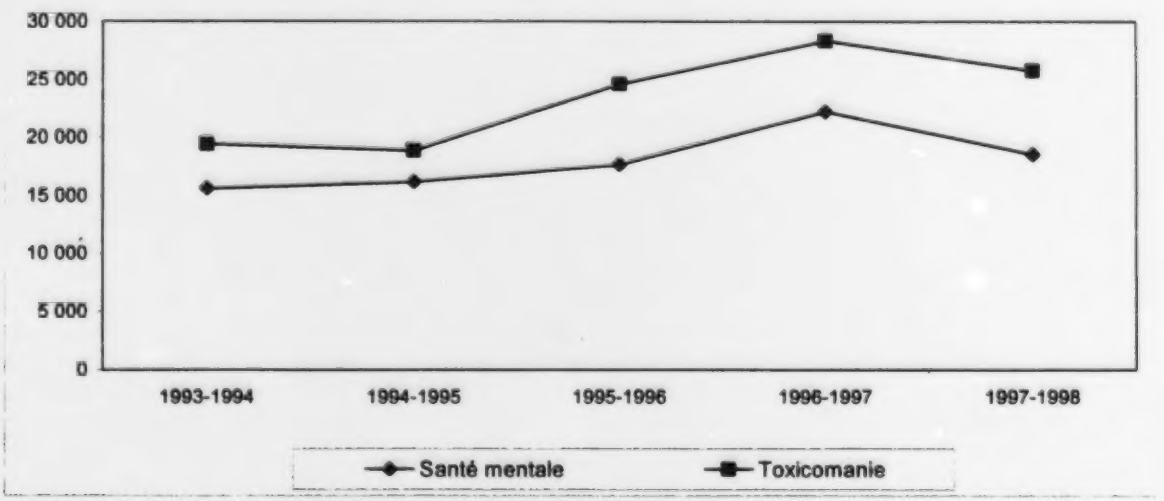


Tableau 5.2.1

Évolution du nombre total de jours de séjour et de la moyenne quotidienne de personnes présentes dans les ressources d'hébergement communautaires selon le type de ressources

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Nombre total de jours de séjour					
Centre d'hébergement communautaire	34 623	32 844	19 316	14 843	15 955
Centre résidentiel communautaire	109 286	105 671	112 996	116 754	108 871
Foyer d'accueil	8 766	10 828	8 643	6 342	10 184
Total	**152 675**	**149 343**	**140 955**	**137 939**	**135 010**
Moyenne quotidienne de personnes présentes					
Centre d'hébergement communautaire	94,9	90,0	52,8	40,7	43,7
Centre résidentiel communautaire	299,4	289,5	308,7	319,9	298,3
Foyer d'accueil	24,0	29,7	23,6	17,4	27,9
Total	**418,3**	**409,2**	**385,1**	**377,9**	**369,9**

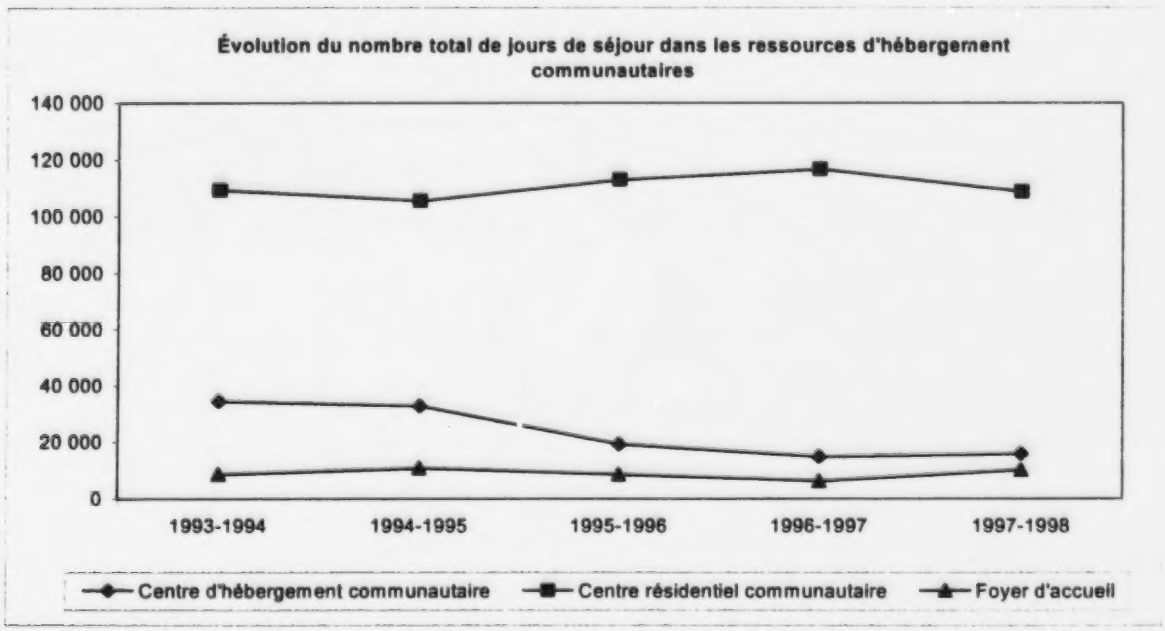


Tableau 5.2.2

Évolution du nombre de places quotidiennes prévues au contrat initial dans les ressources d'hébergement communautaires, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Nombre de places quotidiennes prévues au contrat initial					
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	25,00	26,34	26,28	43,30	44,40
Région Outaouais	19,00	18,24	18,19	19,44	20,31
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	25,65	11,55	11,52	23,71	17,06
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	31,75	33,34	33,25	34,55	28,89
Région Montérégie[1]	19,50	20,64	20,58	3,96	4,00
Total secteur Ouest du Québec	**120,90**	**110,11**	**109,82**	**124,96**	**114,66**
Région et secteur de Montréal	**161,74**	**182,41**	**137,04**	**114,35**	**137,00**
Région Bas-Saint-Laurent	12,16	11,52	10,53	11,93	10,68
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	29,00	28,83	27,77	27,98	27,75
Région Québec et Chaudière-Appalaches	86,50	83,80	85,49	75,83	76,68
Région Mauricie et Centre-du-Québec	34,00	32,64	32,55	32,14	31,52
Région Côte-Nord	---	---	---	---	---
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	3,00	1,47	1,47	0,96	0,96
Total secteur Est du Québec	**164,66**	**158,26**	**157,81**	**148,84**	**147,60**
Totale réseau correctionnel du Québec	**447,30**	**450,78**	**404,67**	**388,15**	**399,26**

1. Modification des données en 1996-1997 pour ces deux régions à la suite d'une restructuration : les ressources attribuées à la Montérégie sont maintenant calculées en Estrie.

Tableau 5.2.3

Évolution du nombre total de jours de séjour utilisés dans les ressources d'hébergement communautaires, selon les directions régionales et les secteurs du réseau correctionnel

Séjour total	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	9 459	9 435	8 951	13 077	14 811
Région Outaouais	6 536	6 826	6 785	7 096	7 409
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	8 674	9 075	8 194	8 335	5 469
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	8 602	10 150	11 133	10 439	10 361
Région Montérégie[1]	6 102	6 517	4 434	316	1 038
Total secteur Ouest du Québec	**39 373**	**42 003**	**39 497**	**39 263**	**39 088**
Région et secteur de Montréal	**58 278**	**52 945**	**50 109**	**47 825**	**44 612**
Région Bas-Saint-Laurent	3 390	3 180	3 415	3 831	3 322
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	10 794	10 294	8 819	9 075	8 620
Région Québec et Chaudières-Appalaches	29 658	29 492	29 541	26 808	27 393
Région Mauricie et Centre-du-Québec	10 701	11 216	9 483	11 123	11 188
Région Côte-Nord	---	---	---	---	---
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	481	213	91	14	787
Total secteur Est du Québec	**55 024**	**54 395**	**51 349**	**50 851**	**51 310**
Totale réseau correctionnel du Québec	**152 675**	**149 343**	**140 955**	**137 939**	**135 010**
Moyenne quotidienne de personnes présentes					
Région Estrie et Centre-du-Québec[1]	25,92	25,85	24,46	35,83	40,58
Région Outaouais	17,91	18,70	18,54	19,44	20,30
Région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	23,76	24,86	22,39	22,84	14,98
Région Laval/Lanaudière/Laurentides	23,57	27,81	30,42	28,60	28,39
Région Montérégie[1]	16,72	17,85	12,11	0,87	2,84
Total secteur Ouest du Québec	**107,87**	**115,08**	**107,92**	**107,57**	**107,09**
Région et secteur de Montréal	**159,67**	**145,05**	**136,91**	**131,03**	**122,22**
Région Bas-Saint-Laurent	9,29	8,71	9,33	10,50	9,10
Région Saguenay- Lac-Saint-Jean	29,57	28,20	24,10	24,86	23,62
Région Québec et Chaudière-Appalaches	81,25	80,80	80,71	73,45	75,05
Région Mauricie et Centre-du-Québec	29,32	30,73	25,91	30,47	30,65
Région Côte-Nord	---	---	---	---	---
Région Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine	1,32	0,58	0,25	0,04	2,16
Total secteur Est du Québec	**150,75**	**149,03**	**140,30**	**139,32**	**140,58**
Totale réseau correctionnel du Québec	**418,29**	**409,16**	**385,12**	**377,92**	**369,89**

1. Modification des données en 1996-1997 pour ces deux régions à la suite d'une restructuration : les ressources attribuées à la Montérégie sont maintenant calculées en Estrie.

Chapitre 6

Les ressources humaines et financières

La Direction générale a amorcé en 1995-1996 la réforme de l'organisation correctionnelle québécoise Dans ce contexte, les actions entreprises ont touché la structure administrative de l'organisation de façon importante.

6.1 – Les ressources humaines

La Direction générale des services correctionnels comptait en 1997-1998 huit directions : six directions territoriales et les deux directions au siège social soit, la Direction du partenariat et du conseil en services correctionnels et la Direction des services administratifs. À ces huit directions s'ajoutent le Bureau de la sous-ministre associée et le Centre d'expertise et de coordination en sécurité.

Le nombre de ressources humaines a baissé en 1997-1998
En 1993-1994, la DGSC comptait 3 165 personnes à temps complet (ETC). Depuis 1995-1996, ce nombre est passé de 3 120 à 2 953 en 1996-1997, et finalement à 2 851 en 1997-1998, ce qui représente une diminution de 9,9 % en cinq ans (tableau 6.1.1) et une baisse de 3,6 % par rapport à 1996-1997. De ces 2 851 ETC, 133 travaillent pour le central, 2 320 en détention et 278 dans les bureaux de probation ; le reste du personnel, c'est-à-dire 120 personnes, est occasionnel.

Fluctuations désordonnées dans le nombre de ETC par catégorie d'emploi
À l'exception de la catégorie « gestionnaire », qui est en baisse constante depuis 1992-1993, toutes les autres catégories d'emploi subissent des fluctuations particulières. Toutefois, à partir de 1995-1996, les effectifs pour chacune des catégories d'emploi, sont en baisse. La catégorie des gestionnaires est celle qui connaît la plus forte diminution, soit 13,3 %, passant de 323 à 280 personnes.

Tableau 6.1.1

Évolution de l'effectif régulier et occasionnel à temps complet autorisé à la Direction générale des services correctionnels selon la catégorie d'emploi

	Agentes et agents des services correctionnels	Personnel de soutien	Personnel professionnel	Gestionnaires	Total
1er avril 1993	1 907	512	347	399	3 165
1er avril 1994	1 709	551	363	374	2 997
1er avril 1995	1 876	536	361	347	3 120
1er avril 1996	1 740	532	358	323	2 953
1er avril 1997	1716	507	348	280	2 851

Tableau 6.1.2

Série chronologique de l'effectif régulier et occasionnel à temps complet travaillant pour le central [1] de la Direction générale des services correctionnels

	Effectif à temps complet
1990-1991	102
1991-1992	115
1992-1993	123
1993-1994	122
1994-1995	134
1995-1996	125
1996-1997	133
1997-1998	133

1. Comprend : le Bureau de la sous-ministre associée, la Direction des services administratifs, le Centre d'expertise et de coordination en sécurité, la Direction du partenariat et du conseil en services correctionnels et les directions territoriales.

Tableau 6.1.3

Effectif régulier et occasionnel autorisé à la Direction générale des services correctionnels du Québec en 1997-1998

	Détention	Probation	Central [1]	Total
Cadres supérieurs	3,0	0,0	9,0	12,0
Cadres intermédiaires	245,0	21,0	2,0	268,0
Professionnels - Agents de probation	0,0	189,7	0,0	189,7
- Autres	95,3	0,0	63,0	158,3
Employés de bureau, techniciens	227,8	63,0	55,0	345,8
Agents des services correctionnels	1 708,0	4,1	3,9	1 716,0
Ouvriers	161,4	0,0	0,0	161,4
Total	**2 440,5**	**277,8**	**132,9**	**2 851,2**

1. Comprend : le Bureau de la sous-ministre associée, la Direction des services administratifs, le Centre d'expertise et de coordination en sécurité, la Direction du partenariat et du conseil en services correctionnels et les directions territoriales.

6.2 – Les ressources financières

Comme pour les ressources humaines, les changements apportés par la restructuration influent sur la répartition des ressources financières par unité administrative. En raison de ces changements, seuls les totaux des grandes catégories au plan provincial demeurent comparables.

Stabilisation des dépenses en 1997-1998
Après avoir augmenté en 1994-1995 et 1995-1996, les dépenses totales à la DGSC ont diminué en 1996-1997 puis encore un peu en 1997-1998. Elles sont passées de 225,3 millions de dollars à 224,1 millions de dollars, soit une légère baisse de 0,5 %, ce qui laisse entrevoir une certaine stabilisation des dépenses.

Les coûts moyens pour une journée liés aux diverses activités de la DGSC sont stables
Certaines activités sont demeurées au même coût, comme les foyers d'accueil, les programmes d'encadrement en milieu ouvert et les surveillances de sentence intermittente avec des coûts moyens de 23,08$, 4,93$ et 14,71$ par jour respectivement. Quant aux autres activités, le coût moyen a légèrement changé. La hausse la plus importante est celle du coût moyen d'une journée dans un établissement de détention, qui est passé de 149 $ en 1996-1997 à 155 $ en 1997-1998 soit 4,0 % de plus.

Tableau 6.2.1

Évolution des dépenses à la Direction générale des services correctionnels (en milliers de dollars)

1992-1993	230 770,2
1993-1994	221 522,1
1994-1995	225 104,1
1995-1996	228 085,6
1996-1997	225 251,6
1997-1998	224 119,0

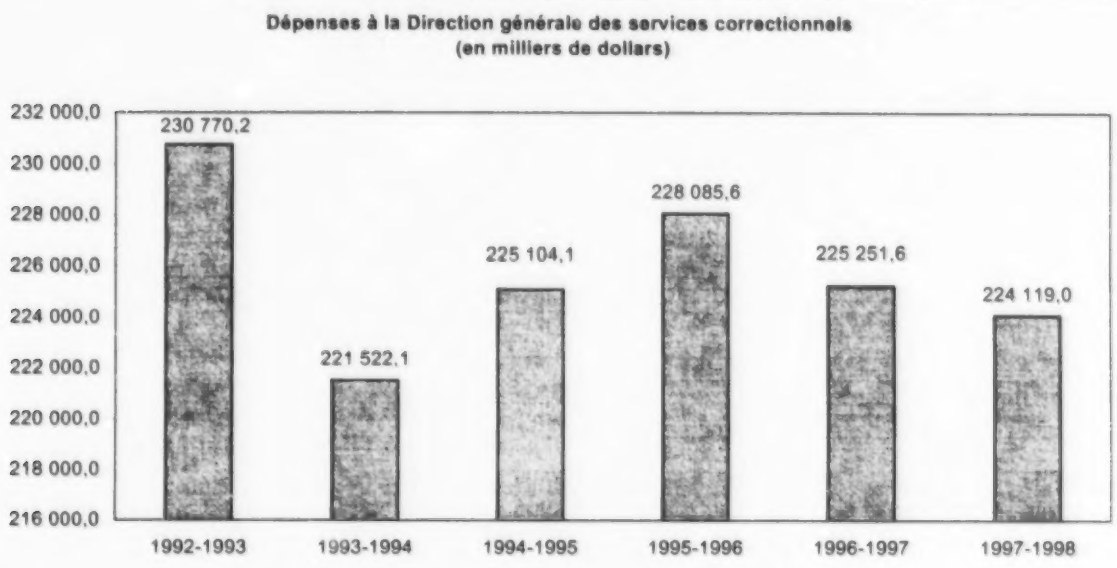


Tableau 6.2.2

Coût moyen d'une journée dans les activités offertes ou payées par la Direction générale des services correctionnels (en dollars)

	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998
Centre d'hébergement communautaire	39,85 $	38,67 $	36,13 $	35,32 $	37,56 $
Centre résidentiel communautaire	60,81 $	58,88 $	57,45 $	57,41 $	57,71 $
Établissement de détention [1]	100,83 $	144,00 $	151,00 $	149,00 $	155,00 $
Foyer d'accueil	23,08 $	23,08 $	23,08 $	23,08 $	23,08 $
Programme d'encadrement en milieu ouvert	4,93 $	4,93 $	4,93 $	4,93 $	4,93 $
Ressource d'hébergement en santé mentale	23,40 $	23,24 $	22,34 $	21,90 $	21,85 $
Ressource d'hébergement en toxicomanie	18,67 $	15,03 $	16,36 $	15,45 $	15,42 $
Surveillance de sentence intermittente	15,48 $	15,01 $	14,71 $	14,71 $	14,71 $

Depuis 1994-1995, le coût du loyer est inclus dans le coût moyen d'une journée dans un établissement de détention.

LEXIQUE

Lexique

ABSENCE TEMPORAIRE
Permission accordée, à une personne incarcérée dans un établissement de détention, de sortir à l'extérieur pour une période déterminée et à certaines conditions. Il existe trois types d'absence temporaire : celle qui a pour but de favoriser la réinsertion sociale, celle qui est accordée pour des raisons médicales et celle qui est accordée pour des raisons humanitaires.

ADMISSION
Procédure administrative visant à enregistrer une personne dans un établissement de détention en vertu d'un mandat d'incarcération, d'un renvoi sous garde ou d'autres procédés judiciaires qui permettent à un officier de la justice ou à un agent de la paix d'incarcérer une personne. Une personne dont le statut change ou qui est transférée dans un autre établissement de détention ne fait pas l'objet d'une nouvelle admission. Pour une peine de détention, il n'y a qu'une admission.

AGENT DE PROBATION
Professionnel chargé de produire des rapports d'évaluation psychosociale concernant des personnes contrevenantes, de surveiller les personnes sous ordonnance de probation ou de sursis, les personnes en libération conditionnelle, ainsi que de superviser l'exécution des travaux communautaires imposés dans le cadre d'une ordonnance de probation ou de sursis. L'ensemble du travail de l'agent de probation se fait en accord avec la démarche d'intervention *information, aide et conseil.*

AGENT DES SERVICES CORRECTIONNELS (ASC)
Personne travaillant dans les établissements de la Direction générale des services correctionnels, chargée de surveiller les personnes détenues et de leur apporter le soutien adéquat.

ALCOFREIN
Mesure imposée en vertu du Code de la sécurité routière aux conductrices et aux conducteurs qui ont été condamnés une première fois pour conduite avec capacité affaiblie. Cette mesure oblige la personne contrevenante à assister à une session d'information et de sensibilisation d'une durée de trois heures portant notamment sur les conséquences de l'alcool au volant, les effets de l'alcool et des autres substances intoxicantes sur la conduite d'un véhicule. Il s'agit d'une condition obligatoire pour recouvrer le permis de conduire. C'est une mesure éducative et de réhabilitation qui vise à responsabiliser l'individu et à prévenir la récidive. Les frais d'inscription sont de 150 $.

AMENDE
Sentence donnée par un tribunal entraînant une peine pécuniaire. À défaut de payer une amende, la personne contrevenante peut être détenue pour la période prévue par la sentence.

AMENDE PERÇUE
Somme d'argent, égale ou inférieure à la sentence d'amende, versée par une personne contrevenante ou un tiers (parent, ami ou autre) afin de réduire partiellement ou d'éliminer en totalité la période d'incarcération découlant du non-paiement de l'amende.

ANTÉCÉDENT CORRECTIONNEL
Condamnation antérieure au présent délit d'une personne contrevenante par un tribunal pénal.

CAPACITÉ DE SUPPORT
Nombre de places que l'établissement de détention possède et qui servent normalement à d'autres fins que la seule garde de la clientèle (par exemple, l'infirmerie).

CAPACITÉ NORMALE
Nombre de places que possède l'établissement de façon courante pour assumer la garde de la clientèle.

CAPACITÉ OCCASIONNELLE
Nombre de places additionnelles que l'établissement est capable de fournir occasionnellement pour la garde de la clientèle.

CAPACITÉ TOTALE
Somme de la capacité normale, de la capacité de support et de la capacité occasionnelle.

CENTRE D'HÉBERGEMENT COMMUNAUTAIRE (CHC)
Établissement privé, sans but lucratif, offrant avec un encadrement minimal à certaines personnes contrevenantes référées par la DGSC, le logement, la nourriture et certains services ou programmes d'activités susceptibles d'aider une personne dans sa démarche de réinsertion sociale.

CENTRE RÉSIDENTIEL COMMUNAUTAIRE (CRC)
Établissement privé, sans but lucratif, offrant, avec un encadrement soutenu, à certaines personnes contrevenantes dirigées par la DGSC, des services d'aide et de soutien sur les plans psychosocial et socioculturel, le logement, la nourriture et certains services ou programmes d'activités susceptibles de les aider dans leur démarche de réinsertion sociale.

CHANGEMENT DE STATUT
Procédure administrative appliquée dans les établissements de détention pour prendre en compte toute modification dans la situation d'une personne incarcérée. Par exemple, une personne prévenue qui, à la suite d'un procès, est condamnée à une peine de détention, voit son statut changer de « personne prévenue » à « personne condamnée »; cette procédure permet de suivre l'évolution du dossier d'une personne incarcérée entre le moment de son admission et celui de sa libération.

COMPARUTION
Obligation pour une personne contrevenante de se présenter devant un magistrat (juge, commissaire aux incendies, coroner, etc.) à une date et une heure précises, à la suite d'une ordonnance d'un tribunal, pour une étape de son procès.

CONDAMNATION
Décision prononcée par une autorité ayant pouvoir de juridiction et imposant à une personne contrevenante une peine en raison des actes qui lui sont imputés.

CONDAMNÉ
Voir *personne condamnée*.

CONTREVENANT
Voir *personne contrevenante*.

CQLC
Commission québécoise des libérations conditionnelles.

DACOR
Système informatique de la Direction générale des services correctionnels (**D**ossiers **A**dministratifs **COR**ectionnels).

DÉLIT
Infraction commise en vertu du *Code criminel*, des lois fédérales, des lois provinciales ou des règlements municipaux. Au sens large, action ou omission, définie par la loi pénale et entraînant une certaine peine.

DÉLIT ACCESSOIRE
Voir *délit secondaire*.

DÉLIT PRINCIPAL
Délit lié à une sentence globale en détention ou à une demande de service en probation dont le code de gravité est le plus important.

DÉLIT SECONDAIRE
Délit lié à une sentence globale en détention ou à une demande de service en probation dont l'indice de gravité est de moindre importance que le délit principal.

DÉTENU
Voir *personne incarcérée*.

DGSC
Direction générale des services correctionnels (aussi connue sous le nom de Services correctionnels du Québec).

ENQUÊTE SOCIALE OU COMMUNAUTAIRE
Enquête menée par l'agente ou l'agent de probation sur la situation familiale et sociale d'une personne. Les résultats de cette enquête serviront notamment à la rédaction du rapport présentenciel (enquête sociale) ou du rapport prélibératoire (enquête communautaire) ou encore au transfert du contrevenant d'une autre province.

ÉVALUATION
L'un des grands secteurs d'activité du milieu ouvert. L'évaluation est constituée par l'ensemble des activités des agentes et des agents de probation entourant la conception des rapports pour fournir de l'éclairage à la cour (admissibilité aux *travaux communautaires*, enquête sociale, rapport régulier, rapport spécifique, rapport supplémentaire et les autres rapports à la Cour) ou à la CQLC (enquête communautaire, rapport connu, rapport d'étape et rapport régulier).

EXAMEN PSYCHIATRIQUE
Examen demandé afin de déterminer si une personne accusée, renvoyée pour observation, conformément aux dispositions du *Code criminel*, est apte ou inapte à subir un procès pour cause d'aliénation mentale ou de déterminer si elle était aliénée au moment de l'infraction ou de l'acte criminel pour lequel elle est accusée.

FOYER D'ACCUEIL
Individu ou famille offrant, à certaines personnes contrevenantes adultes référées par la DGSC, logement, nourriture et certains services ou programmes d'activités susceptibles de les aider dans leur démarche de réinsertion sociale.

INFORMATION, AIDE ET CONSEIL (IAC)
Il s'agit d'une démarche d'intervention définie par l'organisation et qui vise à responsabiliser la personne contrevenante et à favoriser sa réinsertion sociale en lui apportant information, aide et conseil, et ce, en privilégiant le recours à des répondants sociaux significatifs.

INSCRIPTION
Procédure administrative visant à enregistrer l'arrivée d'une personne contrevenante dans un établissement de détention à la suite d'une admission ou d'un transfert. Pour une même peine de détention, il peut y avoir plusieurs inscriptions.

INTERVENTION
L'un des grands secteurs d'activités du milieu ouvert. L'intervention correspond à l'ensemble des activités nécessitant une interaction entre l'agente ou l'agent de probation (ou une personne déléguée) et la personne contrevenante. Les activités propres au domaine de l'intervention sont : le cautionnement, la libération conditionnelle, la libération de jour, la probation avec surveillance, les sursis et les travaux communautaires.

LIBÉRATION
Mise en liberté d'une personne incarcérée.

LIBÉRATION CONDITIONNELLE
Mesure de mise en liberté permettant à une personne détenue de purger le reste de la peine d'incarcération dans la collectivité (libération anticipée avant l'expiration d'une peine) à certaines conditions déterminées par la CQLC. Sont généralement admissibles à une libération conditionnelle les personnes condamnées à une peine d'emprisonnement de six mois ou plus et qui ont purgé le tiers de leur sentence.

MOTIF D'ADMISSION
Motif indiquant les raisons pour lesquelles une personne est admise dans un établissement de détention et justifiant son incarcération.

ORDONNANCE DE PROBATION AVEC SURVEILLANCE
L'ordonnance de probation avec surveillance est une peine imposée à un contrevenant qui a été reconnu coupable d'une infraction. Cette peine est non carcérale, c'est-à-dire que le contrevenant qui ne représente pas un danger pour la société peut la purger en demeurant dans la société. Il s'agit toutefois d'une mesure punitive, car pour conserver sa liberté, le contrevenant doit respecter un certain nombre d'obligations qui lui sont imposées par le tribunal, dont celle de se présenter périodiquement à une agente ou un agent de probation.

ORDONNANCE DE SURSIS
La condamnation à l'emprisonnement avec sursis, communément appelé l'ordonnance de sursis, est une peine imposée en vertu du *Code criminel* qui fait en sorte qu'une personne ayant commis des infractions moins graves purgera sa peine d'emprisonnement au sein de la collectivité en étant assujettie à des contrôles stricts. Le juge condamne le contrevenant à l'emprisonnement, mais sursoit à l'exécution de cette peine tant et aussi longtemps qu'il respecte un certain nombre de conditions obligatoires et facultatives imposées par le tribunal.

ORGANISME DE RÉFÉRENCE (PROGRAMME DE TRAVAUX COMPENSATOIRES)
Organisme sans but lucratif sous contrat avec le ministère de la Sécurité publique qui a la responsabilité, sur un territoire donné, de constituer une banque d'organismes communautaires, de diriger toute personne admissible au programme *travaux compensatoires* vers un organisme communautaire, d'assurer le contrôle et le suivi de l'exécution des travaux compensatoires et d'en faire rapport au percepteur d'amende.

PEINE
Sanction infligée à une personne contrevenante par le tribunal, à la suite d'un délit commis et pour lequel elle a été reconnue coupable.

PERSONNE ADMISE
Le terme « personne admise » dans le présent rapport réfère à l'admission d'une personne. Une personne peut être admise plus d'une fois au cours de la même année ; ainsi elle comptera autant de fois comme personne admise qu'il y a eu d'admissions.

PERSONNE CONDAMNÉE
Le terme « personne condamnée » dans le présent rapport réfère à une personne qui a été incarcérée à la suite d'une ou de plusieurs condamnations de la Cour impliquant des peines à être purgées de façon consécutive ou concurrente. Ces peines sont administrées comme une sentence globale par les établissements de détention. Or, une personne peut être condamnée pour d'autres causes au cours de la même année à la suite de sa libération. Elle sera donc comptée, comme personne condamnée, autant de fois qu'il y aura eu des sentences globales la concernant et gérées par les établissements de détention. D'autre part, le contrevenant doit avoir le statut de « condamné » à la date de début de sentence pour compter comme personne condamnée. Or, il y a un certain nombre de cas où le contrevenant conserve son statut de « prévenu » même s'il a été sujet à une condamnation.

PERSONNE CONTREVENANTE
Personne qui a contrevenu à une loi au *Code criminel* ou à d'autres lois fédérales, provinciales ou municipales. Toutefois, dans le chapitre 2 du présent rapport statistique, une personne contrevenante admise en détention ou référée en probation sera comptée autant de fois qu'elle aura été admise ou référée.

PERSONNE INCARCÉRÉE
Personne contrevenante inscrite dans un établissement de détention du Québec soit comme prévenue, soit comme condamnée.

PERSONNE PRÉVENUE
Personne incarcérée dans un établissement de détention du Québec soit pour attendre l'issue de la poursuite judiciaire intentée contre elle, soit à la suite d'une demande d'assistance à l'administrateur, soit en attente d'un transfert vers un pénitencier ou pour toute autre raison qui fait qu'une personne ne peut être considérée comme une personne condamnée. C'est l'un des deux statuts possibles d'une personne incarcérée.

POPULATION INSCRITE
Ensemble des personnes contrevenantes inscrites dans les registres des établissements de détention. Cette population comprend toutes les personnes présentes, de même que les personnes à l'extérieur en absence temporaire mais exclut les personnes à l'extérieur sans absence temporaire (condamnées à une sentence discontinue par exemple).

POPULATION MOYENNE QUOTIDIENNE
Nombre moyen de personnes incarcérées présentes chaque jour dans un établissement de détention; cette population est établie à partir des présences à 23 h 59 dans les établissements de détention.

POPULATION PRÉSENTE
Ensemble des personnes contrevenantes présentes dans les établissements de détention; cette population comprend toutes les personnes présentes à 23 h 59 lors du relevé quotidien des personnes incarcérées.

POPULATION TOTALE
Ensemble de toutes les personnes contrevenantes sous la surveillance des établissements de détention du Québec. Cette population comprend les personnes présentes, les personnes à l'extérieur en absence temporaire et les personnes à l'extérieur sans absence temporaire.

PRÉVENU
Voir *personne prévenue*.

PROGRAMME D'ENCADREMENT EN MILIEU OUVERT (PEMO)
Les programmes d'encadrement en milieu ouvert sont destinés aux personnes incarcérées qui ont purgé le sixième de leur peine d'emprisonnement, qui répondent aux critères de l'absence temporaire et qui font preuve d'une bonne capacité d'évolution et de prise en charge. Ces programmes ont pour but de permettre aux personnes incarcérées d'amorcer leur réinsertion sociale avec l'aide et l'encadrement d'un intervenant ou d'une intervenante et dans certains cas, de se préparer à l'audience de la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

RAPPORT D'ADMISSIBILITÉ AUX TRAVAUX COMMUNAUTAIRES
Rapport rédigé à l'intention du tribunal et qui évalue, à partir de critères établis, l'admissibilité d'une personne contrevenante à l'ordonnance de travaux communautaires.

RAPPORT D'ÉTAPE
Il s'agit d'un rapport écrit, préparé par l'agente ou l'agent de probation, faisant état du cheminement de la personne libérée conditionnellement, des progrès réalisés et des problèmes vécus depuis la précédente audience, ainsi que sa recommandation. Ce rapport est produit pour chaque audience d'étape que tient la CQLC durant la période de libération conditionnelle avec surveillance intensive.

RAPPORT D'ÉVALUATION PRÉLIBÉRATOIRE CONNU
Document du même type que le rapport d'évaluation prélibératoire régulier, avec la particularité qu'il concerne une personne dont le dossier était ouvert au cours de la dernière année.

RAPPORT D'ÉVALUATION PRÉLIBÉRATOIRE RÉGULIER (REP régulier)
Ce rapport est préparé pour la CQLC. Il concerne une personne incarcérée et sert à étudier la pertinence de lui accorder une libération conditionnelle. Il s'agit d'une évaluation psychosociale de la personne contrevenante. Le REP régulier concerne une personne contrevenante inconnue ou dont le dossier est fermé depuis plus d'un an.

RAPPORT PRÉSENTENCIEL
Le rapport présentenciel est un document préparé à la demande du juge par un agent de probation. Il contient des renseignements pertinents sur le contrevenant et sur les circonstances entourant l'infraction pour laquelle il a été reconnu coupable. Ce rapport permet au juge, avant de prononcer la sentence, d'obtenir un ensemble d'informations qui lui seront utiles pour déterminer la peine qui convient le mieux au contrevenant.

RAPPORT RÉGULIER (ÉVALUATION À LA CQLC)
Voir *rapport d'évaluation prélibératoire régulier.*

RAPPORT RÉGULIER (ÉVALUATION À LA COUR)
Voir *rapport présentenciel.*

RAPPORT SUPPLÉMENTAIRE (ÉVALUTION À LA COUR)
Le rapport supplémentaire est produit lorsque la Cour désire des renseignements et des explications sur une dimension d'une évaluation présentencielle produite au cours des douze derniers mois.

RÉCIDIVE
État d'une personne qui, ayant fait l'objet d'une condamnation pour une infraction antérieure, commet une nouvelle infraction.

RESSOURCE SPÉCIALISÉE
Organisme du réseau de la santé et des services sociaux fournissant des services spécialisés (particulièrement en santé mentale et en toxicomanie) à la Direction générale des services correctionnels.

SCQ
Voir *DGSC.*

SENTENCE
L'ensemble des peines prononcées par le tribunal et qui sera administré par la DGSC comme une sentence globale en tenant compte du caractère consécutif ou concurrent de chaque peine.

STATUT
Situation actuelle d'une personne contrevenante en détention entre son admission et sa libération, et indiquant si la personne est condamnée ou prévenue.

SURVEILLANCE DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE
Les agentes et les agents de probation ont la tâche de surveiller les personnes en libération conditionnelle. Leur rôle consiste à effectuer le suivi de la libération en s'assurant du respect des conditions imposées, du maintien de la sécurité publique, tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne contrevenante en lui donnant de l'information, de l'aide et des conseils.

SURVEILLANCE DE LIBÉRATION DE JOUR
Encadrement et information, aide et conseils fournis par l'agente ou l'agent de probation à la personne contrevenante alors qu'elle bénéficie d'une libération conditionnelle de jour. Cette dernière correspond à un régime de semi-liberté à l'intérieur duquel la personne contrevenante réintègre habituellement un centre de détention ou un CRC chaque soir, à moins d'une autorisation écrite contraire. Ce régime de libération conditionnelle vise à préparer la personne contrevenante à la libération conditionnelle complète.

SURVEILLANCE DE PROBATION
L'agent de probation explique à la personne en probation la nature de l'ordonnance de probation avec surveillance, il l'informe des obligations qui y sont rattachées et de ses droits au regard de cette ordonnance. Il est également disponible pour l'aider, l'informer, le conseiller et l'appuyer dans ses démarches en vue de sa réinsertion sociale. De plus, l'agent de probation est responsable de l'application juridique de l'ordonnance de probation. S'il y a manquement à une obligation ou si le contrevenant commet une nouvelle infraction, l'agent de probation en informe le substitut du Procureur général (procureur de la Couronne).

SURVEILLANCE DE SURSIS
L'agent de surveillance assure la gestion de l'ordonnance et vérifie si le contrevenant respecte les conditions imposées. Il élabore un plan d'intervention personnalisé précisant le type et le niveau des mesures d'encadrement et d'accompagnement dont le contrevenant bénéficie, afin de prévenir la récidive et de favoriser la réinsertion sociale. Il suscite et appuie la participation d'intervenants de la communauté susceptibles de contribuer à la réinsertion de contrevenant dans son milieu. Il peut demander au tribunal de modifier les conditions facultatives de l'ordonnance, s'il estime que l'évolution des circonstances le justifie. Toutefois, s'il y a manquement aux conditions, l'agent de surveillance rédige, à l'intention du tribunal, un rapport écrit et collabore aux procédures judiciaires.

SURVEILLANCE EN CAUTIONNEMENT
C'est l'encadrement et l'information, l'aide et les conseils fournis par l'agente ou l'agent de probation, à la demande du tribunal, à une personne faisant l'objet d'une poursuite criminelle lorsqu'elle bénéficie d'une mise en liberté provisoire. Ce service vise à s'assurer du respect des conditions fixées par le tribunal et à fournir l'assistance appropriée à la personne accusée, à sa demande.

TAUX D'INCARCÉRATION
C'est le nombre de personnes détenues sur un territoire par rapport au nombre total de personnes vivant sur ce territoire.

TRANSFERT
Désigne le déplacement d'une personne (en détention) ou d'une personne (en probation) sous la responsabilité de la Direction générale des services correctionnels, d'un centre de détention à un autre ou d'un point de service à un autre, pour faciliter la prestation de services de la DGSC.

TRAVAUX COMMUNAUTAIRES

Condition facultative imposée par le tribunal dans le cadre d'une ordonnance de probation ou une ordonnance de sursis. Elle oblige le contrevenant à effectuer des travaux non rémunérés pour le compte d'un organisme communautaire sans but lucratif. Ces travaux sont exécutés sous la supervision d'un agent de probation.

TRAVAUX COMPENSATOIRES

Le programme de travaux compensatoires est une mesure alternative à l'incarcération, qui s'adresse aux personnes démunies financièrement et incapables d'acquitter leur amende pour une infraction à une loi ou à un règlement provincial ou municipal. Ce sont des heures de travail non rémunérées qu'un citoyen accepte volontairement d'exécuter au profit d'un organisme sans but lucratif. Ce programme existe depuis le 1er avril 1983.